Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:3-28802/fragment/page=0001

G. 67

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:3-28802/fragment/page=0002

Johann Wilhelm Christoph
Graf zu Stolberg

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:3-28802/fragment/page=0003

L'AMI DES HOMMES.

SUITE DE LA VI. PARTIE.

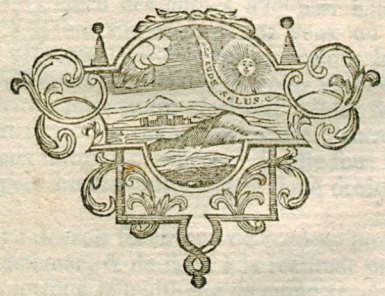
Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:3-28802/fragment/page=0005

Mirabeau, Victor Riqueti de:

TABLEAU ÉCONOMIQUE,

AVEC

SES EXPLICATIONS.



A AVIGNON.

M. DCC. LXI.

TABLEAU ÉCONOMIQUE,

AVEC

SES EXPLICATIONS.

A AVIGNON.

M. DCC. LXX.

TABLEAU ÉCONOMIQUE,

AVEC SES EXPLICATIONS.

LA ſcience humaine eſt la connoiſſance des choſes d'ici-bas. Elles ſont toutes ſous nos yeux ou à notre portée, & les notions les plus ſimples ſont les plus voiſines de la vérité : mais notre eſprit eſt foible; &, ſitôt qu'il ſe trouve obligé de joindre d'autres notions aux notions premieres, il plie ſous le faix, & perd involontairement la ligne droite.

L'art ne devroit ſervir que de cordeau pour nous la déſigner, & de fanal à la rectitude des notions, lorſque la multitude de rapports, entre des intérêts diſtants les uns des autres éblouit notre entendement. Mais l'art, devenu la ſcience des preſtiges, nous enveloppe d'opinions fardées & crues ſur parole : il bâtit en l'air comme les Architectes de Nectenabo; & non-ſeulement il nous enleve les ſenſations directes & la vérité des idées, mais encore, & par une conſéquence inévitable, il nous prive

des avantages de la bonne conduite, & de l'aide que la nature ne refusa jamais à quiconque laisse aller les choses selon sa direction.

C'est sur-tout dans la science économique, base immortelle de notre subsistance, de nos mœurs, & de tout en un mot ce qui peut être vraiment appellé la science fondamentale du Gouvernement des Etats, que ce fatal inconvénient se fait le plus sentir. L'homme qui ne s'instruit de rien que comme un enfant, qui ne considere dans la Religion que la recompense des bons & la punition des méchants au futur, & non dès ce jour, dès cet instant; qui ne voit l'obéissance que dans l'habitude ou dans sa solde du jour; qui ne conçoit les mœurs que comme la conduite d'un enfant bien élevé; qui se contente en un mot en tout & par-tout de la superficie au moral, tombe dans la même erreur au physique. Il appelle Politique, la science de prévaloir; Richesse, l'amas des jettons représentatifs des valeurs; Finance, la piraterie civile; Commerce, l'art de troquer avec avantage. Toutes ces choses une fois jettées dans les têtes en balots mal liés & méconnus, chacun part delà pour embrouiller ses idées, & celles de ses contemporains; & l'amour-propre & l'intérêt ont d'autant moins de peine à prendre les rênes des opinions de chacun dans sa sphere, que les notions indigestes qui servent de base à ces systêmes partiaux n'ont aucun point d'appui, de discernement & de vérité.

Entre tant & tant d'Ouvrages, par exemple,

qui ont paru sur le Commerce dans le temps de mode qui leur fut accordé, combien en a-t-on vu qui aient commencé par délier le balot étiqueté de ce grand mot, *Commerce*; qui aient discerné d'abord le Commerce de nécessité, le Commerce de propriété ou des denrées du cru, le Commerce postiche & mercenaire d'ouvrages de main d'œuvre & de pur trafic ou de Voituriers Commerçants de marchandises étrangeres, le Commerce réciproque ou de rapports, celui de confiance, celui de métaux, celui de papiers, &c. la main d'œuvre, le trafic, la voiture, les profits différents sur les achats & les ventes de différentes marchandises dans ce Commerce réciproque, où il faut considérer aussi les profits des Commerçants sur l'Etranger & sur leurs Concitoyens? Qui est-ce qui s'est donné la peine d'examiner quel est le produit net de ces profits pour la Nation, distingué du bénéfice particulier du Commerçant; de juger de l'Etat visible ou caché de ces différents produits, qui doivent entrer dans la répartition proportionnelle de l'impôt? Tous ces détails sont entiérement ignorés. On confond sans cesse le produit du territoire avec le produit du Commerce: on dédaigne même la production des marchandises, & on attend tout du Fabricant & du Marchand avec lesquels on ne compte point. Tout passe sous le nom de Commerce, d'aliment des Etats, de principe de splendeur, & autres amplifications de Rhétorique. Aucun n'a considéré à fond encore d'où venoit chacun de ces genres, & où il alloit. Delà est venu l'erreur dans les principes, & la fatalité dans les conséquences.

Il en eſt de même dans toutes les autres parties, qui ne ſont, ainſi que le Commerce, que des branches de la grande ſcience phyſique d'ici-bas, la ſcience économique.

Peut-on ne pas être étonné, je dis plus, ne pas gémir de voir que cette ſcience unique n'ait encore eu juſques à nous, ni Profeſſeurs, ni Adeptes, ni véritables éléments? Que les premiers hommes, tantôt fideles aux Loix de la nature, tantôt livrés au premier eſſor de l'orgueil humain, aient cru que les notions premieres de la ſubſiſtance ſe perpétueroient dans toute leur pureté par le ſeul Empire de la néceſſité; que les Egyptiens qui devinrent ſi puiſſants tout-à-coup & ſi éclairés, parce qu'ils chercherent la proſpérité dans ſa baſe, (l'Agriculture) ne nous aient laiſſé aucune trace en ce genre de leurs études enveloppées ſous des hiéroglyphes ſelon le génie oriental; que les Grecs nés pour les Arts enfants de l'imagination, & répandus ſur un ſol infertile, aient dédaigné la ſcience fondamentale du Gouvernement des Nations, & n'en aient chéri que ce qu'elle avoit d'analogue avec leur amour pour la liberté & pour le plaiſir; que les Romains, guerriers d'abord, conquérants enſuite, dévaſtateurs après, & dévaſtés enfin, n'aient chéri de la ſcience économique, que ſon indépendance, & ne nous en aient tranſmis que quelques inſtructions ſur l'Agriculture pratique, ſans avoir enviſagé cette ſource de richeſſes dans ſes rapports eſſentiels avec la forme conſtitutive des Etats: je conçois les raiſons de tout cela. Mais que depuis que les Arts & les Scien-

ces ont civiliſé l'Occident, depuis que l'Europe diviſée en Nations diverſes, connues, régies par des Loix équitables, fraterniſées par le Commerce, arrachées à la tyrannie par une Religion qui ſert de frein aux paſſions atroces; depuis, dis-je, que l'Europe voit en tous lieux quelques hommes flattés de l'eſpoir de ſe rendre recommandables, en ſe rendant utiles à l'humanité; depuis que les Sciences compoſent une ſorte d'univers, & qu'on connoît cette expreſſion, *la République des Lettres*; que depuis ce temps, dis-je, les Savants, les hommes éclairés, perſuadés qu'on peut être utile par les études, ſe ſoient occupés de tout, à la réſerve de ce qu'il importe primitivement de ſavoir ici-bas; c'eſt ce qui eſt inconcevable à l'entendement. Si l'on penſe que des eſprits ruſtiques, groſſiers, & ſeulement routinés, ſuffiſent à cette ſcience, c'eſt ce qu'on peut connoître au ſeul aſpect du Tableau que l'on va préſenter. Si l'on croit que cette ſcience eſt réſervée à ceux qui gouvernent, j'oſe dire que ceux qui gouvernent n'ont du temps que pour gouverner. Il faut que la ligne des principes leur ſoit tracée. Les principes & les connoiſſances de détail qui doivent diriger la méthode du Gouvernement, appartiennent à la liaiſon & à l'ordre général des effets naturels, qui entraînent toute la maſſe politique par l'enchaînement invincible du moral & du phyſique ici-bas. C'eſt la recherche de ces principes, qui doit être l'objet des méditations des Philoſophes appliqués à l'étude de la nature. Ce ſont les réſultats de ces recherches, démontrés avec l'évidence la plus lumineuſe, qui compoſent la

ſcience du Gouvernement. Cette Science conſiſte en connoiſſances pratiques & déciſives, qui doivent être examinées, approfondies & développées par les Savants, que des travaux auſſi eſſentiels rendront dignes de l'eſtime & de la reconnoiſſance des Nations. Quand un Savant aura ſacrifié des calculs immenſes à l'ambition de réſoudre le problême de la chaînette, & qu'on ignorera comment vient le pain, & le concours de toutes les parties économiques qui aſſurent la ſubſiſtance & la puiſſance des Nations, ne pourra-t-on pas comparer ce Savant oiſif à un pere de famille, dont toutes les prétentions & toute l'étude conſiſteroient à tâcher de devenir habile joueur d'échecs. O vous, que la Providence privilégia de ſes dons les plus précieux, ſon objet, en vous douant de la ſorte, ne put être de vous borner à briller aux yeux d'un Peuple oiſif & curieux. Tout le temps que vous donnerez à des ſpéculations inutiles, vous le dérobez à la ſcience patriotique, au devoir de Citoyens. Ce ſont les Savants qui doivent traiter cette ſcience; car elle ne peut être approfondie que par de vrais Savants. Elle eſt ſi étendue, ſes objets ſont ſi multipliés, ſes rapports ſi compliqués, qu'elle demande des interprêtes exercés dans l'étude des ſciences profondes, pour réuſſir dans la recherche & dans la combinaiſon de tant de connoiſſances; & vous me laiſſez, moi dont à bon droit vous dédaignez la négligence de ſtyle & l'exubérance des idées, vous me laiſſez, dis-je, errer preſque ſeul dans des routes nouvelles & épineuſes. Sortez, ſortez de la léthargie où vous retient à cet égard le charme des occu-

pations de choix; venez nous montrer l'emploi le plus digne de vos talents supérieurs: ou, quand vous verrez les Gouvernements arbitraires, les Puissants injustes, les hommes intéressés, le pauvre opprimé, mourant de faim dans sa chaumiere, la subsistance refusée aux humains, & la race de Japhet justement appellée *engeance sans pitié*, cessez d'attribuer au crime ce qui ne provient que de l'ignorance; cessez d'inculper l'humanité, n'en accusez que vous-mêmes; & présentant votre front au foudre vengeur, dites comme autrefois la mere d'un tyran: *C'est là qu'il faut frapper.* Si j'avois montré aux humains la route du profit physique & du bien moral réunis & combinés, ils l'auroient suivie, ou leurs erreurs du moins ne me pourroient être imputées.

Mais on se réveille sur cette science. Je l'ai dit, j'ai trouvé non-seulement des secours, mais même des guides: un homme de génie qui en a cavé & approfondi tous les principes, & qui a trouvé dans cette étude la cause de toutes les détériorations qui accablent souvent les Nations dans le temps où elles se croient les plus éclairées, a cherché, par un travail opiniâtre & analogue à son genre d'esprit, à fixer ses idées sur la source des richesses, sur leur marche & sur leur emploi. Le résultat de ces idées une fois rangé dans sa tête, il a senti qu'il étoit impossible de le décrire intelligiblement par le seul secours des lettres, & qu'il étoit indispensable de le peindre. Ce sentiment a produit le Tableau Economique ci-joint. Quoique parfaitement d'accord avec lui dans les principes,

je n'ai pu connoître son Tableau dans toute son étendue, qu'en le travaillant pour mon propre usage & m'en faisant à moi-même l'explication. C'est cette explication maintenant à ma portée, & conséquemment à celle de mes moindres Lecteurs, que j'offre ici à ceux pour l'usage desquels je l'ai reçue.

Je ne saurois néanmoins trop prévenir d'avance, que quiconque ne veut pas donner à ce morceau une étude suivie, profonde & réfléchie, ne doit pas l'entreprendre, au risque de s'en rebuter, ou de tomber dans un autre inconvénient plus ordinaire aux esprits faciles & *primesaultiers*, comme dit Montaigne. On saisit rapidement, ou pour mieux dire, on croit saisir, on accuse d'obscurité ce qui nous arrête, & l'on passe outre, sans songer que c'est précisément ce qui arrête qui donneroit la clef de tout le reste; & faute de travail on manque la liaison des principes, & l'on se prépare des erreurs dans tous les résultats. Je suis plus expert qu'un autre en ce genre de défaut, & ce n'est que la docilité, l'expérience & l'étude, qui m'ont enfin appris que, quelque talent, quelque don qu'on ait reçu de la nature, *on ne fait bien que ce qu'on a bien étudié.* Plusieurs de ceux qui auront la prudence & le génie de peiner à l'explication du Tableau, accuseront l'Auteur d'avoir pris peu de soin pour en rendre l'énoncé clair & facile. Avant de prononcer cet arrêt, qu'ils fassent une épreuve, qu'ils tentent de faire un autre explication à leur maniere : ils verront alors si la chose est aisée à moins de faire un Livre entier. Ceci est le cannevas

d'un millier de volumes ; mais les éléments n'en doivent point être délayés. On ne sauroit au contraire tenir trop serré ce bloc de principes économiques : ce n'est point ici le lieu de détendre l'esprit pour le rapprocher ensuite de la difficulté avec toutes ses forces ; la transition seroit impossible, & le retour d'autant plus âpre, que le relâche eût été plus absolu. Il faut se résoudre à donner tête baissée dans ce gros de principes & de conséquences serrées & combinées, & à ne pas reprendre haleine qu'on ne l'ait percé à jour. J'oserois recommander sur-tout de ne point prétendre à entendre parfaitement le tableau, avant d'en avoir vu l'explication dans tout son développement. On ne l'auroit pas si souvent offert à la vue, & représenté dans toutes les suppositions, s'il étoit possible de se l'approprier au premier coup d'œil. Qu'on se donne la peine de lire l'explication toute entiere, & j'ose dire, que plus on la lira, plus on en sentira l'importance, plus aussi l'on concevra l'étendue de ses rapports. On pourroit, avant que d'entrer en matiere, se faire certaines bases préliminaires de notions, comme par exemple :

La terre est la mere de tous les biens.

D'entre ces biens, tout ce que consomme celui qui la cultive est subsistance ; il n'y a que ce qu'il peut vendre, qui soit richesse.

Si l'homme cultive la terre avec ses bras, il n'en retirera que sa subsistance & celle de sa famille, en vivant même bien pauvrement. Il

faut donc qu'il se procure de l'aide qui lui fournisse plus de produit, & qui lui demande moins d'entretien.

Cette aide consiste en machines, en bestiaux, en foment ou engrais, &c. Toutes ces choses ont un prix, dont le montant compose le bloc des avances primitives.

Comme ces choses consomment & s'usent au travail, il leur faut un entretien & des réparations, dont le montant, joint aux fraix de consommation de ceux qui les font aller aux semences, &c. font ce que nous appellons avances annuelles, attendu que tous les ans il faut réparer & completer son attelier, vivre, travailler & semer avant de recueillir.

Le fruit d'une bonne culture doit être une forte récolte qui fournisse; 1°. la rentrée des avances annuelles, pour prévenir & préparer la récolte future; 2°. l'intéret des avances primitives, c'est-à-dire, un honnête profit, qui serve de revenu des fonds employés en machines, bestiaux, engrais, &c. 3°. un excédent & profit en rapport, que le Cultivateur puisse vendre ou échanger.

C'est cet excédent que nous appellons revenu: c'est la seule richesse, parce que c'est la seule portion disponible, tout le reste étant nécessairement engagé à l'entretien indispensable du roüage de la machine économique.

Sur cette portion, constatée *Richesse* & appel-

lée *Revenu*, roule toute la contexture économique de la société. C'eſt ſur cette portion que ſe prélevent : 1°. la dîme deſtinée à l'entretien des Autels & au ſervice extérieur de la Religion ; 2°. le revenu public aſſigné au maintien & à la défenſe de la ſociété ; 3°. le reſtant forme ce que nous appellons le revenu des Propriétaires, c'eſt-à-dire, le prix de la location des terres, dont la culture eſt donnée à entrepriſe aux Cultivateurs, & dont ils rendent un tant au Propriétaire, franc & quitte des fraix de cultivation.

De ces trois portions, la premiere fait vivre directement tout ce qui eſt commis au ſervice de la Religion ; la ſeconde tout ce qui eſt ſoudoyé pour le ſervice du Public ; la troiſieme tout ce qui eſt employé au ſervice des Propriétaires.

Les trois réunies, & chacune d'elles à part, entretiennent indirectement, & par le tribut de la néceſſité, toute la partie ouvriere de la Nation, tant Cultivateurs qu'ouvriers de main d'œuvre ; de maniere que ceux-ci, qui, juſqu'à la récolte, n'avoient vécu que ſur leurs avances, vivent enſuite ſur le *revenu*, qui ſe reverſe chez eux pour acheter leur ſuperflu, & leur donne moyen de reverſer à leur tour chez ceux qui ont en ſuperflu, & à vendre les choſes qui leur manquent, & qu'ils n'ont pas recueillies ou fabriquées.

C'eſt là toute la machine de la circulation qu'on repréſente ici par le pécule, qui n'eſt

point subsistance, mais seulement facilité pour les échanges, reçue chez tous les Peuples.

C'est cette circulation qui est figurée dans le Tableau qu'on va représenter & dont on doit suivre l'explication.

On y verra que par le moyen de la circulation entre les trois classes, à savoir, classe propriétaire, classe productive, & classe mercenaire ou ouvriere, la masse circulante paroît être le double de la masse réelle mise en avances.

Mais il faut discerner le point physique de la richesse, qui est la réproduction, sans laquelle on ne vivroit qu'une année.

On voit donc que la richesse n'a qu'une racine, à savoir la classe productive qui fait aller tout le reste, & qui lui donne des forces qui lui reviennent à elle-même doublées par l'impulsion favorable d'une circulation abondante, sage & égale.

C'est ce qu'il faut considérer dans le Tableau. Les quatorze subdivisions qu'il renferme, qui paroissent graduelles, ne sont en effet que distributives; & c'est dans une seule & même année que se fait toute cette répartition dans toutes les ramifications infinies que renferme la Société.

Au reste, on n'a point prétendu en faire un travail Algébrique considéré dans tous les rapports dont il est susceptible; ce seroit l'amuse-

ment

ment d'un Géomètre, inutile à l'objet de l'Auteur, qui n'a présenté dans le Tableau que les points de vue indispensablement nécessaires; & tel qu'il est, on ne le trouvera encore que trop compliqué.

L'intelligence du Tableau donnera celle des déprédations dans lesquelles on suppose que la circulation peut tomber; & tout homme qui se sera donné la peine nécessaire pour s'approprier tous les principes qui dérivent de cette étude économique, sera récompensé de son travail par la certitude des résultats, & par la prescience qu'il aura acquise sur la nature & les effets de toutes les opérations politiques.

A l'égard des calculs, on sait qu'en matiere de raisonnement, *sauf erreur* est toujours au bout de cet article. Les vérités que renferme le Tableau, ne dépendent pas du plus ou du moins que représentent ces hiéroglyphes appellés chiffres. On n'a figuré le Tableau, qui paroîtra d'abord être le plus embarrassant de l'Ouvrage, que pour en faciliter l'intelligence. Il faut parler aux yeux, à l'appui du langage propre à l'entendement. Ce dernier est sujet à se relâcher, & les objets méchaniques rappellent son attention. Enfin par-tout ailleurs le Démonstrateur est prêt à convenir, quand il ne sera point entendu, que c'est sa faute; mais ici ce sera celle de l'inapplication du Lecteur.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Considéré dans sa construction.

IL falloit d'abord statuer d'où vient le revenu, comment il se distribue dans les différentes classes de la Société, en quels lieux il se perd, en quels lieux il se reproduit.

Pour cela l'Auteur établit trois colonnes. Celle de la droite comprend les dépenses productives, c'est-à-dire, l'Agriculture : celle de la gauche les dépenses stériles ou de main d'œuvre. Au milieu est la colonne du revenu, dont le reversement sur le bon & sur le mauvais larron fait aller toute la machine de la circulation, donne le branle au mouvement de la Société & le suc à sa subsistance.

L'Auteur prend pour exemple un revenu de six cents livres, considéré ici séparément de l'impôt & de la dîme, pour ne pas faire embarras de chiffres; & par ces six cents livres on peut sous-entendre, si l'on veut, six cents millions.

On a pris ici un Royaume en bon état de culture, où les dépenses reproductives renouvellent d'année en année le même revenu, c'est-à-dire, où l'Agriculture rend en toutes les sortes de produit combinées, le cent pour cent des fraix annuels qu'on lui sacrifie; où l'arpent de terre rapporte du fort au foible tous

TAQUE.

Objets source; 3°. leurs avanc duction; 7°. leurs rappor 9°. avec l'Agricultur avec la masse des richess

DPENSES
PÉRILES
élatives à
l'Austrie, &c.
&c

REPI, les fraix annuels
le 600 *l* mitives du Labou-
eur, de 1545 *liv.* compris
revenu Impôt de 300 *liv.*
e la dîm & des avances pri-
itives qu éunies formeroient
ısemble culture, la moitié
produi s.

co
vai
five

TABLEAU ÉCONOMIQUE.

Objets à considérer : 1°. trois sortes de dépenses; 2°. leur source; 3°. leurs avances; 4°. leur distribution; 5°. leurs effets; 6°. leur reproduction; 7°. leurs rapports entre elles; 8°. leurs rapports avec la population; 9°. avec l'Agriculture; 10°. avec l'industrie; 11°. avec le commerce; 12°. avec la masse des richesses d'une Nation.

DÉPENSES PRODUCTIVES rélatives à l'Agriculture, &c.	DÉPENSES DU REVENU, l'Impôt prélevé, se partagent aux dépenses productives & aux dépenses stériles.	DÉPENSES STÉRILES rélatives à l'industrie, &c.
AVANCES ANNUELLES pour produire un revenu de 600 *liv.* sont 600 *liv.*	REVENU annuel de	AVANCES ANNUELLES pour les Ouvrages des dépenses stériles sont,
600*l.* 0- 0 produisent net ------ PRODUCTIONS.	600*l.* 0- 0	300*l.* 0- 0 OUVRAGES, &c.
300*l.* 0- 0 reproduisent net ------	300*l.* 0- 0	300*l.* 0- 0
150- 0- 0 reproduisent net ------	150- 0- 0	150- 0- 0
75- 0- 0 reproduisent net ------	75- 0- 0	75- 0- 0
37-10*s.* 0 reproduisent net ------	37-10*s.* 0	37-10*s.* 0
18-15- 0 reproduisent net ------	18-15- 0	18-15- 0
9- 7- 6*d.* reproduisent net ------	9- 7- 6*d.*	9- 7- 6*d.*
4-13- 9 reproduisent net ------	4-13- 9	4-13- 9
2- 6-10 reproduisent net ------	2- 6-10	2- 6-10
1- 3- 5 reproduisent net ------	1- 3- 5	1- 3- 5
0-11- 8 reproduisent net ------	0-11- 8	0-11- 8
0- 5-10 reproduisent net ------	0- 5-10	0- 5-10
0- 2-11 reproduisent net ------	0- 2-11	0- 2-11
0- 1- 5 reproduisent net ------ &c.	0- 1- 5	0- 1- 5

REPRODUIT TOTAL ..... 600 *liv.* de revenu. De plus, les fraix annuels de 600 *liv.* & les intérêts des avances annuelles & des avances primitives du Laboureur, de 345 *liv.* que la terre restitue. Ainsi la reproduction est de 1545 *liv.* compris le revenu de 600 *liv.* qui est la base du calcul, abstraction faite de l'Impôt de 300 *liv.* de la dime de 150 *liv.* des avances & des intérêts de ces avances, & des avances primitives qu'exige sa reproduction annuelle, &c. Toutes ces parties réunies formeroient ensemble une reproduction totale de 2705 *liv.* ce qui est, en bonne culture, la moitié du produit de l'emploi d'une charrue, comme il sera expliqué ci-après.

les ans, dix livres de revenu pour le Propriétaire, cinq livres pour l'impôt, & deux livres dix sols pour la dîme, en total dix-sept livres dix sols, autant pour la restitution des avances, & dix liv. pour les intérêts de ces avances; ou l'arpent doit en conséquence rendre annuellement au moins quarante cinq livres. L'année où il porte la récolte du bled doit produire le double par arpent, à cause de l'Année de jachere qui la précede & qui fait que cette récolte réunit deux années. Ainsi dans l'hypothése du produit net de cent pour cent, cette récolte doit monter au moins à quatre vingt-dix livres, & la récolte des grains de Mars à quarante-cinq livres par arpent. Mais le bled exige à proportion beaucoup plus de fraix que les grains de Mars, & produit à proportion beaucoup plus; ainsi le produit de l'arpent de bled doit être estimé à cent & dix livres, & celui de l'arpent de grains de Mars à vingt-cinq livres, ce qui revient au même dans la totalité.

Notre hypothese exclut la petite culture exécutée avec des bœufs, &c. Ce genre de travail auquel les Cultivateurs sont réduits, faute de fonds pour établir les avances primitives que demande la cultivation, ne s'exécute qu'aux dépens des biens fonds mêmes. Les foins des prairies sont consommés par les bœufs; une grande partie des terres est employée en pâtures & autres usages, laissée en jacheres, friches, &c. sous prétexte de les laisser reposer, consommée en un mot par les fraix: ce travail, dis-je, exige des dépenses annuelles excessives, pour la subsistance de la multitude d'hom-

mes occupés à ce genre de culture, qui abſorbent preſque tout ce produit. Cette culture ingrate qui décele la pauvreté & la ruine des Nations où elle domine, n'a aucun rapport à l'ordre de notre Tableau, que l'on ſuppoſe dans l'état où les avances annuelles peuvent, au moyen du fonds des avances primitives, produire cent pour cent.

Ceci ſuppoſe encore la valeur vénale des grains, telle qu'elle doit être maintenue par la liberté & la facilité du Commerce intérieur & extérieur, c'eſt-à-dire, que le prix du bled ſoit au moins à la valeur du tiers du marc d'argent, ou à dix-huit livres de notre monnoie actuelle, le ſetier de Paris. Cette condition doit être par-tout ſous-entendue; car ſans l'eſtimation du prix réel des denrées du cru, on ne peut ſe former aucune idée de l'état des dépenſes, ni des produits, ni du revenu d'une Nation. Détaillons maintenant ce qu'on entend ici par ces deux expreſſions, *avances primitives* & *avances annuelles.*

Les *avances primitives* qui n'ont point trouvé place dans le Tableau figuré, de peur qu'il ne devînt trop compliqué, ſont le premier fond d'établiſſement qu'il faut tranſporter ſur une ferme dont on veut entreprendre l'exploitation. On ignore trop en bien des lieux, & l'on eſt forcé par la miſere d'ignorer de quel avantage prodigieux il ſeroit de ne rien épargner en ces ſortes d'avances. La terre eſt une mere reconnoiſſante, qui rend avec uſure ce qu'on lui prête, & cela dans une progreſſion infinie pour

nous. Mais relativement à l'hypotheſe reçue dans le Tableau, on peut établir que dans la grande culture, les avances primitives bien completes de l'établiſſement d'une charrue ſont eſtimées à dix mille livres, pour le premier fond des dépenſes en beſtiaux, inſtruments, fourrage, ſemence & nourriture, entretien, ſalaire, &c. dans le cours du travail de deux ans qu'il faut ſuppoſer préparatoires avant la premiere récolte.

C'eſt ce fond d'avances primitives, dont la néceſſité & l'importance ſe font ſentir au premier mot qui les déſigne, qu'il faut ſur-tout conſidérer dans un État agricole. On entend dire à des aveugles ou à des coupables: *mais depuis vingt ans on parle toujours miſere, & cependant le Peuple paie & les recouvrements ſe font.* Si l'on réduit le labourage à paſſer des grands chevaux aux moyens, delà aux bidets, de ceux-ci aux mules, aux ânes, &c. il ſe peut que le Peuple paie pendant un temps de la ſorte ſur ſes fonds; & la ruine, de certaine qu'elle étoit alors, devient irréparable enſuite.

Les *avances annuelles* ſont les fonds employés chaque année à ſe préparer un produit. Elles embraſſent deux objets, les dépenſes productives annuelles d'une part, & de l'autre les dépenſes ſtériles annuelles.

Les *dépenſes productives* annuelles ſont employées à l'Agriculture, en prairies, pâtures, rêts, mines, pêches, nourriture & autres beſoins des hommes occupés à cette claſſe, &c.

pour perpétuer les richeſſes en grains, boiſſons, bois, beſtiaux, matieres premieres de main d'œuvre, &c.

Les *dépenſes ſtériles* annuelles ſe font en marchandiſes de main d'œuvre, logements, vêtements, intérêts d'argent, valets, fraix de Commerce, denrées étrangeres, ſalaire d'ouvriers, &c.

L'Auteur en fixant la ſomme du revenu qu'il veut établir à ſix cents liv. & en ſuppoſant ſa production ſur le pied de la culture à rendre cent pour cent, donne par conſéquent la ſomme des avances annuelles ou des dépenſes productives à ſix cents livres : dans la même hypotheſe, en établiſſant une dépenſe proportionnée au revenu dans le genre de l'induſtrie, il fixe les avances annuelles pour les dépenſes ſtériles annuelles à trois cents livres. Examinons maintenant la marche du revenu & celle de la circulation, ſelon la régle donnée.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

*Conſidéré dans ſa marche.**

LEs avances annuelles de ſix cents liv. confiées à la terre par le Cultivateur, lui rapportent en produit net, ſix cents livres pour le Propriétaire.

Cette hypotheſe paroîtra fictive à tant de

* *Voyez le Tableau page* 23.

pauvres Propriétaires qui sont trop heureux de trouver de ces chétifs Cultivateurs qu'on appelle *Métayers*, avec lesquels ils partagent les fruits de toute espece : encore une aussi foible culture ne peut-elle supporter de telles conditions, puisqu'à la moindre calamité il faut que le maître nourrisse le métayer, ou ce dernier met la clef sous la porte. Mais cette déplorable culture, fille de la nécessité & mere de la misere, n'a rien de commun avec la bonne culture, telle qu'elle est établie dans certains Pays, & telle qu'on la suppose ici, où le Fermier indépendant, quant à sa nourriture, ne reçoit du maître que le canevas du produit, & a même son fond propre d'avances primitives, dont la terre lui paie l'intérêt au moins au dix pour cent. Cet article des reprises annuelles du Fermier, comme je l'ai dit ci-dessus, n'a point été employé dans le Tableau ; mais l'Auteur l'emploie pour trois cents & quarante-cinq livres dans le résumé qui est au bas dudit Tableau, pour la partie relative au revenu de six cents livres. Continuons.

Les avances annuelles de trois cents livres posées ici pour les dépenses stériles, sont employées pour les fonds & les fraix du Commerce, pour les achats des matieres premieres d'ouvrages de main d'œuvre, & pour la subsistance & autres besoins de l'artisan, jusqu'à ce qu'il ait achevé & vendu son ouvrage. Mais elles ne reproduisent rien, comme chacun sait, & comme on le voit dans le Tableau. L'industrie, dis-je, ne produit rien, & donne seulement à tout la plus value relative.

Les ſix cents livres de produit net, qui forment le revenu du Propriétaire, ſont dépenſées par celui-ci, moitié à la claſſe des dépenſes productives, en pain, vin, viande, &c. & l'autre moitié à la claſſe des dépenſes ſtériles, en vêtements, ameublements, uſtenſiles, &c.

Les trois cents livres, portion du revenu, qui dans l'ordre du Tableau paſſe d'abord aux dépenſes productives, ſont autant d'*avances* rendues en argent, qui dans le cours de l'année reproduiſent net trois cents livres, qui font partie de la réproduction du revenu du Propriétaire pour l'année d'après; & par le reſte de la diſtribution des ſommes qui reviennent dans la même année à cette même claſſe, comme on le voit ici de degrés en degrés, le revenu total eſt reproduit annuellement.

Ces trois cents livres, dis-je, que le Propriétaire a reverſées dans la claſſe des dépenſes productives, ſont dépenſées par le Fermier, moitié en conſommation de productions fournies par cette même claſſe, pain, vin, viande, &c. moitié en vêtements, uſtenſiles, outils, &c. fournis par la claſſe ſtérile.

Les trois cents livres du revenu du Propriétaire qui ont paſſé à la claſſe des dépenſes ſtériles, ſont dépenſées par l'Artiſan, moitié à la claſſe des dépenſes productives, en pain, vin & viande pour ſa ſubſiſtance, ou en achats de matieres premieres pour ſes ouvrages, & pour le Commerce extérieur. L'autre moitié eſt partagée dans la claſſe même des dépenſes ſtéri-

les pour ſon entretien, & pour la reſtitution des avances, c'eſt-à-dire de cette ſomme avancée ci-deſſus, en attendant que l'Artiſan eût achevé & vendu ſes ouvrages.

Cette circulation & cette diſtribution réciproque & annuelle, ſe continuent dans le même ordre par ſubdiviſions juſqu'au dernier denier des ſommes qui paſſent réciproquement d'une claſſe à l'autre. Examinons maintenant la rentrée & le total de ces fonds.

On voit par l'addition des ſommes portées ſur la colonne des dépenſes ſtériles, que la circulation porte ſix cents livres à cette claſſe. Il en faut d'abord retirer trois cents livres pour le remplacement des *avances annuelles*. Il reſte trois cents livres pour le ſalaire. Par là il ſe trouve que les trois cents livres qui paſſent d'abord de la main du Propriétaire dans la claſſe des dépenſes ſtériles, y remplacent les trois cents livres d'avances annuelles, & que le ſalaire eſt payé d'autre part par les trois cents livres que cette claſſe reçoit de la claſſe des dépenſes productives.

Le produit de la claſſe productive eſt de mille deux cents livres diſtraction faite de l'impôt, de la dîme, de l'intérêt des avances du laboureur, articles qui ſeront conſidérés à part, pour ne pas trop compliquer l'ordre des dépenſes. La production, dis-je, eſt de mille deux cents livres, à ſavoir ſix cents livres que nous avons remis dans les mains du Propriétaire, & ſix cents livres qui conſtituent la rentrée des *avances an-*

nuelles de l'Agriculture. Suivons l'emploi de ces mille deux cents livres.

Nous avons dit que le Propriétaire achetoit pour trois cents livres de productions du crû, ce qui revient au même que s'il recevoit moitié de son revenu en productions. Il en passe pour trois cents livres à la classe des dépenses stériles, à savoir cent & cinquante livres qui y demeurent de la mise premiere de trois cents livres, versée par le Propriétaire (car nous voyons que par le moyen des reversements que la classe stérile fait à chaque échelon sur la classe productive, elle ne se conserve que la moitié de ce qu'elle a reçu) & cent & cinquante livres qu'elle reçoit par les divers reversements que la classe productive fait sur elle. Des six cents livres restantes, moitié en est consommée dans la classe des dépenses productives par les hommes qui font naître le produit, & le montant de l'autre moitié est employé à compléter le paiement du fermage au Propriétaire. (*a*)

Chaque année les avances de la classe productive font renaître les avances & le revenu; & pareillement chaque année le revenu & ces avances sont consommées & reproduites: chaque année aussi les avances sont consommées

(*a*) La nourriture des bestiaux, quoique tirée des produits de la terre, n'entre point ici en compte, puisque la vente des bestiaux forme elle-même une partie du revenu.

On ne considere point non plus les réproductions des six cents livres d'avances, puisqu'il faut les employer de nouveau sur la terre pour pouvoir récolter l'année suivante.

chez le Fermier; elles sont elles-mêmes les fraix ou les dépenses qu'il fait pour leur réproduction & pour la réproduction du revenu, qui est le produit net que la culture rapporte au delà des fraix; si les avances trop foibles ne réproduisoient que les avances ou les fraix, il n'y auroit que les Cultivateurs & ceux de la classe stérile de qui ils acheteroient des ouvrages, qui subsisteroient des produits de la terre: alors si d'autres, c'est-à-dire l'Etat, le Propriétaire, le Décimateur, exigeoient du revenu, ils enleveroient la subsistance de ceux-là & détruiroient les avances qui la font naître, & la terre seroit déserte; plus de culture, plus d'industrie, plus de commerce.

Il faut donc, pour soutenir l'opulence, la population & la puissance d'une Nation, que les avances des Fermiers soient suffisantes pour faire rapporter aux terres le plus grand produit net ou le plus grand revenu possible, par la plus grande abondance de productions, & par la plus grande valeur vénale possible. D'ailleurs, il est important à chaque Nation de se maintenir, par la valeur vénale des denrées de son cru, dans le degré d'opulence le plus avantageux, relativement aux richesses des Nations voisines & relativement au commerce réciproque qu'elle exerce avec elles; car il lui seroit fort préjudiciable de leur vendre à bas prix, & d'acheter cher ce qu'elles lui vendent. Un tel commerce seroit tout à leur profit, & dérangeroit l'ordre des richesses relatives entre elle & ses voisins; ce qui peut arriver par une mauvaise police, par des impôts, par des régle-

ments absurdes qui intervertissent l'ordre naturel du commerce d'une Nation.

Revenons sur les trois cents livres attribuées, dans l'hypothese du produit net de cent pour cent, à la classe des dépenses stériles, pour faire la part du commerce extérieur qui procure le débit de la portion des denrées du crû, qui excede la consommation d'une Nation agricole.

De ces trois cents livres, la moitié, qui est cent cinquante livres, est consommée pour la subsistance de cette même classe; l'autre moitié, qui est de cent cinquante livres, est enlevée pour le commerce extérieur qui se rapporte à cette même classe. Ainsi un huitieme du total des productions entre dans le commerce extérieur en exportation, en matieres premieres, & en nourriture pour les ouvriers du Pays qui vendent leurs ouvrages aux autres Nations. Le trafic, qu'on appelle commerce réciproque étranger, consiste en ce que les ventes du Commerçant contre-balancent les achats des marchandises & des matieres d'or & d'argent qu'on tire des autres Nations.

Tel est l'ordre distributif de la consommation des productions du crû entre toutes les classes de Citoyens, & telle est l'idée qu'on doit se former de l'usage & de l'étendue du commerce extérieur d'une Nation agricole florissante, où le Gouvernement n'apporte point d'obstacles au commerce des denrées du crû. Ainsi dans une Nation où le territoire produiroit annuellement deux milliards quatre cents

millions, la vente des productions à l'Etranger ſeroit de trois cents millions. Voilà le véritable commerce d'une Nation agricole bien gouvernée, le commerce de propriété. C'eſt là celui qui ſoutient le débit & la valeur vénale des denrées du crû, qui fait fleurir l'Agriculture, qui met toutes les terres en valeur, qui aſſure le revenu du Souverain & des Propriétaires, & qui procure des gains aux hommes employés à la claſſe des dépenſes ſtériles.

TABLEAU ÉCONOMIQUE.

Conſidéré relativement à la Population. *

LE débit réciproque d'une claſſe de dépenſe à l'autre, diſtribue de part & d'autre le revenu de ſix cents livres, ce qui donne trois cents livres de chaque côté.

Le Propriétaire ſubſiſte par les ſix cents livres qu'il dépenſe. Les trois cents livres qu'il diſtribue à chaque claſſe ajoutées aux produits de l'impôt, de la dîme, &c. qui y ſont annexés, peuvent y nourrir un homme dans l'une & dans l'autre claſſe; ainſi ſix cents livres de revenu & leurs dépendances peuvent faire ſubſiſter trois chefs de famille.

Sur ce pied ſix cents millions de revenu peuvent faire vivre trois millions de familles, eſtimées à quatre perſonnes de tout âge par famille.

* *Voyez le Tableau page 23.*

Nous avons dit que les avances annuelles de la classe productive, qui ne sont autre chose que les fraix faits pour les réproductions, renaissoient chaque année; nous avons dit que la moitié, à savoir trois cents livres, servoit au paiement du salaire des hommes que le Fermier occupe aux travaux de production : ces trois cents livres nourrissent encore un chef de famille, & ces trois cents livres représentant trois cents millions, c'est encore un million de chefs de famille.

Ainsi ces neuf cents millions qui, abstraction faite de l'impôt de la dîme, des intérêts de toutes avances, tant primitives qu'annuelles, renaîtroient annuellement des biens fonds, pourroient faire subsister seize millions de personnes de tout âge, conformément à cet ordre de circulation & de distribution des produits & des revenus annuels.

On entend ici seulement par circulation, les achats de premiere main payés par le revenu qui se partage à toutes les classes d'hommes, distraction faite du commerce qui multiplie les ventes & les achats, sans multiplier les choses, & qui n'est qu'un surcroît de dépenses stériles. Ainsi on voit, au seul aspect du Tableau, que la somme pécuniaire du revenu annuel des biens fonds suffit pour la circulation dans le commerce d'une Nation Agricole.

Voilà donc seize millions de personnes qui subsistent dans un Etat où les Propriétaires ont six cent millions de revenu. Mais nous avons

fait jusqu'ici abstraction de l'impôt & de la dîme, qui, ajoûtés au revenu des Propriétaires, doivent faire subsister dans l'aisance ces seize millions de personnes, si la population se borne à ce nombre, qui seroit dans la proportion la plus convenable pour la prospérité de l'Etat; car plus l'Agriculture d'une Nation est riche, moins elle emploie d'hommes à la culture des grains, & plus elle a besoin de commerce d'exportation pour soutenir l'abondance & la valeur vénale de ses productions. Toute Nation florissante a besoin, pour la jouissance de ses richesses annuelles, d'acheter de l'Etranger les marchandises qui ne croissent pas chez elle. Il faut donc qu'elle contre-balance ces achats par les ventes qu'elle fait à l'Etranger d'un superflu de ses propres productions. Sans ce commerce réciproque, ses richesses dépériroient, ses productions n'auroient aucun prix fixe & constant, les reprises annuelles du laboureur ne seroient point assurées, les revenus du Souverain & des Propriétaires décroîtroient, & la population, entretenue par les revenus, diminueroit.

L'industrie, les manufactures ne sont pas une ressource assurée par les ventes à l'Etranger, pour soutenir la population d'un Royaume; elles peuvent s'établir par-tout, autant que le besoin & le profit peuvent les attirer, elles sont ambulatoires & inconstantes. Une Nation n'a de source de richesses en propriété, que l'étendue & la fécondité de son sol. Un Royaume Agricole ne doit compter que sur une population entretenue dans l'aisance par les richesses

qu'il tire de son territoire, & elle peut suffire à tous les usages qu'il peut en tirer conformément à l'Etat de ses richesses.

En calculant ce que telle ou telle autre quotité de revenu peut entretenir d'habitants subsistants dans une aisance raisonnable, on ne prétend point restreindre, ni calculer le nombre infini de moucherons qui vivent autour d'une ruche abondante, sans aucune subsistance absolument assurée, mais qui sont entretenus néanmoins sur le resserrement volontaire des premiers, & sur leur propre économie & résignation à se contenter du rebut des autres. Qu'en entrant chez moi, je voie un garçon de cuisine tenu par les deux pieds par deux petits porteurs d'escabelle, cette opération ne suppose pas que, dans les émoluments & honoraires de son emploi, j'aie statué tant pour ses décroteurs; mais sitôt que sur son modique salaire il trouve à propos d'en faire la dépense, il a ses raisons, ou déraisons, qui, combinées avec une multitude de raisons ou de déraisons semblables, font subsister un grand nombre de ces officieux & parcimonieux moucherons appellés Savoyards. C'est ainsi qu'en outre, & par-dessus le nombre d'habitants dont la subsistance est assurée dans un grand Etat, la population se trouve nécessairement accrue d'un grand nombre d'autres survenants à l'odeur du pot pour vivre sur l'écume. Cette portion néanmoins est toujours relative au produit & dépendante d'icelui; & dans le cas où le produit vient à décheoir, c'est, comme de droit, la premiere anéantie.

Nous

Nous verrons tout à l'heure comment & pourquoi il faut compter l'impôt pour la moitié en sus du revenu des Propriétaires. Ainsi donc là où les Propriétaires ont six cents millions de revenu, l'impôt doit être de trois cents millions, (*a*) & la dîme de cent cinquante millions. Ces deux adjonctions forment un bloc de quatre cents cinquante millions. Cette somme, étant un revenu annuel distribué dans la même direction que le revenu des Propriétaires, doit se diviser en subsistance & accroissement d'aisance sur le même nombre de têtes.

La rentrée des avances annuelles, pour ces deux nouvelles parties de revenu, rapportée à la même regle que nous avons déduite ci-dessus pour celle des avances annuelles relatives au revenu des Propriétaires, fait encore un bloc de deux cents vingt-cinq millions, qui se réunit à la distribution qui s'étend à toutes les classes de Citoyens.

Je ne suis sorti de l'hypothese, qui se borne à considérer le revenu des Propriétaires, abstraction faite de l'impôt & de la dîme, que pour parfaire & poursuivre jusques au bout le calcul de la Population, en sous-entendant ces

(*a*) Ces trois cents millions d'impôt, payés par les biens fonds, se levent sans fraix & sans taxes sur les hommes, ni sur les marchandises. La France, bien cultivée, pourroit fournir de la même maniere un impôt de plus de quatre cent cinquante millions, sans causer aucun dépérissement aux revenus de la Nation, ni au Commerce, ni à l'Industrie. C'est le seul genre d'impôt qui ne soit pas destructif dans un Royaume Agricole.

additions de subsistance. A cela près, je rentre dans les premieres bornes.

Il y a donc un million de Propriétaires, dont la dépense est estimée, du fort au foible, à six cents livres pour chacun, & trois millions de chefs de famille occupés aux travaux ou emplois lucratifs. C'est, au moyen des additions dont on vient de parler, pour chaque chef de famille de cette classe quatre cents soixante-onze livres, comme on l'observera ci-après par le total du produit annuel, qui, dans l'hypothese présente, rend, pour la dépense des hommes, deux milliards treize millions, sur quoi il faut ôter la dépense personnelle des Propriétaires : le reste est pour la classe des travaux ou emplois lucratifs.

Les six cents millions de revenu peuvent être partagés à un plus petit nombre de Propriétaires. Dans ce cas, moins il y auroit de Propriétaires, plus la dépense de leur revenu surpasseroit la consommation que chacun d'eux pourroit faire personnellement ; mais ils feroient des libéralités, ou rassembleroient d'autres hommes pour consommer avec eux ce que leur revenu fourniroit pour leurs dépenses : ainsi ces dépenses se trouveroient distribuées à peu près, comme s'il y avoit un plus grand nombre de Propriétaires, bornés chacun à une moindre dépense. On doit penser de même de l'inégalité des gains ou des profits des hommes des autres classes, dans l'intérieur desquelles les avances, les intérêts & les profits des Entrepreneurs d'Agriculture, de Commerce, de Manu-

TABLEAU ÉCONOMIQUE.

Objets à considérer : 1°. *trois sortes de dépenses;* 2°. *leur source;* 3°. *leurs avances;* 4°. *leur distribution;* 5°. *leurs effets;* 6°. *leur reproduction;* 7°. *leurs rapports entre elles;* 8°. *leurs rapports avec la population;* 9°. *avec l'Agriculture;* 10°. *avec l'industrie;* 11°. *avec le commerce;* 12°. *avec la masse des richesses d'une Nation.*

DÉPENSES PRODUCTIVES relatives à l'Agriculture, &c.	DÉPENSES DU REVENU, l'Impôt & la Dixme, qui se partagent aux dépenses productives & aux dépenses stériles.	DÉPENSES STÉRILES relatives à l'industrie, &c.
AVANCES ANNUELLES pour produire un revenu de 600 *l.* l'Impôt de 300 *l.* la dixme de 150 *l.* sont 1050 *l.*	REVENU annuel de	AVANCES ANNUELLES pour les Ouvrages des dépenses stériles, sont,
1050 *l.* 0- 0 produisent net	1050 *l.* 0- 0	525 *l.* 0- 0
PRODUCTIONS.		OUVRAGES, &c.
525 *l.* 0- 0 reproduisent net	525 *l.* 0- 0	525 *l.* 0- 0
262-10 *s.* 0 reproduisent net	262-10 *s.* 0	262-10 *s.* 0
131- 5- 0 reproduisent net	131- 5- 0	131- 5- 0
65-12- 6 *d.* reproduisent net	65-12- 6 *d.*	65-12- 6 *d.*
32-16- 3 reproduisent net	32-16- 3	32-16- 3
16- 8- 1 reproduisent net	16- 8- 1	16- 8- 1
8- 4- 0 reproduisent net	8- 4- 0	8- 4- 0
4- 2- 0 reproduisent net	4- 2- 0	4- 2- 0
2- 1- 0 reproduisent net	2- 1- 0	2- 1- 0
1- 0- 6 reproduisent net	1- 0- 6	1- 0- 6
0-10- 3 reproduisent net	0-10- 3	0-10- 3
0- 5- 1 reproduisent net	0- 5- 1	0- 5- 1
0- 2- 6 reproduisent net	0- 2- 6	0- 2- 6
&c.		

REPRODUIT TOTAL..... 1050 *liv.* de revenu. De plus les fraix annuels de 1050 *liv.* & les intérêts des avances annuelles & des avances primitives du Laboureur, de 605 *liv.* que la terre restitue. Ainsi la réproduction est de 2705 *liv.* compris le revenu de 600 *liv.* qui est la base du calcul du produit total annuel de la moitié de l'emploi d'une charrue. Ainsi le produit de l'emploi entier d'une charrue en grande culture, peut être estimée, du fort au foible, à 5410 *liv.*

ONOMIQUE.

dépenſes; 2°. leur ſource; 3°. leurs
Vets; 6°. leur reproduction; 7°. leurs
vec la population; 9°. avec l'Agri-
le commerce; 12°. avec la maſſe des

EVENU, qui ſe par- s productif- s ſtériles.	DÉPENSES STÉRILES relatives à l'induſtrie, &c.
AVANCES ANNUELLES pour les Ouvrages des dépenſes ſtériles, ſont,	
0- 0	525*l.* 0- 0
0- 6	1- 0- 6
0- 3	0-10- 3
5- 1	0- 5- 1
2- 6	0- 2- 6

de revenu. De plus les fraix annuels
s & des avances primitives du Labou-
production eſt de 2705 *liv.* compris le
oduit total annuel de la moitié de l'em-
ntier d'une charrue en grande culture,

factures, &c. se transmettent aux ouvriers. Ces objets, par une distribution successive & réciproque, fournissent par gradation & tour à tour, des gains ou des salaires à tous les hommes qui exercent des professions lucratives; d'où il arrive que la dépense même des riches n'est qu'une transmission distributive de dépenses qui s'étend à tous les autres Citoyens, selon l'ordre de leur salaire.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Considéré relativement à la quotité de l'impôt & de la dîme.

CHez un Peuple qui bêloit encore, mais qui avoit une grande envie d'articuler, on proposa un projet merveilleux; c'est que chaque sujet donnât un sol par jour à l'Etat, ce qui ne pouvoit être onéreux, même au plus pauvre, attendu qu'il n'y en avoit aucun qui ne payât beaucoup davantage sur ses consommations, &c. En effet si ce Pays-là n'étoit, sur l'article des finances, *le Royaume des aveugles*, il gisoit du moins, à peu de chose près, sous la même latitude. Tout, ou presque tout, y passoit en imposition, & rien, ou presque rien, en impôt.

Il est bon d'avertir de la signification que nous attribuons ici à ces deux mots. Nous appellons *imposition* la portion totale de la pâte, & *impôt* ce qu'il en revient dans la maye du Prince, franc & quitte des droits, des fraix & des revenans-bons de ceux qui la pétrissent.

Le projet ci-dessus eut une approbation universelle, en vertu de ce que l'apparence même du simple a ses droits sur tous les esprits en général. Il est aisé de voir par notre Tableau, que le calcul qui faisoit dire : *Le Roi a, par exemple, vingt millions de Sujets, hommes, femmes & enfants, à un sol par jour, c'est-à-dire, quatre sol par jour imposés sur chaque chef de famille, pauvres & riches, c'est un million par jour, & trois cents & soixante-cinq millions par an* ; que ce calcul, dis-je, supposoit sans doute que l'argent vient aux Sujets comme la manne arrivoit aux Israélites dans le désert, en dormant. Car, à la réserve du Propriétaire, le Sujet qui ne gagne rien, n'a rien ; & celui qui gagne, reçoit, comme Agent, ou comme Servant dans la classe productive, ou dans la classe stérile. S'il est Agent dans la classe productive, il est censé Propriétaire de ses avances ; si l'on prend sur l'intérêt de ces avances, qui suppléent aux pertes dans la Culture, c'est bientôt prendre sur le fond : prendre sur le fond, c'est prendre sur la réproduction, delà sur le revenu ; & par la diminution du revenu, sur toute la circulation de l'Etat. S'il est, au contraire, Servant ou Gagiste, comme il n'a de salaire qu'en raison de sa subsistance, il faut qu'on hausse son salaire de toute la somme qu'on lui prend. Le contre-coup porte sur l'Agent qui l'emploie, delà sur les avances, sur la réproduction, sur les revenus, & le déchet fait le même cercle que ci-devant.

Si d'autre part le contribuable est Agent ou

Entrepreneur dans la classe stérile, l'impôt prend sur ses avances, & pour en obtenir la rentrée, il faut qu'il hausse le prix de ses marchandises. Or, comme elles lui sont payées par le Propriétaire d'une part, & par les reversements de la classe productive de l'autre, cela précipite autant de substance du côté de la classe stérile, diminue d'autant la réproduction, & dérange toute la marche du tableau. S'il n'est que Servant dans cette même classe, il est salarié & membre de l'Agent, sur qui porte sa surcharge, comme dans la classe productive, & delà sur la marchandise, &c.

Nous discuterons ce genre de déchet dans la seconde Partie, où nous traiterons des dérangements du Tableau par les différentes causes physiques & morales; ce que j'en ai dit est seulement pour rappeller en un coup d'œil, que de quelque maniere que se retourne l'impôt, il est impossible qu'il provienne d'autre part que du produit, & que s'il n'est pris directement sur le produit net qui constitue le revenu, il n'a plus ni base, ni boussole; il perd de sa force par la multitude des contre-coups; de sa quotité, par l'embarras des perceptions, si favorable au monopole; de sa sûreté, par l'imperceptibilité des objets, & risque à chaque instant de devenir spoliation, & de tarir ainsi sa propre source.

Aussi est-ce directement sur le revenu & sur le produit net que l'Auteur assied l'impôt, ainsi que la dîme. Il la pose en dehors pour ne point trop compliquer son Tableau: mais ce n'est

que fictivement; & selon lui, six cents millions de revenu supposent trois cents millions d'impôt en sus, ce qui fait ensemble neuf cents millions.

Le produit net annuel des biens fonds est séparé des reprises annuelles des Fermiers. Il appartient à trois Propriétaires, au Souverain, au Possesseur du bien, & aux Décimateurs. La part du bien acquise par le Possesseur, ne s'étend pas au-delà de la portion du revenu qu'elle lui produit; car c'est cette portion de revenu qui régle le prix de l'acquisition de la partie du Possesseur; les autres parties ne sont pas aliénables: ainsi ce n'est point ce Possesseur qui paie la dime, ni l'impôt ordinaire & réglé, ce sont les parties du bien qui ne lui appartiennent pas. Ainsi l'impôt régulier n'est payé par personne, il est fourni par le revenu de la partie du bien qui forme le patrimoine même du Public. Le Possesseur ne doit donc pas dire que c'est son bien qui paie l'impôt quand l'impôt est régulier. Les trois Propriétaires, dont nous venons de parler, ont donc un intérêt commun & légitime à la prospérité de l'Agriculture, pour participer proportionnellement à l'opulence qu'elle peut leur procurer.

Cette proportion de l'impôt paroîtra excessive à ceux qui n'ont pas tourné leurs idées de ce côté-là. Mais si l'on veut considérer quel est le poids des impositions arbitraires, soit personnelles, soit censées territoriales; des taxes sur toutes les manieres d'agir, de contracter, de se faire rendre justice, &c. des droits sur les

consommations, sur tous les *transit* des denrées, des douanes, &c; si on lit l'Histoire assez pour apprendre qu'il y a des Pays bien loin du Monomotapa, ou, dans tel canton, un arpent de vigne est censé rendre au fisc mille quatre cents quarante livres par les divers droits que paie la denrée dans toutes ses involutions, tandis que l'arpent ne vaut que trente livres, franc & quitte au maître; si, dis-je, on veut considérer tout cela dans un Royaume ruiné par toutes ces exactions, destructives de l'impôt même, on en conclura que les Propriétaires seroient fort heureux d'obtenir, par le paiement d'une portion égale à la moitié de leur revenu, l'exemption de tant & tant de genres de spoliation réunis.

A la vérité toute cette prétendue richesse d'exaction, n'est que de réflet, & tandis que d'année en année, elle absorbe le fond, détériore graduélement le produit, & annihile toutes les ressources, elle se perd elle-même quant à l'emploi dans le haussement indispensable de tous les services qu'elle doit mettre en œuvre, comme nous le démontrerons lorsque nous en ferons aux détériorations; mais elle n'en pese pas moins sur le revenu du Propriétaire, dont elle lui arrache annuellement la jouissance, & qu'elle épuise dans sa source, au lieu de la saigner au confluent; ce qui retombe doublement en perte sur le Propriétaire.

Je dis donc au Propriétaire, votre terre rapporte trente mille livres, dont vous ne retirez que vingt-cinq mille livres, le reste

étant retenu par le Fermier pour la taille arbitraire dont il est chargé, qui le ruine & dégrade votre terre; & de plus vous payez, dans la dépense de vos vingt-cinq mille livres, votre part de l'imposition établie sur le salaire des hommes & sur les marchandises. Votre Fermier supporte aussi la même imposition, qui se prend encore sur le produit de votre terre. Toutes ces charges réunies vous enlevent plus de vingt mille livres du produit de votre fond; & ce produit, par l'état incertain & malheureux de votre Fermier, ne monte pas au quart de ce que votre terre devroit rapporter en produit net. Mais en supposant qu'on coupe toutes les cordes qui étouffent votre Fermier, qu'on enleve toutes les barrieres qui empêchent ses denrées de se présenter dans toute leur immunité au marché universel, pour y chercher leur valeur vénale, si, dis-je, on supprimoit tout cela, le produit net de votre terre quadrupleroit au moins: les trente mille livres monteroient à cent & vingt mille livres, qui payeroient quarante mille livres d'impôt territorial, au lieu de cinq mille livres; & votre part seroit quatre-vingt mille livres, au lieu de vingt mille. Votre terre ne seroit plus exposée aux dégradations qui vous menacent sans cesse de la perte de votre revenu; & en outre vous seriez délivré de l'imposition qui dévore un tiers de votre revenu dans vos dépenses. Ne serez-vous pas trop heureux d'en rendre quarante, pour qu'il vous en demeure quatre-vingt bien assurés, au lieu de treize fort incertains. Ceci vous paroît incroyable; mais attendez, vous verrez d'autres détails qui ne

vous permettront plus d'en douter. Alors si après avoir calculé votre profit, provenant de la classe productive, vous voulez le considérer aussi du côté de la classe stérile, par le soulagement qui reviendra à la main d'œuvre de la franchise de son travail, vous verrez que quatre-vingt mille livres de rente équivaudront à cent & cinquante mille livres d'aujourd'hui, parce que vous pourrez consommer trois fois plus de choses. A la vérité, il faudra que vous consommiez ; car c'est la consommation qui peut seule soutenir la circulation, selon l'ordre de mon Tableau. Mais l'homme ne demande qu'à jouir, & les richesses n'ont d'autre usage que la jouissance : on veut jouir, dis-je, sitôt que l'ordre naturel des choses n'est pas interverti par quelque genre d'injustice qui effraie la jouissance ; & pouvoir consommer beaucoup, c'est être riche : car, en ce sens, *consommation & revenu sont synonymes.*

Supposons enfin que la contribution progressive du tiers du revenu paroisse exorbitante, (*a*) du moins n'est-elle pas spoliation ; & c'est

(*a*) Cette progression ne peut être taxée d'exorbitante, tant qu'elle suit sa proportion légitime ; car elle est de droit le patrimoine de la Souveraineté, dont la jouissance doit être par convenance en raison de l'opulence du Royaume. D'ailleurs, personne n'a droit à ce tiers une fois réglé. En outre, cet accroissement étant dû à un bon Gouvernement, il s'étendra jusqu'au trône. L'intérêt commun entre le Souverain & les Sujets en ce point, fait la sûreté de la société. Les Souverains, ainsi que tous les autres hommes, sont avides de richesses : ils en ont même plus de besoin qu'aucuns autres ; il faut donc qu'ils soient excités par-là à coopérer au bien commun. Il y auroit de la mal-adresse à leur contester leur part de l'accroissement

tout ce que veut l'Auteur, qui n'a pas prétendu se rendre juge des besoins politiques d'un Etat.

A l'égard de la dîme, l'Auteur la porte à cent & cinquante millions, c'est-à-dire, à un sixieme en sus du produit net total du revenu. Cet article sera peut-être trouvé trop fort, attendu que la dîme est rarement sur ce taux, ni même au dixieme, & que dans plusieurs endroits elle est au vingtieme & au trentieme. Il y a d'ailleurs plusieurs especes de produits qui ne sont point assujettis à la dîme, comme les bois, la plupart des prairies, &c. mais il faut considérer que le décimateur ne leve point sur le produit net, mais sur le produit total : or, pour mesurer la dîme au produit total, il faut reprendre la régle de notre Tableau.

Nous avons démontré par le Tableau que le montant total de la production est de deux mille sept cents & cinq livres, à quoi il faut, relativement à la dîme, ajouter la semence même calculée à trois cents soixante-dix-huit livres. Toutes ces parties réunies forment pour la masse décimale, sur la moitié de l'emploi d'une charrue, trois mille quatre-vingt trois livres. Ainsi la dîme de cent & cinquante livres n'est que le vingtieme de ce produit total. C'est du fort au foible à cette proportion qu'elle peut être à peu près évaluée par rapport aux grains, aux vins, bestiaux, &c. déduction faite des autres parties du revenu qui en sont exemp-

des richesses auxquelles ils contribuent; au contraire, il faut réveiller leur attention par ce point de vue, afin de les engager à se garantir, & à nous garantir aussi des voleurs.

tes; ce qui revient environ au quinzieme des productions décimables : or, si on la trouve onéreuse sur ce pied-là, combien plus le doit-elle être, étant levée sur le produit total d'une chétive culture, dont le rapport équivaut à peine les fraix, & se trouve souvent au dessous?

TABLEAU ÉCONOMIQUE.

Considéré relativement au Pécule. *

L'Argent, idole des Nations, déçues sur les vrais principes économiques, & dont l'empire une fois reçu fait tant de ravages au moral & au physique dans la société, est assujetti aux mêmes regles que toutes les autres denrées ou marchandises, avec la différence que celle-ci, n'ayant presque aucune valeur usuelle, attend plus directement encore sa valeur vénale de l'impulsion du Commerce, qui peut seule lui donner la qualité de richesse.

L'argent monnoyé, ou le pécule d'une Nation Agricole opulente, est à peu près égal au produit net qu'elle retire de ses biens fonds par l'entremise du Commerce. Quelques-uns ont voulu se faire des idées du numéraire circulant & demeurant dans le Royaume, & ils vous disoient avec confiance : *On a trouvé par le relevé des monnoies qu'on a battu depuis telle époque, pour dix-sept cents millions de monnoie; il en est sorti tant dans telle guerre, tant dans celle-ci : en temps de paix notre Commerce per-*

* *Voyez le Tableau page 51.*

doit tant par an, ce qui produit en tant d'années tant; donc il ne reste plus que tant. Belles hypotheses! Supputons de la sorte les hirondelles du Printemps, & nous serons tout aussi savants. Quand on a frappé beaucoup de monnoie dans un Pays, c'est une marque qu'il en sort beaucoup, & qu'elle s'y bat à un plus juste & équitable titre qu'ailleurs, ou que la circulation de la monnoie étrangere n'est pas admise dans notre Pays; que notre monnoie peut circuler chez d'autres Nations, & que cette circulation étrangere se pourvoit au coin de cette monnoie : mais il n'y a d'argent réel dans un Pays que celui qui circule; tout autre qui y repose ne vaut pas plus qu'une marcassite dans un cabinet d'histoire naturelle, quant à sa qualité d'Agent à laquelle il a renoncé. A l'égard de sa qualité de richesse, c'est une marchandise comme toute autre, à cela près qu'elle est moins volumineuse & incorruptible; c'est, dis-je, une marchandise qui attend un acquéreur. Or, cette marchandise, l'Etat ne la peut acquérir qu'en troc d'une autre marchandise; & comme il n'en a point d'autre à lui présenter, puisqu'il est pauvre, & que s'il n'étoit point pauvre, il n'auroit pas besoin d'argent, il ne peut l'obtenir que par une autre voie qu'on appelle emprunt, c'est-à-dire promesse de rendre, donner des gages pour sûreté de cette promesse, & en attendant la restitution du fonds, des parcelles d'argent pour faire prendre patience au créancier. Ce marché onéreux entre l'Etat & le Particulier, loin de pouvoir être appellé ressource ni finance, est tout le contraire, puisqu'une ressource est un redoublement de forces, & que

ceci est un accroissement de foiblesse, puisque la finance est la contribution du Particulier au service du Public, & que ceci est une charge contractée par l'Etat envers le Particulier : ce marché onéreux, dis-je, est si peu un service de regnicole & de sujet, que tant que l'Etat a ce qu'on appelle du *crédit*, c'est-à-dire, qu'on le croit en état de tenir ses engagements, l'Etranger & l'ennemi même lui prêtent souvent à meilleur marché que ses Citoyens usuriers; & quand son crédit s'ébranle, la frayeur du créancier regnicole est toujours ce qui avertit le créancier étranger.

Le pécule donc qui ne circule pas, n'est point au service de l'Etat. Quant à celui qui circule, & qui seul peut être appellé pécule dans l'Etat, comme il n'est qu'un équivalent intercalaire entre les ventes & les achats, il ne sauroit jamais être qu'en proportion de ce qu'il a à représenter. En raison donc de ce qu'il y a de production & de consommation dans un Royaume, il y aura du pécule & pas davantage.

On voit dans le Tableau que les six cents livres payées en argent au Propriétaire satisfont à la circulation dans les deux classes de dépenses auxquelles ces six cents livres se distribuent. Ainsi on fixe le total du pécule, dans l'hypothese donnée, à un milliard ou environ, qui, à raison de cinquante livres le marc, feroit dix-huit millions cinq cents mille marcs d'argent. On remarque que le pécule de l'Angleterre reste fixé à peu près à cette proportion, qui, dans l'état présent de ses richesses, se

soutient environ à vingt-six millions sterlings, ou à onze millions de marcs d'argent. (a) Si cette Nation s'est trouvée exposée par ses guerres à des besoins pressants & à des emprunts excessifs, ce n'étoit pas par le défaut de l'argent, c'étoit par les dépenses qui excédoient les revenus de l'Etat.

Quand l'argent fourniroit aux emprunts, les revenus n'en seroient pas moins surchargés par les dettes, & la Nation seroit ruinée, si la source même des revenus en souffroit un dépérissement progressif, qui diminuât la réproduction annuelle des richesses.

C'est sous ce point de vue qu'il faut envisager l'état des Nations, parce que le pécule est toujours renaissant dans une Nation où les richesses se renouvellent continuellement & sans dépérissement.

Pendant environ un siecle, c'est-à-dire, depuis 1450. jusqu'à 1550. il y a eu en Europe une grande diminution dans la quantité de l'argent, comme on peut juger par le prix des marchandises en ce temps-là : mais cette moindre quantité de pécule étoit indifférente aux Nations, parce que la valeur vénale de cette richesse étoit la même par-tout, & que, par rapport au

(a) Les Anglois ne l'estiment pas si haut. Monsieur Postlherwayte a calculé que le numéraire d'espeçes nécessaires à la circulation, est égal au tiers du revenu des terres. Il entend sans doute le revenu total, ce qui reviendroit à peu près à l'égalité du produit net, ou environ à cinq cents millions.

pécule, leur état étoit le même relativement à leurs revenus, qui étoient par-tout également mésurés par la valeur uniforme de l'argent. Dans ce cas, il vaut mieux, pour la commodité des hommes, que ce soit la valeur qui supplée à la masse, que si la masse suppléoit à la valeur. Et cela est égal par rapport aux richesses des Nations, parce que l'argent n'y est qu'un fort petit objet dans la masse totale des richesses, & que lui-même il n'y est richesse qu'à raison de sa valeur vénale relative aux autres richesses.

On est porté à croire que c'est la découverte de l'Amérique qui a procuré en Europe une plus grande abondance d'or & d'argent; cependant la valeur de l'argent avoit baissé vis-à-vis les marchandises à peu près au degré où elle est aujourd'hui, avant l'arrivée de l'or & de l'argent de l'Amérique en Europe. Mais toutes ces vérités générales ne changent rien à l'état du pécule de chaque Nation, qui est toujours proportionné au revenu des biens fonds & aux gains du Commerce extérieur.

Dans le siécle précédent, sous Louis XIV. le marc d'argent monnoyé valoit vingt-huit livres. Ainsi dix millions six cents mille de marcs, valoient alors environ cinq cents millions. C'étoit à peu près l'état du pécule de la France, dans le temps où ce Royaume étoit beaucoup plus riche qu'il n'étoit sur la fin du regne de ce Monarque.

En 1716. la refonte générale des espéces ne monta pas à quatre cents millions. Le marc

d'argent monnoyé étoit à quarante-trois livres douze sous. Ainsi la masse des especes de cette refonte montoit à peine à neuf millions de marcs : c'étoit plus de moitié moins que dans les refontes générales de 1683. & 1693. Cette masse de pécule n'aura pu augmenter par les fabrications annuelles d'especes, qu'autant que le revenu de la Nation aura augmenté. Quelque considérable que soit le total de ces fabrications annuelles depuis cette refonte, il aura moins servi à augmenter la masse d'argent monnoyé, qu'à réparer ce qui en est enlevé annuellement par la contrebande, par les diverses branches de Commerce passif, & par d'autres emplois de l'argent chez l'Etranger; car depuis quarante-quatre ans le total de ces transmissions annuelles bien calculé, se trouveroit fort considérable.

L'augmentation du numéraire, qui est fixée depuis long-temps à cinquante-quatre livres, ne prouve pas que la quantité de pécule de la Nation ait beaucoup augmenté. Au contraire, on peut en inférer qu'il a diminué, puisqu'on a haussé le numéraire, pour suppléer à la réalité par l'apparence.

Ces estimations sont peu conformes aux opinions du vulgaire sur la quantité d'argent monnoyé d'une Nation. Le Peuple croit que c'est dans l'argent que consiste la richesse d'un Etat; mais, l'argent, comme toutes les autres productions, n'est richesse, comme on l'a remarqué, qu'à raison de sa valeur vénale, & n'est pas plus difficile à acquérir que toute autre marchandise,

chandiſe, en le payant par d'autres richeſſes. Sa quantité dans un Etat eſt bornée à ſon uſage, qui y eſt réglé par les ventes & les achats dans ſes dépenſes annuelles; & les dépenſes annuelles y ſont réglées par les revenus. D'ailleurs, l'argent eſt acheté par d'autres richeſſes; il faut donc des richeſſes pour le payer: ainſi l'acquiſition de l'argent n'augmente pas la richeſſe de celui qui le paie; & il ne peut jouir de l'uſage de cette eſpece de richeſſe, qu'en le vendant à ſon tour pour d'autres marchandiſes.

Une Nation ne doit donc avoir d'argent monnoyé qu'à raiſon de ſes revenus: une plus grande quantité lui ſeroit inutile; elle en échangeroit le ſuperflu avec les autres Nations, pour d'autres richeſſes qui lui ſeroient plus avantageuſes ou plus ſatisfaiſantes. Car les Poſſeſſeurs de l'argent, même les plus Economes, ſont toujours attentifs à en retirer quelque profit. Si on trouve à le prêter dans un Pays à haut intérêt, c'eſt une preuve qu'il n'y eſt tout au plus que dans la proportion que nous avons obſervée, puiſqu'on en paie l'uſage ou le beſoin à ſi haut prix.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Considéré dans l'évaluation du produit & du fond des richeſſes de tout genre. *

NOus allons entrer dans une ſorte d'évaluation des richeſſes de tout genre d'une Nation Agricole, dans l'état de revenu que nous ſuppoſons ici. Cette évaluation n'eſt rien moins qu'idéale, & il nous a paru néceſſaire de la détailler ſous les yeux du Lecteur, pour écarter d'autant plus le preſtige qui fait conſiſter en pécule toute la richeſſe d'une Nation. On trouvera ici la quotité réelle du numéraire néceſſaire pour réaliſer quant à la convention, & faire mouvoir par l'échange, la maſſe générale des richeſſes, & l'on verra qu'il n'entre que pour un cinquante-cinquieme dans la totalité. C'eſt ce que le Tableau auroit pu faire prévoir au premier coup d'œil; mais on ne ſauroit préſenter ſous trop de faces les principes fondamentaux qui tendent à contrarier & à détruire les préjugés communs.

Cet article-ci fera peur à ceux qui n'aiment pas les calculs. D'entre ceux qui ne dédaigneront pas d'appeſantir leurs regards ſur des chiffres, les uns qui aiment à ſe noyer dans l'hypotheſe de l'immenſité des fonds & des reſſources d'un grand Etat, ne fût-ce que pour en abuſer dans l'occaſion, & qui cherchent à ſe repaître de la chimere de la multiplicité des re-

* *Voyez le Tableau page* 51.

venus que la richeſſe fictive des rentes prodigue dans un Etat uſurier, trouveront toujours que c'eſt borner les idées que de leur dérober le preſtige de l'infini : d'autres, & le plus grand nombre, accoutumés aux petits calculs des richeſſes qui les entourent, verront naître des milliards dans les nuées. Peu importe au Calculateur ; c'eſt pour les bons eſprits qu'il travaille. Ceux qui s'attachent à l'étude des Sciences les plus intéreſſantes pour le genre humain, ſont en plus grand nombre qu'on ne penſe communément, & leur conſentement ramene à la fin celui de tous les autres.

Richeſſes de la Claſſe des dépenſes productives.

Nous avons dit qu'un revenu de ſix cents millions pour les Propriétaires ſupportoit en outre trois cents millions d'impôt, & cent cinquante millions de dîme, ce qui forme un total d'un milliard cinquante millions : ajoutons la réproduction d'un milliard cinquante millions d'avances annuelles, & cent cinq millions d'intérêt pour ces avances à dix pour cent ; le tout enſemble fait . . . 2, 205, 000, 000 liv.

En un Pays où il y auroit beaucoup de vignes, de prés, de bois, &c. il n'y auroit qu'environ les deux tiers de la ſomme ci-deſſus qui proviendroient du travail de la charrue. Cette partie, en un bon Etat de grande culture exécutée par de fort chevaux, demande l'emploi de 333, 334 charrues, à cent vingt arpents de terre par charrue, autant d'hommes pour les conduire, & quarante millions d'arpents de terre.

Cette culture pourroit, avec cinq ou six milliards d'avances, s'étendre en France à plus de soixante millions d'arpents.

Nous avons dit plus haut que les avances primitives bien complettes de l'établissement d'une charrue dans la grande culture, pour le premier fonds des dépenses, en bestiaux, instruments, semence, nourriture, entretien, salaire, &c. dans le cours du travail de deux ans avant la premiere récolte, sont estimées à dix mille livres. Ainsi le total pour 333,334 charrues, est - - - - - - - - 3,333,340,000 liv.

Ajoutez l'intérêt de ces avances qui doit rendre au moins dix pour cent, parce que les produits de l'Agriculture sont exposés à des accidents ruineux, qui en dix ans enlevent au moins la récolte d'une année. Ces avances exigent d'ailleurs beaucoup d'entretien & de renouvellement : sur le pied ci-dessus, le total des intérêts des avances primitives de l'établissement des Laboureurs, est donc 333,340,000 liv.

Les prés, les vignes, les bois, demandent peu d'avances primitives de la part des Fermiers. La valeur de ces avances peut être réduite, en y comprenant les dépenses primitives des plantations, & autres ouvrages exécutés aux dépens des Propriétaires, à 1,000,000,000 liv.

Mais les vignes & le jardinage exigent beaucoup d'avances annuelles, qui, rapportées avec celles des autres parties, peuvent du fort au

foible être compriſes dans le total des avances annuelles expoſées ci-deſſus.

Ainſi la réproduction totale annuelle en produit net, en avances annuelles avec leurs intérêts, & les intérêts des avances primitives, évaluée conformément à l'ordre du Tableau, eſt - - - - - - - - - - 2, 538, 334, 000 liv.

Le territoire de la France pourroit, au moyen des avances & du débit, produire autant & même beaucoup plus.

De cette ſomme de 2, 538, 334, 000 liv. il y a cinq cents vingt-cinq millions qui ſont la moitié de la réproduction des avances annuelles employées à la nourriture des beſtiaux; il reſte, (ſi tout l'impôt rentre dans la circulation, & s'il ne porte pas ſur les avances des Laboureurs) 2, 013, 334, 000 liv. pour la dépenſe annuelle des hommes.

Eſtimations du fonds des richeſſes productives.

Il faut poſer d'abord le fonds des avances primitives de l'établiſſement des charrues, que nous avons eſtimé ci-deſſus 3, 333, 346, 000 liv.

Le prix du fonds des avances primitives pour les prés, les étangs, les bois, les vignes, le jardinage, &c. eſtimés ci-deſſus 1, 000, 000, 000.

On n'eſtime point la valeur & le produit des beſtiaux à part, parce qu'on les a compris dans les avances des Fermiers & dans le total des

produits annuels. Mais nous allons estimer les terres, parce que, relativement à la valeur vénale, on peut les regarder en quelque sorte comme des richesses mobiliaires, en ce que leur prix est assujetti aux variations de l'état des autres richesses nécessaires pour la culture. En effet, les terres se détériorent, & les Propriétaires perdent sur la valeur vénale de leurs biens fonds en proportion de ce que les richesses de leurs Fermiers dépérissent.

Les fonds des terres qui produisent annuellement au profit des hommes 2, 013, 334, 000 liv. dont un milliard cinquante millions sont en produit net, étant estimés sur le pied du denier trente, est dans ce point de vue une richesse de trente-un milliards cinq cents millions. Ci - - - - - - - - - 31, 500, 000, 000.

Total des fonds de la Classe productive - - - - - - - - - - - - - - - 35, 833, 340, 000 liv.

En ajoutant à cette somme les 2, 538, 334 000 liv. provenant du produit annuel déduit dans la case précédente. Ci 2, 538, 334, 000 liv.

On trouvera que le Total, fraix compris, des richesses de la Classe productive, est - - - - - - - - - - - - - - - 38, 371, 674, 000 liv.

Evaluation des richesses de la Classe stérile.

On sait que cette classe ne produit rien, conséquemment c'est uniquement le fonds de ses richesses qu'il faut apprécier.

Les richeſſes de la claſſe des dépenſes ſtériles, ſelon les proportions établies dans le Tableau, ſont:

1°. Le fonds des avances annuelles - - - - - - - - - - - - - - - - 525, 000, 000 liv.

2°. Avances primitives de cette claſſe pour établiſſement de manufactures, pour inſtruments, machines, moulins, forges & autres uſines - - - - - - - - - 2, 000, 000, 000 liv.

3°. Nous avons évalué l'argent monnoyé, ou le pécule - - - - - 1, 000, 000, 000 liv.

4°. La valeur fonciere de quatre millions de maiſons ou logements pour quatre millions de familles, chaque maiſon eſtimée du fort au foible à ſoixante-quinze livres de loyer; ainſi la valeur fonciere eſt mille cinq cents livres. C'eſt pour la valeur fonciere de quatre millions de maiſons ou logements - - 6, 000, 000, 000.

5°. La valeur de l'ameublement & uſtenſiles de quatre millions de maiſons, eſtimée du fort au foible environ à une année de revenu ou du gain de quatre millions de chefs de famille, fait - - - - - - - 2, 000, 000, 000.

6°. La valeur de l'argenterie, bijoux, pierreries, glaces, tableaux, livres, & autres ouvrages durables de main d'œuvre, qui s'achetent & ſe tranſmettent par ſucceſſion, peut être dans l'état d'opulence où nous ſuppoſons ici une Nation - - - - - 2, 000, 000, 000.

7°. La valeur des Vaisseaux Marchands & Militaires, & leurs dépendances, si la Nation est marine. De plus l'Artillerie & autres ouvrages durables pour l'attaque, ou la défense par terre, les édifices, décorations & autres ouvrages publics durables, qui ne sont richesses qu'en évaluation des richesses qu'ils ont coûté: tous ces objets ensemble peuvent être estimés - - - - - - - - - - - 3, 000, 000, 000.

On ne parle pas des marchandises de main d'œuvre, & denrées exportées ou importées, & renfermées dans les boutiques & magasins des Commerçants, destinés à l'usage ou consommation annuelle, parce qu'elles sont comprises & comptées dans l'état des productions & dépenses annuelles, conformément à l'ordre exposé dans le Tableau.

Total des richesses de la classe des dépenses stériles - - - - - - - - - 16, 525, 000, 000.
En y ajoutant le
Total des richesses de la classe des dépenses productives de - - - - - 38, 371, 674, 000.

Le Total de la masse générale des richesses d'une Nation Agricole florissante dans l'hypothese donnée, est environ 55, 000, 000, 000.

Nous parlons d'une Nation opulente qui possede un territoire & des avances qui lui rendent annuellement, & sans dépérissement, un milliard cinquante millions de produit net pour sa jouissance annuelle : mais toutes ces richesses

d'un Etat entretenues ſucceſſivement par ce produit annuel, peuvent ſe détruire ou perdre leur valeur dans la décadence d'un Royaume Agricole où tout dépérit, ſur-tout la valeur vénale fonciere des terres, quand le revenu diminue; & cette décadence peut faire de grands progrès en peu de temps par le défaut de liberté du Commerce des productions du crû, & par l'anéantiſſement des avances pour les dépenſes productives.

Noli me tangere; c'eſt la deviſe de ces avances.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

*Conſidéré dans les conditions néceſſaires au libre jeu de la machine de proſpérité.**

ON voit dans le Tableau précédent, que dans l'ordre de la circulation réguliere de 1, 050, 000, 000 liv. de revenu annuel, 1, 050, 000, 000 liv. qui rentrent dans la circulation, reſtituent chaque année à la claſſe productive les avances pour la réproduction du même revenu & des mêmes avances. La continuation de cette réproduction ſuppoſe donc.

1°. Que la totalité d'un milliard cinquante millions de revenu entre dans la circulation annuelle, & la parcourt dans toute ſon étendue; qu'il ne ſe forme point de fortunes pécuniaires, ou du moins qu'il y ait compenſation entre celles qui ſe forment, & celles qui reviennent

* *Voyez le Tableau page* 51.

dans la circulation; car autrement ces fortunes pécuniaires arrêteroient le cours d'une partie de ce revenu annuel de la Nation, & retiendroient le pécule ou la finance du Royaume, au préjudice de la rentrée des avances, de la rétribution du salaire des Artisans, & de la consommation dans les différentes classes d'hommes qui exercent des professions lucratives. Cet arrêt du pécule diminueroit la réproduction du revenu & de l'impôt.

2°. Qu'une partie de la somme des revenus ne passe pas chez l'Etranger, sans retour en argent ou en marchandises.

3°. Que la Nation ne souffre pas de perte dans son Commerce réciproque avec l'Etranger, quand même ce Commerce seroit fort profitable aux Commerçants, en gagnant sur leurs Concitoyens dans la vente des marchandises qu'ils rapportent; car alors l'accroissement de fortune de ces Commerçants est un retranchement dans la circulation des revenus, qui est préjudiciable à la distribution & à la reproduction.

4°. Qu'on ne soit pas trompé par un avantage apparent du Commerce réciproque avec l'Etranger, en jugeant simplement par la balance des sommes en argent, sans examiner le plus ou le moins de profit qui résulte des marchandises mêmes que l'on a vendues & de celles que l'on a achetées : car souvent la perte est pour la Nation qui reçoit un surplus en argent;

& cette perte se trouve au préjudice de la distribution & de la reproduction des revenus. Dans le Commerce réciproque des denrées qu'on achete de l'Etranger & des marchandises de main d'œuvre qu'on lui vend, le désavantage est ordinairement du côté de ces dernieres, parce qu'on retire beaucoup plus de profit de la vente des denrées du crû.

5°. Que les Propriétaires & ceux qui exercent les professions lucratives, ne soient pas portés par quelque inquiétude, qui ne seroit pas prévue par le Gouvernement, à se livrer à des épargnes stériles, qui retrancheroient de la circulation & de la distribution, une portion de leurs revenus ou de leurs gains.

6°. Que l'administration des Finances, soit dans la perception des impôts, soit dans les dépenses du Gouvernement, n'occasionne pas de fortunes pécuniaires, qui dérobent une partie des revenus à la circulation, à la distribution & à la reproduction.

7°. Que l'impôt ne soit pas destructif ou disproportionné à la masse du revenu de la Nation; que son augmentation suive l'augmentation du revenu, qu'il soit établi immédiatement sur le produit net des biens fonds, & non sur les denrées, où il multiplieroit les fraix de perception, préjudicieroit au Commerce, & détruiroit annuellement une partie des richesses de la Nation. Qu'il ne se prenne pas non plus sur les avances des Fermiers des biens fonds; car les avances de l'Agriculture d'un

Royaume doivent être enviſagées comme un immeuble, qui doit être conſervé précieuſement pour la production de l'impôt & du revenu ; autrement l'impôt dégénere en ſpoliation, & cauſe un dépériſſement qui ruine promptement un Etat.

8°. Que les avances des Fermiers ſoient ſuffiſantes pour que les dépenſes de la culture reproduiſent au moins cent pour cent ; car ſi les avances ne ſont pas ſuffiſantes, les dépenſes de la culture ſont plus grandes à proportion & donnent moins de produit net.

9°. Que les enfants des Fermiers s'établiſſent dans les campagnes pour y perpétuer les Laboureurs ; car ſi quelques vexations leur font abandonner les campagnes, & les déterminent à ſe retirer dans les Villes, ils y portent les richeſſes de leurs peres, qui étoient employées à la culture. Ce ſont moins les hommes que les richeſſes qu'il faut attirer dans les campagnes ; car plus on emploie de richeſſes à la culture des grains, moins elle occupe d'hommes, plus elle proſpere, & plus elle donne de profit net. Telle eſt la grande culture des riches Fermiers, en comparaiſon de la petite culture des pauvres Métayers, qui labourent avec des bœufs ou avec des vaches.

10°. Qu'on évite la déſertion des habitants, qui emploieroient leurs richeſſes hors du Royaume.

11°. Que l'on n'empêche point le Commerce

extérieur des denrées du crû ; *car tel eſt le débit, telle eſt la reproduction.*

12°. Qu'on ne faſſe point baiſſer le prix des denrées & des marchandiſes dans le Royaume ; car le Commerce réciproque avec l'Étranger deviendroit déſavantageux à la Nation. TELLE EST LA VALEUR VÉNALE, TEL EST LE REVENU. ABONDANCE ET NON VALEUR N'EST PAS RICHESSE. DISETTE ET CHERTÉ EST MISERE. ABONDANCE ET CHERTÉ EST OPULENCE.

13°. Qu'on ne croie pas que le bon marché des denrées ſoit profitable au menu Peuple ; car le bas prix des denrées fait baiſſer leur ſalaire, diminue leur aiſance, leur procure moins de travail & d'occupations lucratives, & diminue le revenu de la Nation.

14°. Qu'on ne diminue pas l'aiſance du bas Peuple ; car il ne pourroit pas aſſez contribuer à la conſommation des denrées qui ne peuvent être conſommées que dans le Pays, & la reproduction & le revenu de la Nation diminueroient.

15°. Qu'on favoriſe la multiplication des beſtiaux ; car ce ſont eux qui fourniſſent aux terres les engrais qui procurent les riches moiſſons.

16°. Qu'on ne provoque point le luxe de décoration, parce qu'il ne ſe ſoutient qu'au préjudice du luxe de ſubſiſtance, qui entretient le bon prix & le débit des denrées du crû, & la reproduction des revenus de la Nation.

17°. Que le Gouvernement économique ne s'occupe qu'à favoriſer les dépenſes productives & le Commerce extérieur des denrées du crû, & qu'il laiſſe aller d'elles-mêmes les dépenſes ſtériles.

18°. Qu'on n'eſpere de reſſources pour les beſoins extraordinaires d'un Etat, que de la proſpérité de la Nation, & non du crédit des Financiers; car *les fortunes pécuniaires ſont des fortunes clandeſtines qui ne connoiſſent ni Roi, ni Patrie.*

19°. Que l'Etat évite les emprunts qui forment des rentes financieres, qui le chargent de dettes dévorantes, & qui occaſionnent un Commerce ou trafic de finance par l'entremiſe des papiers commerçables, ou l'eſcompte augmente de plus en plus les fortunes pécuniaires ſtériles. Ces fortunes ſéparent la finance de l'Agriculture, qu'elles privent des richeſſes néceſſaires pour l'amélioration des biens fonds, & pour la culture des terres.

20°. Qu'une Nation qui a un grand territoire à cultiver, & la facilité d'exercer un grand Commerce des denrées du crû, n'étende pas trop l'emploi de l'argent & des hommes aux Manufactures & au Commerce de luxe, au préjudice des travaux & des dépenſes de l'Agriculture; car, préférablement à tout, le Royaume doit être bien peuplé de riches Cultivateurs.

21°. Que les terres employées à la culture des grains ſoient réunies, autant qu'il eſt poſſi-

ble, en grandes fermes, exploitées par de riches Laboureurs; car il y a moins de dépense pour l'entretien & réparation des bâtiments, & à proportion beaucoup moins de fraix, & beaucoup plus de produit net dans les grandes entreprises de l'Agriculture, que dans les petites: ces dernieres occupent inutilement, & aux dépens des revenus du sol, un plus grand nombre de familles de Fermiers qui ont peu d'aisance, & dont le terrein & les facultés sont trop bornées pour exercer une riche culture. Cette multiplicité de Fermiers est moins favorable à la population que l'accroissement des revenus; car la population la plus assurée, la plus disponible pour les différentes occupations & pour les différents travaux qui partagent les hommes en différentes classes, est celle qui est entretenue par le produit net. Toute épargne faite à profit dans les travaux qui peuvent s'exécuter par le moyen des animaux, des machines, des rivieres, &c. revient à l'avantage de la population & de l'Etat, parce que plus de produit net procure plus de gain aux hommes pour d'autres services ou d'autres travaux.

22°. Que chacun soit libre de cultiver dans son champ telles productions que son intérêt, ses facultés, la nature du terrein lui suggerent, pour en tirer le plus grand produit possible. On ne doit point favoriser le monopole dans la culture des biens fonds; car il est préjudiciable au revenu général de la Nation. Le préjugé qui porte à favoriser l'abondance des denrées de premier besoin préférablement à celles de moindre besoin, au préjudice de la valeur

vénale des unes ou des autres, est inspiré par des vues courtes, qui ne s'étendent pas jusqu'aux effets du Commerce extérieur réciproque, qui pourvoit à tout, & qui décide du prix des denrées que chaque Nation peut cultiver avec le plus de profit. Ce sont les revenus & l'impôt qui sont les richesses de premier besoin dans un Etat pour défendre les Sujets contre la disette & contre l'ennemi, & pour soutenir la gloire & la puissance du Monarque, & la prospérité de la Nation.

23°. Que le Gouvernement soit moins occupé du soin d'épargner, que des opérations nécessaires pour la prospérité du Royaume; car de trop grandes dépenses peuvent cesser d'être excessives par l'augmentation des richesses. Mais il ne faut pas confondre les abus avec les simples dépenses; car les abus pourroient engloutir toutes les richesses de la Nation & du Souverain.

24°. Qu'on soit moins attentif à l'augmentation de la Population, qu'à l'accroissement des revenus: car plus d'aisance que procurent de grands revenus est préférable à plus de besoins pressants de subsistance qu'exige une population qui excede les revenus; & il y a plus de ressources, pour les besoins de l'Etat, quand le Peuple est dans l'aisance, & aussi plus de moyens pour faire prospérer l'Agriculture.

Sans ces conditions l'Agriculture, qu'on suppose dans le Tableau produire comme en Angleterre cent pour cent, seroit une fiction; mais les Principes n'en sont pas moins certains, ni moins

moins les vrais Principes de la science du Gouvernement économique, que l'on ne confond pas ici avec la science triviale des opérations spécieuses de finance, qui n'ont pour objet que le pécule de la Nation & le mouvement de l'argent, par un trafic d'argent, où le crédit, l'appas des intérêts, &c. ne produisent comme au jeu qu'une circulation stérile. C'est dans la connoissance des véritables sources des richesses, & des moyens de les multiplier & de les perpétuer, que consiste la science du Gouvernement économique d'un Royaume.

Le Gouvernement économique ouvre les sources des richesses; les richesses attirent les hommes; les hommes & les richesses font prospérer l'Agriculture, étendent le Commerce, animent l'industrie, accroissent & perpétuent les richesses. Le Gouvernement économique prévient le dépérissement de l'opulence & des forces de la Nation. De ces ressources abondantes dépendent les succès des autres parties de l'administration du Royaume. Le Gouvernement économique affermit la puissance de l'Etat, attire la considération des autres Nations, assure la gloire du Monarque & le bonheur du Peuple. Ses vues embrassent tous les Principes essentiels d'un Gouvernement parfait, où l'autorité est toujours protectrice, bienfaisante, tutelaire, adorable. Elle n'est point susceptible d'écarts; elle ne sauroit trop s'étendre; elle ne peut inquiéter; elle soutient par-tout les intérêts de la Nation, le bon ordre, le droit Public, la puissance & la domination du Souverain.

TABLEAU ÉCONOMIQUE.

SECONDE PARTIE.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Considéré dans ses déprédations privées.

EXCÈS DU LUXE.

ETudions maintenant le Tableau Economique dans ses dérangements. Nous le considérerons à cet égard seulement sous sept faces; 1°. dans ses déprédations privées, c'est-à-dire, dans les dérangements qui proviennent des mœurs d'une Nation & de son ignorance. Les six autres aspects sont déprédations publiques, à savoir; 2°. relativement à la spoliation des avances productives; 3°. relativement à la Population; 4°. par rapport au Pécule; 5°. par rapport à la Police; 6°. par rapport au Commerce; 7°. relativement enfin à l'Impôt destructif.

A le bien prendre, les dérangements des mœurs & les absurdités de l'ignorance proviennent toujours de quelque erreur publique; mais

TAQUE.

OBſ, Mœurs

NSES
LES
es à

0- 1- 0- 2- 5
&c

REEx annuels de 915 *liv.* Laboureur, de 527 *liv.* au lieu de 2705 *li*

TABLEAU ÉCONOMIQUE.

OBJETS à considérer : Déprédations privées, Mœurs & Usages civils, Excès, le Luxe.

DÉPENSES PRODUCTIVES relatives à l'Agriculture, &c.	DÉPENSES DU REVENU, l'Impôt & la Dixme, qui se partagent aux dépenses productives & aux dépenses stériles.	DÉPENSES STÉRILES relatives à l'industrie, &c.
AVANCES ANNUELLES pour produire un revenu de 600 *l.* l'Impôt de 300 *l.* la dixme de 150 *l.* font 1050 *l.*	REVENU annuel de	AVANCES ANNUELLES pour les Ouvrages des dépenses stériles, sont,
1050*l.* 0- 0 produisent net	1050*l.* 0- 0	300*l.* 0- 0
PRODUCTIONS.		OUVRAGES, &c.
437-10*s.* 0 reproduisent net	437-10*s.* 0	612-10*s.* 0
255- 4- 2*d.* reproduisent net	255- 4- 2*d.*	255- 4- 2*d.*
106- 6- 8 reproduisent net	106- 6- 8	148-17- 5
62- 0- 7 reproduisent net	62- 0- 7	62- 0- 7
25-17- 0 reproduisent net	25-17- 0	36- 3- 8
15- 1- 7 reproduisent net	15- 1- 7	15- 1- 7
6- 5- 8 reproduisent net	6- 5- 8	8-15-11
3-13- 3 reproduisent net	3-13- 3	3-13- 3
1-10- 6 reproduisent net	1-10- 6	2- 2- 8
0-17- 9 reproduisent net	0-17- 9	0-17- 9
0- 7- 4 reproduisent net	0- 7- 4	0-10- 4
0- 4- 3 reproduisent net	0- 4- 3	0- 4- 3
0- 1- 9 reproduisent net &c.	0- 1- 9	0- 2- 5

REPRODUIT TOTAL..... 915 *liv.* de revenu. De plus les fraix annuels de 915 *liv.* & les intérêts des avances annuelles & des avances primitives du Laboureur, de 527 *liv.* que la terre restitue. Ainsi la reproduction n'est que de 2357 *liv.* au lieu de 2705 *liv.* C'est 348 *liv.* de perte, ou environ deux cinquiemes.

s'il est de mon sujet de reprendre & de redresser dès la racine les mécomptes physiques, il n'en est pas d'attaquer dans le même sens les prestiges moraux. En me voyant donc prononcer ici le mot de *Luxe*, qu'on ne s'attende pas à l'abondance de raisons que ce mot présente à un cœur Citoyen. Nous ne parlons ici que du Luxe physique.

Dans la nouvelle planche que je présente, le Tableau a perdu son équilibre. Il s'agit de voir & d'expliquer les causes & les effets de ce dérangement. On a vu dès le premier pas de l'explication du Tableau, que la distribution du revenu du Propriétaire par le moyen de sa dépense, est tout ce qui fait aller la machine de la circulation. On voit aisément que ces dépenses peuvent se porter plus ou moins d'un côté ou de l'autre, selon que celui qui les fait se livre plus ou moins au Luxe de subsistance, ou au luxe de décoration, qui peut seul être proprement appellé *Luxe*.

On a pris ci-devant dans le Tableau Economique l'Etat moyen, où les dépenses réproductives renouvellent d'année en année le même revenu; mais on peut juger aisément des changements qui arriveroient dans la réproduction annuelle, selon que les dépenses réproductives ou les dépenses stériles l'emporteroient l'une sur l'autre; on en peut, dis-je, juger par les changements qui arriveroient dans le Tableau.

C'est dans cet état que nous le figurons ici. Nous supposons que le luxe de décoration au-

gmente d'un sixieme chez le Propriétaire, c'est-à-dire, qu'il reverse quatre-vingt sept livres de plus du côté des dépenses stériles, ce qui porte six cents & douze livres dix sous à cette colonne, & réduit le versement sur la colonne productive à quatre cents trente-sept livres dix sous. Les mœurs se suivent & se repompent par réflet dans toutes les classes; l'enchaînement moral étant par-tout le même que l'enchaînement physique. Cette révolution d'un sixieme sera la même chez l'Artisan & chez le Cultivateur, d'où résulte qu'en suivant la progression du Tableau, selon ce nouvel arrangement, l'on trouve au bas que la réproduction du revenu total de 1050 liv. compris la dîme & l'impôt, se réduit à neuf cents & quinze livres au lieu de 1050 liv. & les reprises du Laboureur de 1655 livres se trouvent réduites à 1442 livres; donc le déchet total est de trois-cents & quarante-huit liv. ainsi la perte est environ deux quinziemes.

Si, au contraire, l'augmentation de dépense étoit portée à ce degré du côté de la consommation ou de l'exportation des denrées du crû, la réproduction du revenu de 1050 livres monteroit à 1146 liv. & les reprises du Laboureur de 1655 liv. seroient alors 1806 liv. donc elles augmenteroient de 151 liv. Ainsi l'accroissement total seroit de 247 livres, ou environ d'un dixieme; ainsi progressivement, tant que la culture & le terroir pourroient y contribuer.

C'est ce dernier effet qu'on obtient par le haussement constant & soutenu des denrées de premier besoin, & c'est par-là que les aveugles

qui buttent à les tenir à bas prix, portent, ſans le ſavoir, le feu dans les revenus & dans la ſubſiſtance de la Nation.

On voit par cette démonſtration très-ſimple, que l'excès du luxe de décoration peut très-promptement ruiner avec magnificence une Nation opulente. On voit encore combien il importe de maintenir l'opulence dans les différents ordres d'hommes, qui, ſuivant les uſages reçus dans la ſociété, peuvent employer leur ſuperflu en luxe de ſubſiſtance; les riches obſcurs étant, pour ainſi dire, forcés par les préjugés de la ſociété, à donner dans les dépenſes de recherche, & ne pouvant s'étendre en luxe de ſubſiſtance, qui leur ſeroit à charge & les rendroit ridicules.

On devine pareillement combien on étoit peu verſé encore dans les matieres économiques en un Pays où l'on qualifia d'Impôt ſur le Luxe, une taxe ſur les domeſtiques & ſur les chevaux qui conſomment les grains, les fourrages & les autres denrées de la claſſe productive.

Il n'eſt donc pas vrai que les genres de dépenſe ſoient indifférents.

Ce que nous venons de remarquer à l'égard des grandes dépenſes de conſommation des denrées du crû, toutes fructueuſement rapportantes chez une Nation Agricole, ne ſauroit ſe rapporter aux petites Nations Commerçantes qui n'ont pas de territoire. Celles-ci ne ſau-

roient trop économiſer en tout genre de dépenſes, pour conſerver & accroître le fond des richeſſes néceſſaires à leur Commerce, comme auſſi pour commercer à moins de fraix que les autres Nations, afin de pouvoir s'aſſurer les avantages de la concurrence dans les achats & dans les ventes chez les Etrangers. Mais quant à ce qui eſt des grandes Nations Agricoles, elles erreront toujours quand elles chercheront la cauſe de leur pénurie dans la dépenſe quelconque. C'eſt dans l'eſpece de la dépenſe qu'elle conſiſte, comme nous l'avons prouvé ci-deſſus; c'eſt dans l'inégalité du reverſement, &c. & bien plutôt dans les arrangements économiques de Police, de Finance & de Commerce. C'eſt ce que nous examinerons ci-deſſous, après avoir traité en paſſant de quelques erreurs de détail concernant l'Agriculture.

En quoi conſiſte la proſpérité d'une Nation Agricole? EN DE GRANDES AVANCES POUR PERPÉTUER ET ACCROITRE LES REVENUS ET L'IMPÔT: EN UN COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR LIBRE ET FACILE: EN JOUISSANCE DES RICHESSES ANNUELLES DES BIENS FONDS: EN PAYEMENTS PÉCUNIAIRES ET OPULENTS DES REVENUS ET DE L'IMPÔT.

L'abondance des productions s'obtient par les grandes avances; la conſommation & le Commerce ſoutiennent le débit & la valeur vénale des productions; la valeur vénale eſt la meſure des richeſſes de la Nation; les richeſſes reglent le tribut qui leur eſt impoſé, & fourniſſent la finance qui le paie & qui

doit circuler dans le Commerce, mais qui ne doit point surabonder dans un Pays au préjudice de l'usage & de la consommation des productions annuelles, qui doivent y perpétuer, par la réproduction & le Commerce réciproque, les véritables richesses.

On étoit bien plus éclairé que nous ne le sommes sur la nature & la source des vraies richesses, dans le temps où l'on a jugé digne d'être célébré dans l'histoire, le cortege que firent à leur Roi les Habitants du Bourg de *Goodmans-Chester* en Angleterre : ils conduisirent cent & quatre-vingt charrues à son passage ; c'est là le vrai cortege digne d'un Roi. Les Abeilles si fidéles, si obéissantes, si tendres pour leur Reine, ne lui présentent que leur miel le plus précieux. Offrir aux Rois des tributs volontaires, des dons gratuits, c'est un devoir, c'est un bonheur ; mais leur présenter les outils du labourage qui fructifient sous leur protection, c'est leur montrer à la fois les gages de notre reconnoissance, les arcs-boutants de leur puissance, les garants de notre amour ; leur dire comme le Pseaume, *non nobis Domine*... c'est les reconnoître vrais Pasteurs des humains.

Les riches Laboureurs & les riches Commerçants attachés au Commerce rural, sont les colonnes des Etats Agricoles & indépendants.

Dans la grande culture, un homme seul conduit une charrue tirée par deux chevaux, qui fait autant de travail que trois charrues

tirées par deux bœufs, & conduites par six hommes. Dans ce dernier cas, faute d'avances primitives pour l'établissement d'une grande culture, la dépense annuelle est excessive, par proportion au produit net, qui est presque nul, & l'on y emploie dix ou douze fois plus de terre. Les Propriétaires manquant de Fermiers en état de subvenir à la dépense d'une bonne culture, les avances se font aux dépens de la terre; le produit des prés est consommé pendant l'Hyver par les bœufs de labour, & on leur laisse une partie de la terre pour leur pâturage pendant l'Eté; le produit net de la récolte approche si fort de la non-valeur, que la moindre imposition fait renoncer à ces restes de culture; ce qui arrive même en bien des endroits, tout simplement par la pauvreté des habitants.

Ce détail d'Agriculture se trouvera combattu par l'habitude & par le préjugé local dans bien des lieux. Vous entendrez dire aux notables mêmes parmi les Nations pauvres qui sont réduites à cette petite culture dans les trois quarts de leur territoire, & où il y a d'ailleurs plus d'un tiers de terres cultivables qui sont en non-valeur: on assure, dis-je, dans ces Pays-là, que la grande culture n'est pas propre à leurs terres; qu'elles sont, ou trop compactes, ou trop légeres, pour des chevaux impatients; qu'ils nourrissent leurs bœufs avec presque rien pendant tout l'Eté, en les laissant errer dans les jonquiers ou pâturaux; qu'il ne leur faut ni avoine, ni orge, ni fers, ni harnois coûteux, & autres objections qui sont autant d'arguments de la misere raisonnée.

En effet, considérez un gros Fermier bien fort, tel qu'il en reste encore dans certaines Provinces du Royaume; & voyez si cet homme, dont toutes les pensées, tous les instants, toutes les actions & tous les nerfs sont continuellement tendus vers le profit honnête, & conséquemment vers l'Economie bien entendue, si cet homme, dis-je, épargne néanmoins quelque chose sur les avances tant primitives qu'annuelles de son entreprise, si ses chevaux ne sont pas les meilleurs & les plus chers du Pays, les mieux entretenus en tout genre, ses valets les mieux nourris & payés, &c. Cet homme, sans avoir calculé sur notre Tableau, trouve le but par les seules lumieres de son expérience, & fait que mieux son attelier est entretenu, mieux il fait ses affaires; ce qui équivaut au Proverbe : *Pauvres gens ne peuvent faire que Pauvres affaires*, & à ce que dit notre Tableau, que plus on met en avance sur la terre, plus on en retire en produit.

Pourquoi donc regardez-vous aujourd'hui comme Economie d'épargner en fourrages, en harnois, &c? C'est que vous & les instituteurs de votre méthode, vous n'avez jamais eu les fonds nécessaires pour en établir une plus dispendieuse en avances, & conséquemment plus rapportante en produit; & que les riches parmi vous ont si peu connu la source de leurs richesses, qu'ils ont toujours eu autre chose à faire de leur superflu, que d'en appliquer les fonds au profit de la réproduction.

Pour vous convaincre que notre méthode

plus dispendieuse seroit aussi plus rapportante, figurez-vous vos jonquiers ou pâturaux remis en bon pré à deux herbes, ou en terres labourables du meilleur produit, les fourrages qui en reviendroient consommés aux heures de la nuit dans l'écurie, dans les bergeries, dans les étables à portée de vos amas de fumier, par de bons chevaux qui feroient le triple de l'ouvrage de vos bœufs, & qui se nourrissent eux-mêmes des propres productions de leur travail.

Figurez-vous encore vos terres ne restant jamais en friche pour se réparer, & vous rendant chaque année l'élite des grains & des fourrages. Cette hypothese n'est point idéale; une telle Agriculture fleurit chez vos voisins moins avantagés que vous par le climat. Vous en trouverez même encore quelques exemples dans notre Royaume aux environs de la Capitale, & c'est sur ces exemples que le Tableau a été formé. Transportez-vous, dis-je, dans cet Etat florissant, & calculez; vous verrez alors ce que vous devez penser de votre épargne actuelle, ou plutôt de votre indigence.

Le riche Fermier couvre ses champs de bestiaux pour fournir aux terres les engrais qui procurent les riches moissons; c'est une nouvelle richesse, & la plus rapportante richesse.

Cet avantage s'obtient par le débit, par l'emploi & l'usage des laines dans le Royaume, par la grande consommation de la viande, du laitage, du beurre, du fromage, &c. sur-tout dans une Nation opulente, par la consomma-

tion que fait le menu Peuple, qui eſt le plus nombreux : car ce n'eſt qu'en raiſon de cette conſommation que les beſtiaux ont du débit, & qu'on les multiplie ; & c'eſt encore cette conſommation qui procure d'abondantes récoltes par la multiplication même des beſtiaux.

Cette abondance de récolte & de beſtiaux éloigne toute inquiétude de famine dans un Royaume ſi fertile en ſubſiſtance. La nourriture que les beſtiaux y fourniſſent aux hommes y diminue la conſommation du bled, & la Nation peut en vendre une plus grande quantité à l'Etranger, & accroître continuellement ſes richeſſes par le Commerce d'une production ſi précieuſe. L'aiſance du menu Peuple contribue donc par-là eſſentiellement à la proſpérité d'un Etat.

Le profit ſur les beſtiaux ſe confond avec le profit ſur la culture, à l'égard du revenu du Propriétaire, parce que le prix du loyer d'une Ferme s'établit à raiſon du produit qu'elle peut donner par la culture & par la nourriture des beſtiaux, dans les Pays où les avances des Fermiers ne ſont pas expoſées à être enlevées par un impôt arbitraire. Mais lorſque l'impôt eſt établi ſur le Fermier, le revenu de la terre tombe dans le dépériſſement, parce que les Fermiers n'oſent faire les avances des achats des beſtiaux, dans la crainte qu'ils ne leur attirent une impoſition ruineuſe ; alors, faute d'une quantité ſuffiſante de beſtiaux pour fournir les engrais à la terre, la culture dépérit, les fraix de travaux en terres maigres abſorbent le produit

net, & détruisent le revenu du Souverain & des Propriétaires.

Le profit des bestiaux contribue tellement au produit des biens fonds, que l'un se mesure par l'autre, & que ces deux parties ne doivent pas être séparées dans l'évaluation des produits de la culture, calculée par le revenu du Propriétaire; car c'est plus par le moyen des bestiaux qu'on obtient le produit net qui fournit le revenu & l'impôt, que par le travail des hommes, qui seul rendroit à peine les frais de leur subsistance. Mais il faut de grandes avances pour les achats des bestiaux; c'est pourquoi le Gouvernement doit plus attirer les richesses à la Campagne que les hommes. On n'y manquera pas d'hommes s'il y a des richesses; mais sans les richesses tout y manquera; les terres tomberont en non-valeur, & le Royaume seroit sans ressources & sans forces.

Ceci nous conduit à traiter de la Population relativement à l'ordre du Tableau. Mais comme nous traitons ici des détériorations, je vais considérer la Population dans l'état de retrécissement où la jette la petite culture, & présenter la totalité de la circulation sur ce pied-là. Pour établir donc la transition de l'état plantureux & rapportant sur lequel nous avons tablé jusqu'ici, à l'état misérable dans lequel nous allons tomber, il est à propos de calculer en bref la rapidité des désastres résultants de la spoliation.

TABLEAU ÉCONOMIQUE.

CE TABLEAU montre les effets rapides de la ſpoliation du fonds des avances; ſpoliation provenante, ſoit de l'Impôt, ſoit de toute autre cauſe, c'eſt-à-dire, de tout fléau portant ſur les avances de la culture. On ſuppoſe 50 *liv. ôtées par an ſur les avances de* 1050 *liv. ce qui les réduit d'abord à* 1000 *livres.*

DÉPENSES PRODUCTIVES relatives à l'Agriculture, &c.	DÉPENSES DU REVENU, l'Impôt & la Dixme, qui ſe partagent aux dépenſes productives & aux dépenſes ſtériles.	DÉPENSES STÉRILES relatives à l'Induſtrie, &c.
AVANCES ANNUELLES pour produire un revenu de 1000 *liv.* ſont 1000 *l.*	REVENU annuel de	AVANCES ANNUELLES pour les Ouvrages des dépenſes ſtériles, ſont,
1000 *l.* 0- 0 produiſent net - - - - - -	1000 *l.* 0- 0	500 *l.* 0- 0
PRODUCTIONS.	moitié paſſe ici.	OUVRAGES, &c.
500 *l.* 0- 0 reproduiſent net - - - - - - -	500 *l.* 0- 0	500 *l.* 0- 0
moitié paſſe ici.	moitié paſſe ici.	
250 *l.* 0- 0 reproduiſent net - - - - - -	250 *l.* 0- 0	250 *l.* 0- 0
moitié, &c.	moitié, &c.	
125- 0- 0 reproduiſent net - - - - - -	125- 0- 0	125- 0- 0
62-10 *ſ.* 0 reproduiſent net - - - - - -	62-10 *ſ.* 0	62-10 *ſ.* 0
31- 5- 0 reproduiſent net - - - - - -	31- 5- 0	31- 5- 0
15-12- 6 *d.* reproduiſent net - - - - -	15-12- 6 *d.*	15-12- 6 *d.*
7-16- 3 reproduiſent net - - - - - -	7-16- 3	7-16- 3
3-18- 1 reproduiſent net - - - - - -	3-18- 1	3-18- 1
1-19- 0 reproduiſent net - - - - - -	1-19- 0	1-19- 0
0-19- 6 reproduiſent net - - - - - -	0-19- 6	0-19- 6
0- 9- 9 reproduiſent net - - - - - -	0- 9- 9	0- 9- 9
0- 4-10 reproduiſent net - - - - - -	0- 4-10	0- 4-10
0- 2- 5 reproduiſent net - - - - - -	0- 2- 5	0- 2- 5
&c.		

REPRODUIT TOTAL..... 1000 *liv.* de revenu. De plus les fraix annuels de 1000 *liv.* & les intérêts des avances annuelles & des avances primitives du Laboureur, de 577 *liv.* que la terre reſtitue. Ainſi la reproduction eſt de 2577 *liv.* au lieu de 2705 *liv.* & le Cultivateur a perdu 50 *liv.* ſur le produit, 50 *liv.* ſur les avances, & 28 *liv.* ſur les intérêts de ſes avances; ce qui diminue la réproduction de 128 *liv.*

CONOMIQUE.

les de la ſpoliation du fonds des avances; ſoit de toute autre cauſe, c'eſt-à-dire, la culture. On ſuppoſe 50 *liv. ôtées par s réduit d'abord à* 1000 *livres.*

J REVENU,	DÉPENSES
ıe, qui ſe parta-	STÉRILES
; productives &	rélatives
es.	à l'Induſtrie, &c.

NU	AVANCES ANNUELLES
el	pour les Ouvrages des dépenſes ſtériles, ſont,
) *l.* 0- 0	500 *l.* 0- 0
. . . *moitié paſſe à* . . .	OUVRACES, &c.
0- 9- 9	0- 9- 9
. . . . .	
0- 4-10	0- 4-10
. . . . .	
0- 2- 5	0- 2- 5

liv. de revenu. De plus les fraix annuels elles & des avances primitives du Labou- la reproduction eſt de 2577 *liv.* au lieu . ſur le produit, 50 *liv.* ſur les avances, & diminue la réproduction de 128 *liv.*

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Considéré relativement à la spoliation.

NOus venons de toucher un genre de déprédation bien notable certes dans ses effets, & qui peut le devenir à l'excès, à raison de l'étendue de l'Etat & du territoire de la Nation, dont les mœurs déclinent de ce côté-là. Tout important néanmoins que soit cet article, ce n'est point par ses effets physiques qu'il parviendroit à ruiner aussi promptement une Nation, & à la réduire au point de misère où nous allons la montrer relativement à son produit. Il le peut plutôt par ses effets moraux, en ce que le désordre introduit & nécessite l'avidité, toujours aveugle dans ses moyens de parvenir à son objet. Le point positif & rapide de détérioration, dont les effets effrayants au calcul sont plus déplorables encore dans le fait, c'est la spoliation.

Nous entendons par ce mot, toute surcharge quelconque, provenant, soit de l'impôt, soit de tout autre fléau; toute surcharge, dis-je, qui porte sur le fond des avances de la culture, & qui tourne en déchet sur le fond de ces avances.

Pour former le Tableau sur cette hypothese, nous continuons à le présenter ici dans toute son étendue, c'est-à-dire, en y comprenant l'impôt & la dîme réunis avec le revenu des Propriétaires; mais nous supposons que quelqu'un

des mal-entendus ou malheurs ci-dessus ôtent par an cinquante livres sur les 1050 livres des avances annuelles nécessaires pour la reproduction ; ce retranchement les réduit à 1000 livres, & c'est sur ce pied que nous formons le Tableau.

On voit par le résumé dudit Tableau, que le reproduit total est 1000 liv. de revenu ; de plus les fraix annuels de 1000 livres, & les intérêts des avances annuelles & des avances primitives du Laboureur prises dans la même progression que tout le reste, sont de 577 livres. Ainsi la reproduction totale est de 2577 livres.

Si l'on compare ce produit à celui que nous a rendu ci-devant le Tableau, alors qu'il étoit dans toute son immunité, on trouvera que le premier rendoit 2705 livres, & que celui-ci ne rend plus dès la premiere année que 2577 liv. Partant c'est une diminution de cent vingt-huit livres sur la reproduction. Le Cultivateur en effet a perdu cinquante liv. sur le produit net, cinquante liv. sur les avances annuelles, & vingt-huit liv. sur les intérêts de ses avances ; ce qui fait en tout cent vingt-huit livres de déchet, & tout ce déchet provient de la spoliation primitive de cinquante liv. sur le fond des avances. Pour qu'on n'imagine pas être ici à une partie de jeu, qu'on se rappelle que nos livres sont des millions.

En supposant que le fléau qui nous a fait un tort si considérable soit de nature à être durable, il faut continuer notre progression, en lui faisant faire, comme de droit, le fer à cheval.

On trouvera qu'à la seconde année la spoliation continuée de cinquante livres par an, est de quatre cents cinquante-cinq liv. à la troisieme elle est de 1293 livres, & à la quatrieme de 3438 livres.

Il s'ensuit delà nécessairement que ce déchet porte sur les avances primitives, puisque les avances annuelles n'étant dans leur entier que de 1050 livres, elles seroient plus qu'englobées. Voilà donc 5314 liv. de déchet en quatre ans, prises sur le fond des avances primitives d'une charrue. Nous avons dit que ces avances pouvoient, en un bon état de culture, être calculées à dix mille livres. Il seroit donc vrai de dire, qu'en quatre ans, une charrue seroit coupée par la moitié, c'est-à-dire entiérement démantelée, par la raison qui fait que quand l'un des deux chevaux qui menent un carosse est à bas, il faut que l'autre s'arrête.

Pour éviter cet inconvénient absolu, le Cultivateur trouve le moyen désastreux de se rétrécir sur toutes les parties de ses avances, de mettre moins en engrais, moins en bestiaux, moins en valets ; d'avoir des bœufs ou des bidets pour sa charrue, de donner moins de façons à la terre, & de les donner moins fortes : mais tout cela revient au même quant au produit. Qu'on nous pique au front ou au talon, la douleur ne s'en fait pas moins sentir dans toute la machine ; ainsi dans l'Agriculture, que ce soit le Fermier qui manque, ou les façons, ou la qualité des semences, &c. le déchet plus ou moins visible, plus ou moins capi-

tal, est toujours déchet, & se trouve à la récolte pour le Cultivateur, pour le Propriétaire, & pour l'Etat.

Si l'on demande ensuite pourquoi tout un Royaume où l'Agriculture iroit ce train-là, ne se trouve pas entiérement en friche au bout de huit ans : c'est que la spoliation dont nous parlons, est un désordre de distribution arbitraire & successif qui ne ruine pas tous les Fermiers en même temps; c'est une multitude de vers qui rongent en détail les racines des plantes d'un jardin, & qui, avec le temps, détruisent enfin le potager. Je puis encore répondre, qu'il ne fut jamais de plus barbares spoliateurs, entre ceux du moins qui agissent par la force ouverte, que le furent autrefois les Huns. Quand, après les avoir repoussés, on parvint à forcer leur retraite dans la Pannonie, on trouva des trésors accumulés derriere leurs barrieres; & quoique ces trésors fussent bien peu de chose auprès de ce qu'ils avoient détruit de richesses dans l'Europe entiere, ils étoient immenses néanmoins par comparaison avec le peu qui en restoit ailleurs. Ainsi toute spoliation suppose un repaire, où s'amoncelent les débris enlevés par les dévastations. En supposant que ces dévastations eussent été d'espece à donner une tournure civile à la spoliation, la jouissance des fruits qui en résulteroient seroit permise & d'usage aux lieux du séjour des spoliateurs; & si ce séjour étoit au centre de l'Etat dévasté, la consommation & les dépenses en tout genre de ses habitants entretiendroient nécessairement la vivification de sa banlieue, & y soutiendroient

droient encore quelque temps la grande culture.

Il arriveroit même que cette banlieue étant employée à la production des choſes de premier beſoin, la délicateſſe & le ſuperflu des habitants feroient chercher au loin des produits de ſecond beſoin. Le Soleil ne ſe dérange pas comme l'équation des produits; il produiroit des huiles dans une des Contrées aſſujetties, des vins exquis dans une autre, égayeroit les Perdrix & les Ortolans ailleurs; & la recherche de toutes ces choſes porteroit des menues branches de vivification aux Contrées dévaſtées.

Ces mêmes branches, ſoit partant de la Capitale, ſoit d'autres entrepôts de ſubſiſtance poſtiche, ſoutiendroient, au milieu de nombreuſes friches ou landes, quelques portions de territoire dans l'état de rapport de vingt pour cent des avances de la Culture, tandis qu'on trouveroit encore des parties en grande Culture dans les Cantons deſtinés à la conſommation directe du ſéjour principal.

En ſuppoſant, dis-je, la ſpoliation civile & graduelle, ce ſéjour principal s'appelleroit Capitale. Or on voit par les inductions ci-deſſus quelle ſeroit la mal-adreſſe de ceux qui prétendroient rétablir les choſes trouvées en cet état, en ſurchargeant la Capitale, & qui ſuppoſeroient que cette ſurcharge ſoulageroit les autres parties, & y feroit réfluer les hommes à qui la ſubſiſtance ſeroit ſouſtraite dans la Capitale. Ils périroient plutôt aux portes que de retourner

dans des déserts, où l'indigence ne peut trouver de ressources dans la Culture, qui périt elle-même par l'indigence des habitants que la misere chasse des campagnes; & la surcharge de la Capitale ne seroit alors qu'un dessèchement de sa banlieue, & des menues branches de vivification qui résulteroient de la dépense des habitants, & qui s'étendoient au loin.

Plus mauvais encore seroit le système de celui qui, voyant l'Etat épuisé, & n'ayant d'autre ressource qu'une richesse fictive & qui n'auroit plus de cours, voudroit décréditer & abymer cette richesse dévorante, avant de s'en être procuré d'autres: semblable à un Médecin ignorant, qui, traitant une maladie pédiculaire, croiroit guérir son malade en étant attentif à écraser la vermine qui sort de tous ses pores, & qui cause son épuisement. Il faut traiter la masse du sang, lui rendre sa consistance & sa circulation naturelle, & les poux disparoîtront. Ainsi quand un Etat est pauvre & accablé, il faut porter du secours à l'Agriculture, soulager cet Etat des entraves sans nombre dont on lie les utiles agents de ce travail privilégié, honorer la profession, veiller à ses succès, & sur-tout déterminer, autant qu'il est possible, par tous moyens moraux, les gens éclairés à tourner de ce côté-là leurs études & leurs richesses, en provoquant leur intérêt par la sûreté dans leurs dépenses, & par les grands profits que doivent procurer de riches entreprises. Montrez à ces riches Bourgeois inutiles, à cette multitude de Marchands détailleurs, de Gratepapiers, d'Agioteurs, de sous-Financiers, dont

les Villes ſont ſurchargées, & à tant d'autres réfugiés dans les Cités, pour ſauver leur petite fortune des dangers de l'impôt arbitraire & dévorant qui déſole les habitants des campagnes; montrez, dis-je, à ces Bourgeois avides de gain, les tréſors renfermés dans le ſein de la terre; protégez leurs entrepriſes, leurs dépenſes & leurs travaux, ils iront fertiliſer vos champs. D'ailleurs les poſſeſſeurs des terres, ſur-tout les Grands du Royaume, doivent s'attacher à favoriſer le ſuccès de la Culture de ce patrimoine précieux qui doit aſſurer leur état & leurs richeſſes, & les délivrer du beſoin de chercher d'autres reſſources moins dignes de leur rang & moins avantageuſes à l'Etat. Par des moyens ſi bien combinés & ſi certains, vous ramenerez dans les campagnes cette opulence qui eſt la ſource des grands revenus des Propriétaires & du Souverain.

Nous venons de voir une conduite bien oppoſée, dans la marche rapide des déſordres de la ſpoliation, démontrée dans le Tableau. Voilà comment un Etat en vient au point de ne retirer plus en produit que le vingt pour cent des avances de ſa Culture, ſans que cette ſpoliation provienne d'aucune malice humaine, mais ſeulement d'une erreur capitale dans les principes. Heureux encore que la modération du Gouvernement l'arrête au moment du cri univerſel dans les opérations ſouvent les plus néceſſaires, & nullement diſproportionnées avec l'opinion qu'il doit avoir de ſes forces primitives! Sans quoi le meilleur des territoires deviendroit tout-à-coup auſſi ſtérile que les ſables

de Lybie. C'eſt dans l'état du produit de vingt pour cent que nous allons préſenter les ſuites de la dégradation d'une Culture arrivée à un tel degré de dépériſſement.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Conſidéré dans le dépériſſement de la Culture, & dans ſes effets relativement à la Population.

C'Eſt ici le Chapitre qui m'a d'abord fait connoître, & dans lequel j'avois néanmoins fondamentalement erré. J'avois conſidéré la population comme la ſource des revenus; un plus habile m'a heurté de front. J'ai été aſſez heureux pour écouter, & il m'a appris que ce ſont au contraire les revenus qui ſont la ſource de la population. Si je n'ai pas refondu ſur cette notion mon premier Ouvrage, c'eſt que par le poids ſeul de la vérité, je m'étois de moi-même redreſſé ſans guide dans la ſuite de ce même ouvrage; c'eſt encore qu'il m'a paru au fond peu important de tâcher de déguiſer que j'avois erré; c'eſt enfin que j'ai compris que les occaſions de rendre hommage à la vérité ſe retrouveroient: elles n'ont pas tardé. Je l'ai déja fait dans le diſcours ſur l'Agriculture, qui précede ceci. Je vais raiſonner & calculer maintenant le démenti de mes trophées.

Dans l'hypotheſe de Tullus Hoſtilius, Roi d'un Pays où chaque famille avoit un arpent de terre, pour en faire des choux & des raves,

TABQUE,

Consi, & dans les ef

DÉNSES
PROLES
es
à l'Agie, &c.

AVELLES
Pes dépen-

600 *l.* 0- 0	300 *l.* 0- 0
[illegible]	0- 2-11
. . .	. . .
. . .	. . .
0- 1- 5	0- 1- 5
&c.	

REPRO*v.* De plus, les avances ann s primitives du Laboureur, est de 1065 *liv.* au lieu de 1 mier est chargé par son bail & de l'Impôt spoliatif arbi eprises annuelles 480 *liv.* reprises & ses avances anne qu'en dépensant ses avant de trois ans, & la terre est te culture, où le Propriétai les dépenses & les gains, le inuent dans la même propo

TABLEAU ÉCONOMIQUE,

Considéré dans le dépérissement de la Culture, & dans les effets de tout genre qui en résultent.

DÉPENSES PRODUCTIVES relatives à l'Agriculture, &c.	DÉPENSES DU REVENU, l'Impôt & la Dixme, qui se partagent aux dépenses productives & aux dépenses stériles.	DÉPENSES STÉRILES relatives à l'Industrie, &c.
AVANCES ANNUELLES pour produire un revenu de 600 *liv.* sont 600 *l.*	REVENU annuel de	AVANCES ANNUELLES pour les Ouvrages des dépenses stériles, sont,
600 *l.* 0- 0 produisent net	600 *l.* 0- 0	300 *l.* 0- 0
PRODUCTIONS.	Dans le cas d'un Impôt ou de perte dans la vente des denrées, le produit net étant réduit à 20 pour 100.	OUVRAGES, &c.
300 *l.* 0- 0 reproduisent net	60 *l.* 0- 0	300 *l.* 0- 0
150 *l.* 0- 0 reproduisent net	30 *l.* 0- 0	150 *l.* 0- 0
75- 0- 0 reproduisent net	15- 0- 0	75- 0- 0
37-10 *s.* 0 reproduisent net	7-10 *s.* 0	37-10 *s.* 0
18-15- 0 reproduisent net	3-15- 0	18-15- 0
9- 7- 6 *d.* reproduisent net	1-17- 6 *d.*	9- 7- 6 *d.*
4-13- 9 reproduisent net	0-18- 9	4-13- 9
2- 6-10 reproduisent net	0- 9- 4	2- 6-10
1- 3- 5 reproduisent net	0- 4- 8	1- 3- 5
0-11- 8 reproduisent net	0- 2- 4	0-11- 8
0- 5-10 reproduisent net	0- 1- 2	0- 5-10
0- 2-11 reproduisent net	0- 0- 7	0- 2-11
0- 1- 5 reproduisent net &c.	0- 0- 3	0- 1- 5

REPRODUIT TOTAL produit pour le revenu, n'est que 120 *liv.* De plus, les avances annuelles de 600 *liv.* l'intérêt des avances annuelles & des avances primitives du Laboureur, de 345 *liv.* que la terre restitue. Ainsi, la réproduction totale est de 1065 *liv.* au lieu de 1545 *liv.* comme dans le premier Tableau. Sur 1065 *liv.* ce Fermier est chargé par son bail de payer 600 *liv.* de fermage, (abstraction faite de la Dixme & de l'Impôt spoliatif arbitraire, dont il est chargé aussi.) Il perd sur ses avances & ses reprises annuelles 480 *liv.* & ne retire que 465 *liv.* L'année suivante, il perd toutes ses reprises & ses avances annuelles; la troisiéme année, il ne peut plus continuer sa culture qu'en dépensant ses avances primitives, & il est forcé d'abandonner sa Ferme au bout de trois ans, & la terre est éfruitée. Alors, au défaut de Fermier, elle tombe en petite culture, où le Propriétaire perd au moins les neuf dixiémes de son revenu : l'impôt, les dépenses & les gains, le prix de la valeur fonciere de la Terre, le pécule, &c. diminuent dans la même proportion.

comme l'on dit, ſi la guerre d'ailleurs qui peut fournir un revenu en rapine, lui eût été prohibée, je doute qu'il eût pu diſputer de dignité avec un Commandeur de Négres, qui, indépendamment de leur étroite ſubſiſtance, fourniſſent à leur maître un revenu par leur travail en un genre de denrées dont la récolte eſt précieuſe.

Nous voyons dans le Tableau, que rien ne peut aller que par le revenu, que c'eſt lui qui donne le branle à toute la circulation. Mais le revenu ne peut s'obtenir que par de grandes avances, & les avances elles-mêmes ne peuvent rentrer qu'au moyen de ce que le produit a touché barre à la colonne des revenus.

En effet la multiplicité & la diverſité des différentes profeſſions des hommes, eſt non-ſeulement un avantage relativement aux commodités de la vie, auxquelles chacune de ces profeſſions eſt employée à part ſoi, mais encore en ce qu'elle attribue la qualité de richeſſe à des produits inutiles à telle maniere d'être, & néceſſaires à telle autre. On n'auroit pas beſoin de bois de conſtruction, s'il n'y avoit pas de navires, ni d'huiles fortes, s'il n'y avoit ni peintures ni ſavon.

Il faut ſe rappeller que la propriété uſuelle des choſes leur donne la qualité de *biens*, mais qu'il n'y a que leur valeur vénale qui leur attribue celle de *richeſſes*. L'eau, le bois, le gibier, les fruits de la terre, &c. ſont des biens;

mais l'excédent de ce qu'en peut consommer celui qui les possede, n'est richesse que quand le débit lui donne une valeur vénale.

C'est la valeur vénale qui forme l'Etat relatif des richesses entre les Nations, entre les différentes Provinces d'un même Royaume, entre toutes les branches de Commerce avec l'Etranger & avec les diverses Provinces d'un Etat. Sans la convenance relative du prix des productions, il n'y a plus d'ordre de richesses qui contre-balance les effets d'un Commerce réciproque, qui décide de la puissance relative des Nations, qui regle les produits des biens fonds & la quotité de l'impôt qu'ils doivent au Souverain. C'est donc la valeur vénale des productions du sol qui doit attirer toute l'attention du Gouvernement dans un Royaume Agricole; il ne doit pas envisager les productions du côté de l'usuel, car l'usuel ne manque jamais dans les Nations riches. Mais, faute de valeur vénale, les avances qui font naître les productions se détruisent, les productions s'anéantissent, l'indigence éteint toutes les professions lucratives du Peuple des Villes, & réduit les habitants des Campagnes au travail ingrat de la petite Culture où ils consomment le foible produit que fournit cette Culture.

C'est le revenu qui fait aller toutes les professions : c'est donc lui qui crée & excite toutes les demandes, qui donne la qualité de richesses à tous les produits quelconques, & ce sont les richesses qui font la rentrée des avances nécessaires pour procurer le produit.

Un Auteur, qui, au commencement du siecle, a écrit ses observations sur la Culture d'un grand Royaume, remarque que les avances ne produisoient du fort au foible, l'impôt sur le Laboureur compris, qu'environ vingt pour cent, qui se distribuoient à la dîme, à l'impôt, au Propriétaire, distraction faite des reprises annuelles du Laboureur. Ainsi *deficit* de quatre cinquiemes sur le produit net des avances, avec la perte sur l'emploi & le revenu des terres qui suppléoient elles-mêmes aux fraix d'une pauvre Culture, & qu'on laissoit en friche alternativement pendant plusieurs années, pour les réparer & les remettre en état de produire un peu de récolte : alors la plus grande partie des habitants étoit dans la misere, & sans profit pour l'Etat; car *tel est le produit net des avances au delà des dépenses, tel est aussi le produit net du travail des hommes qui le font naître : & tel est le produit des biens fonds, tel est les produit net pour le revenu, pour l'impôt, & pour la subsistance des différentes classes d'hommes d'une Nation.* Ainsi plus les avances sont insuffisantes, moins les hommes & les terres sont profitables à l'Etat. Les colons qui subsistent misérablement d'une Culture ingrate, ne servent qu'à entretenir infructueusement dans la Campagne la population d'une pauvre Nation.

C'est dans cet état de Culture que je présente ici le Tableau. On y voit dans quelle langueur un tel produit jette toute la circulation d'un Etat; ce que devient alors la circulation réelle, en comparaison de ce qu'elle

pourroit être ; & comme il eſt impoſſible d'établir un Etat de langueur permanent, on voit combien une Nation, qui en eſt là, eſt près de ſon terme, relativement à ſa qualité de Nation Agricole : un Commerce défavorable pourroit la ſoutenir en apparence encore quelque temps : mais qui de maître ſe fait valet, ſera bientôt chaſſé de cette claſſe même par les deſſervants naturels d'un tel emploi.

La Population deſcend néceſſairement cette échelle de dégradation ; car l'homme ne tient point à la terre, il cherche de l'emploi pour y trouver ſa ſubſiſtance. Fouir la terre eſt la pénitence de l'homme, & n'eſt point ſon emploi : le gain l'excitera toujours à la ſillonner à l'aide des animaux ſerviles ; mais vous qui voulez avoir nombre d'hommes, offrez-leur d'autres emplois, & procurez-vous, par une forte & bonne Culture, des revenus pour foudroyer ces emplois.

L'idée dominante de la guerre dans les Nations fait penſer que la force des Etats conſiſte dans une grande Population ; mais la partie militaire d'une Nation ne peut ni ſubſiſter, ni agir, que par la partie contribuable. Suppoſeroit-on que les grandes richeſſes d'un Etat s'obtiennent par l'abondance des hommes ? Mais les hommes ne peuvent obtenir & perpétuer les richeſſes que par les richeſſes, & qu'autant qu'il y a une proportion convenable entre les hommes & les richeſſes.

Une Nation croit toujours qu'elle n'a pas

assez d'hommes, & on ne s'apperçoit pas qu'il n'y a pas assez de salaire pour soutenir une plus grande population, & que les hommes sans fortune ne sont profitables dans un Pays, qu'autant qu'ils y trouvent des gains assurés pour y subsister par leur travail.

Au défaut de gains ou de salaire, le bas Peuple des campagnes peut à la vérité faire naître, pour se nourrir, quelques productions de vil prix, qui n'exigent pas de dépenses ni de longs travaux, & dont la récolte ne se fait pas attendre long-temps; mais ces hommes, ces productions, & la terre où elles naissent, sont nuls pour l'Etat.

Il faut pour tirer de la terre un revenu, que les travaux de la campagne rendent un produit net au delà du salaire payé aux Cultivateurs; car c'est ce produit net qui fait subsister les autres classes d'hommes nécessaires dans un Etat. C'est ce qu'on ne doit pas attendre des hommes pauvres, qui labourent la terre avec leurs bras ou avec d'autres moyens insuffisants; car ils ne peuvent que se procurer à eux seuls leur subsistance en renonçant à la Culture du bled, qui exige trop de temps, trop de travaux & trop de dépenses pour être exécutée par des hommes dénués de facultés, & réduits à tirer leur nourriture de la terre par le seul travail de leurs bras. Ce n'est donc pas à de pauvres Paysans que vous devez confier la Culture de vos terres : ce sont les animaux qui doivent labourer & fertiliser vos champs; c'est la consommation, le débit, la facilité & la liberté du Com-

merce intérieur & extérieur qui assurent la valeur vénale, qui forment vos revenus.

Ce sont des hommes riches que vous devez charger des entreprises de la Culture des terres & du Commerce rural pour vous enrichir, pour enrichir l'Etat, pour faire renaître des richesses intarissables par lesquelles vous puissiez jouir largement des produits de la terre & des arts, entretenir une riche défense contre vos ennemis, & subvenir avec opulence aux dépenses des travaux public pour les commodités de la Nation, pour la facilité du Commerce de vos denrées, pour les fortifications de vos frontieres, pour l'entretien d'une Marine redoutable, pour la décoration du Royaume, pour procurer aux hommes de travail des salaires & des gains qui les attirent, & qui les retiennent dans le Royaume.

Ainsi le Gouvernement politique de l'Agriculture & du Commerce de ses productions, est la base du ministere des Finances, & de toutes les autres parties de l'administration d'une Nation Agricole.

Les grandes armées ne suffisent pas pour former une forte défense; il faut que le Soldat soit bien payé pour qu'il puisse être bien discipliné, bien exercé, vigoureux, de bonne volonté, content & courageux.

La guerre sur terre & sur mer emploie d'autres moyens que la force des hommes, & exige d'autres dépenses bien plus considérables que celles de la subsistance des Soldats : ainsi ce

ſont bien moins les hommes que les richeſſes qui ſoutiennent la guerre ; car tant qu'on a des richeſſes pour bien payer les hommes, on n'en manque pas pour réparer les armées.

Plus une Nation a de richeſſes pour faire renaître annuellement les richeſſes, & moins cette reproduction annuelle occupe d'hommes ; plus elle rend de produit net, & plus le Gouvernement a d'hommes à ſa diſpoſition pour le ſervice & les travaux publics : plus il y a de ſalaire pour ſubſiſter, plus ces hommes ſont utiles à l'Etat par leur emploi & par leurs dépenſes qui font rentrer leur paie dans la circulation.

Les batailles gagnées où l'on ne tue que des hommes, ſans cauſer d'autres dommages, affoibliſſent peu l'ennemi, ſi le ſalaire des hommes qu'il a perdus lui reſte, & s'il eſt ſuffiſant pour attirer d'autres hommes. Une armée de cent mille hommes bien payés eſt une armée d'un million d'hommes ; car toute armée où la ſolde attire des hommes ne peut être détruite ; c'eſt alors aux Soldats à ſe défendre courageuſement. Ce ſont eux qui ont le plus à perdre ; car ils ne manqueront pas de ſucceſſeurs bien déterminés à affronter les dangers de la guerre. C'eſt donc la richeſſe qui ſoutient l'honneur des armes & qui recrute les armées ; à plus forte raiſon eſt-ce elle qui maintient & qui étend toute autre ſorte de population. Qu'on jette de nouveau les yeux ſur le Tableau, pour le conſidérer en l'état de revenus & d'induſtrie où le réduit une infructueuſe Culture, & qu'on juge quelle en doit être la population, alors que

tout le territoire n'y offrira d'autre subsistance aux humains que le triste & casuel nécessaire attribué à la classe la plus pauvre des manœuvres d'une Cultivation qui ne peut fournir de produit net.

Voyons maintenant si l'argent, dont on a tant d'opinion, peut à cet égard suppléer à la vraie richesse.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

*Considéré dans ses dérangements relativement au pécule.**

.... Parvis componere magna solebam.

NOus nous sommes accoutumés à calculer individuellement les richesses des Etats; & parce qu'un particulier qui a de l'argent, a tous ou presque tous les biens physiques à sa portée, nous avons cru qu'il en étoit de même d'une Nation. Mais si ce particulier, garde du trésor, étoit assis sur ses coffres au milieu d'un désert, il mourroit de faim, de froid, & de misere auprès de son trésor, qu'il auroit payé par d'autres richesses : (car l'argent s'achete, & on ne peut en avoir qu'à raison des richesses que l'on a pour le payer) ainsi acquérir de l'argent n'est pas s'enrichir, ce n'est que changer de richesses. Preuve donc que c'est le voisinage des autres biens & leur échange avec cette marchandise, qui lui donne la qualité de

* *Voyez le Tableau page* 131.

richeſſe. Quand le riche, ſuppoſé ci-deſſus, preſſé de la néceſſité, auroit des millions, ſi deux perſonnes s'approchoient & lui offroient, l'une du pain & l'autre de l'eau au prix de toute ſa chevance, il ſe verroit dépouillé, & ſa miſere ne ſeroit retardée que d'un jour.

Ce particulier repréſente vraiment un Etat qui a perdu ſon produit; avec cette différence, que je lui laiſſe l'or du moins, ce qui ne peut avoir lieu pour une Nation qui n'a plus de fonds de richeſſe, à moins qu'elle ne reçoive l'argent directement des mines.

L'argent monnoyé, cette richeſſe qui eſt payée par d'autres richeſſes, n'eſt dans la Nation qu'*un gage intermédiaire entre les ventes & les achats*, qui ne contribue plus à perpétuer les richeſſes dans un Etat lorſqu'il eſt detenu hors de la circulation, & qu'il ne rend plus richeſſe pour richeſſe. Alors plus il s'accumuleroit, plus il coûteroit de richeſſes qui ne ſe renouvelleroient pas, & plus il appauvriroit la Nation.

L'argent n'eſt donc qu'une richeſſe active, qui n'eſt réellement profitable dans un Etat qu'autant qu'il rend continuellement richeſſe pour richeſſe; parce que la monnoie n'eſt par elle-même qu'une richeſſe ſtérile qui n'a d'autre utilité dans une Nation, que ſon emploi pour les ventes & les achats, & pour le payement des revenus & de l'impôt, qui le remettent dans la circulation; en ſorte que le même argent ſatisfait tour à tour & continuellement

à ces payements & à ſon emploi dans le Commerce.

Ainſi la maſſe du pécule d'une Nation Agricole ne ſe trouve qu'à peu près égale au produit net ou revenu annuel des biens fonds; car dans cette proportion il eſt plus que ſuffiſant pour l'uſage de la Nation : une plus grande quantité de finance ne ſeroit point une richeſſe pour l'Etat. Car quoique l'impôt ſoit payé en argent, ce n'eſt pas l'argent qui le fournit, ce ſont les richeſſes du ſol qui renaiſſent annuellement; c'eſt dans les richeſſes renaiſſantes, & non, comme penſe le vulgaire, dans le pécule de la Nation, que conſiſte la proſpérité & la force d'un Etat.

On ne ſupplée point au renouvellement ſucceſſif de ces richeſſes par le pécule; mais le pécule eſt facilement ſuppléé dans le Commerce par des engagements par écrit, aſſurés par les richeſſes qu'on poſſede dans le Pays, & qui ſe tranſportent chez l'Etranger.

L'avidité de l'argent eſt une paſſion vive dans les particuliers, qui oublient qu'il faut l'acheter, parce qu'ils ſont indiſcrétement avides de la choſe qui repréſente les autres richeſſes: mais cette ſorte d'avidité, diſtraite de ſon objet, ne doit pas être la paſſion de l'Etat.

La grande quantité d'argent n'eſt à deſirer dans un Etat, qu'autant quelle y eſt porportionnée au revenu, & qu'elle marque par-là une opulence perpétuellement renaiſſante, dont

la jouissance est effective & bien assurée. Telle étoit sous Charles V. dit le sage, l'abondance de l'argent qui suivoit l'abondance des autres richesses du Royaume. On peut en juger par celles qui sont détaillées dans l'Inventaire immense de ce Prince, indépendamment d'une réserve de vingt-sept millions (près de deux cents cinquante millions, valeur actuelle de notre monnoie,) qui se trouva dans ses coffres; ces grandes richesses sont d'autant plus remarquables, que le tiers du Royaume de France, tel qu'il étoit alors, ne rapportoit rien au trésor.

L'argent n'est donc pas la véritable richesse d'un Etat, la richesse qui se consomme & qui renaît continuellement; car l'argent n'engendre pas de l'argent. Un écu bien employé peut à la vérité faire naître une richesse de deux écus; mais c'est la richesse acquise par l'argent, & non pas l'argent, qui s'est multiplié. C'est seulement en rendant richesse pour richesse, que l'argent fait renaître les richesses. Ainsi l'argent ne doit pas séjourner dans des mains stériles.

Il n'est donc pas aussi indifférent qu'on le croit pour l'Etat, que l'argent passe dans la poche de Pierre ou de Paul; car il est essentiel qu'il ne soit pas enlevé à celui qui l'emploie au profit de l'Etat. Mais à parler rigoureusement, l'argent, qui a cet emploi dans la Nation, n'a point de Propriétaire; il appartient aux besoins de l'Etat, lesquels le font circuler pour la réproduction des richesses qui font subsister

la Nation, & qui fourniſſent le tribut au Souverain.

Il ne faut pas confondre cet argent avec la finance dévorante, qui ſe trafique en prêts à intérêts, & qui élude la contribution que tout revenu réel doit à l'Etat.

L'argent de beſoin a, dis-je, chez tous les particuliers une deſtination à laquelle il appartient déciſivement. Celui qui eſt deſtiné au payement actuel de l'impôt, appartient à l'impôt; celui qui eſt deſtiné au beſoin de quelque achat, appartient à ce beſoin; celui qui vivifie l'Agriculture, le Commerce & l'Induſtrie, appartient à cet emploi; celui qui eſt deſtiné à payer une dette échue ou prête à écheoir, appartient à cette dette, &c. & non à celui qui le poſſede. C'eſt l'argent de la Nation; perſonne ne peut le prêter, parce qu'il n'appartient à perſonne.

C'eſt cependant cet argent diſperſé qui forme la principale maſſe du pécule d'un Royaume vraiment opulent, où il eſt toujours employé à profit pour l'Etat. On n'héſite pas même à le vendre à plus haut prix qu'il n'a coûté, c'eſt-à-dire, à le laiſſer paſſer chez l'Etranger pour des achats de marchandiſes, où l'on trouve un gain aſſuré; & l'Etranger n'ignore pas non plus les avantages de ce Commerce, où le profit décide des échanges de l'argent en marchandiſes, & des marchandiſes en argent. Car partout l'argent & les marchandiſes ne ſont richeſſes qu'à raiſon de leur valeur vénale.

L'ar-

L'argent qui eſt oiſif, qui ne peut renaître, eſt un petit objet bientôt épuiſé par les emprunts un peu multipliés.

Cependant c'eſt toujours l'argent qui fait illuſion au Peuple ; c'eſt cet objet uniquement que le vulgaire regarde comme la richeſſe de la Nation, & comme une grande reſſource dans les beſoins de l'Etat, même d'un grand Etat, qui ne peut être réellement opulent que par le produit net des richeſſes qui renaiſſent annuellement de ſon territoire ; c'eſt ce produit qui, pour ainſi dire, fait renaître l'argent, en le renouvellant, & en accélérant continuellement ſa circulation.

D'ailleurs, quand un Royaume eſt riche & floriſſant par le Commerce de ſes productions, il a, par ſes correſpondances, des richeſſes dans les autres Pays, & le papier lui tient lieu partout d'argent.

L'abondance & le débit de ſes productions lui aſſure donc par-tout l'uſage du pécule des autres Nations ; & dans un Royaume bien cultivé, jamais l'argent ne manque pour payer au Souverain & aux Propriétaires les revenus fournis par le produit net des denrées commerçables, qui renaiſſent annuellement de la terre. Mais quoique l'argent ne manque point pour payer ces revenus, il ne faut pas prendre le change, & croire que les revenus de l'Etat puiſſent être impoſés ſur l'argent.

Les vues du Gouvernement ne doivent donc

pas s'arrêter à l'argent; elles doivent s'étendre plus loin, & se fixer à l'abondance & à la valeur vénale des productions de la terre pour accroître les revenus. C'est dans cette partie de richesses visibles & annuelles que consiste l'opulence & la domination du Monarque, & la prospérité de la Nation; c'est elle qui fixe & qui attache les sujets au sol.

L'argent, l'industrie, le Commerce mercantile & de trafic, ne forment qu'un domaine postiche & indépendant, qui, sans les richesses du sol, ne constitueroit qu'un Etat républicain. Constantinople même, qui n'en a pas le Gouvernement, mais qui est réduit aux richesses mobiliaires du Commerce de trafic, a, au milieu du despotisme, le génie & l'indépendance de la République dans ses correspondances & dans l'état libre de ses richesses de Commerce.

Dépouillons donc l'argent de toutes les propriétés que le préjugé lui attribue; elles sont idéales quant à l'intrinseque, & elles n'ont de réel que notre erreur d'attacher à la chose l'effet qui lui est étranger, comme si l'on attribuoit au fouet la vertu de tirer une voiture, parce qu'il fait aller six chevaux qui l'enlevent rapidement; transportez le fouet entre six arbres, & rien n'ira. De même nous voyons l'argent faire des miracles aux lieux où le troc des besoins est en vigueur. Cette homme à Paris n'a que de l'or, demain il aura vaisselle, valets & un bon repas; mais posez-le dans une Province, il faut qu'il remette les conviés à un mois delà pour avoir le temps de

faire venir le tout des lieux où ces choſes ſe trouvent.

L'argent n'eſt donc richeſſe que par une valeur d'échange : il ne ſauroit avoir cette valeur qu'à raiſon du beſoin, & le beſoin de l'argent eſt relatif au troc; il n'y en a donc dans un Etat qu'autant qu'il y a de circulation de richeſſes & de beſoins, ou du moins on peut dire de tout le reſte :

Mettez une pierre à la place,
Elle vous vaudra tout autant.

Cela poſé, qu'on revienne ſur le Tableau dans l'état malheureux où l'a réduit une chétive Culture, qui ne rapporte que le vingt pour cent des avances, & qu'on voie où s'étend la circulation, & à quel point elle eſt rétrecie; on jugera dès-lors de la ſomme du pécule, qui dans un tel Pays ſera véritablement au ſervice du Public.

A la vérité une Nation détériorée à ce point-là quant à ſon fond, peut dans certains Cantons de ſon territoire ſervir de retraite à quelques Communes ſindiquées de Commerçants, dont l'induſtrie va chercher le mouvement au dehors, & donne encore un peu d'action à ſa banlieue; & il peut s'accumuler parmi ces Commerçants quelques fortunes pécuniaires, au préjudice de la réproduction annuelle des richeſſes. Les déprédations dans les perceptions des levées du fiſc peuvent amonceler des réſerves de pécule, *reſtes infortunés du plus beau*

ſang de la Nation, fortunes frappantes à des yeux choqués de ce qu'elles ont de déplacé, mais qui ne ſont rien au fond auprès des richeſſes qu'elles ont anéanties dans un grand Etat. C'eſt là de l'argent en un mot; mais cet argent ne s'eſt accumulé que parce qu'il a été ſouſtrait aux dépenſes de production, & qu'il ne trouvoit pas place dans la circulation, qui ne peut en recevoir qu'au prorata des richeſſes circulantes & renaiſſantes, & qui doivent être repréſentées, conſommées, reproduites : il ne peut, dis-je, entrer dans cette circulation diminuée à ſa ſource, que quand l'argent circulant en aura été repompé, quand il manquera, & que le beſoin extrême forcera à le remplacer, en le rachetant ſi cherement que ce ne ſera qu'un ſecours ruineux.

Cet accident arrive promptement dans une Nation qui ſe voit privée de ſes richeſſes renaiſſantes, & à peu près ſemblable à l'homme que j'avois placé tout à l'heure dans le déſert. Il faut alors avoir recours aux maſſes de réſerve; mais elles ne ſont au ſervice de l'Etat qu'en les prêtant à la petite ſemaine, & encore ſur des gages : cela ſe voit tous les jours. Mais le colon n'eſt point emprunteur; car les emprunts le ruineroient, ou du moins, il faudroit que les intérêts de l'emprunt fuſſent pris ſur le produit net au préjudice du Propriétaire & de l'impôt; car autrement ils détruiroient les repriſes annuelles & les reſſources du Fermier. Ainſi le Fermier ne peut établir avec ſûreté ſon entrepriſe que ſur ſes propres richeſſes; delà vient que la ruine des Fermiers eſt la ruine de la Cul-

ture, la ruine des Propriétaires & de l'Etat, lors même que le Financier, l'Uſurier & l'Agioteur ſont dans l'opulence ; mais cette opulence n'eſt qu'un reſte des richeſſes que les incendiaires ont dérobées à la reproduction.

Tel eſt le point de vue ſous lequel il faut enviſager le pécule dans un Etat ; & telle eſt toute ſon influence totalement impropre à régénérer une Nation qui néglige, étouffe & laiſſe anéantir ſon produit.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Conſidéré dans ſes dérangements relativement à la Police *

NOus continuons à préſenter le Tableau dans l'état de dépériſſement où l'a mis la petite & mauvaiſe Culture, puiſque nous allons traiter des cauſes de la miſere qui l'a réduite à ce dépériſſement, qui lui-même s'accroît auſſi par ſa propre progreſſion.

Pour peu qu'on ſoit maintenant accoutumé à raiſonner d'après le Tableau, on ſentira aiſément que les cauſes morales peuvent, ainſi que les cauſes phyſiques, emporter l'équilibre des dépenſes, & en augmentant le reverſement du côté de la claſſe ſtérile, ſécher d'autant la ſource des revenus.

On ſent, par exemple, que les fraix de juſ-

* *Voyez le Tableau page* 131.

tice doivent être rangés ſans doute dans la claſſe des dépenſes ſtériles, & que tout ce qui hauſſe ces fraix, eſt, par cela même, une cauſe de dépériſſement. Delà s'enſuit que ſi le régime du Gouvernement d'une Nation étoit tourné de maniere qu'il fallût que tout Propriétaire foncier ou précaire fût forcé de ſe déplacer ſans ceſſe, pour obtenir ou juſtice ou injuſtice, ou faveur ou avancement, &c. les fraix de toutes ces néceſſités de la vie civile ſeroient autant de ſurpoids dans la balance du côté des dépenſes ſtériles, & par conſéquent d'allégement & de privation du côté des dépenſes productives. Si encore les mœurs lâches & détendues prenoient le deſſus dans la ſociété, de maniere que tout reſpect de hiérarchies domeſtiques ſe perdant, la jeuneſſe devînt l'arbitre des dépenſes privées, il y a apparence qu'elles ſe trouveroient verſer au double du côté des dépenſes ſtériles de luxe & de fantaiſie, au lieu que la vieilleſſe prévoyante a les goûts plus portés du côté de l'utilité; & ce mal, devenu général, cauſeroit, par la multitude des coopérants, un dépériſſement très-conſidérable.

Si les Loix concouroient à ce mal par la connivence, même involontaire, de leurs interpretes; ſi la Police, ſous prétexte de prévoir tout, émancipoit de fait l'enfant du joug du pere, le domeſtique de celui du maître; ſi elle provoque les dépenſes ſtériles, dans l'idée d'accroître les gains des Marchands détailleurs & des artiſans du luxe; ſi elle livre les habitants des campagnes au mépris & à l'oppreſſion, pour ruiner la Culture par l'aviliſſement & l'indi-

gence; si elle favorise la multiplication des procédures, pour grossir l'impôt du papier timbré & multiplier les terribles agents de la chicane; si elle fait baisser le prix des denrées du crû, pour soutenir les manufactures; si elle anéantit le débit, la valeur vénale & la reproduction des denrées par l'imposition sur les denrées, &c. tout autant de dérangements de mœurs, de présage de ruine, de gonflements de dépenses stériles.

C'est ainsi qu'un regard de l'entendement jetté sur le Tableau, peut faire apprécier, en un instant, la valeur réelle de toute Loi, de toute ordonnance civile, même de celles qui paroissent ne devoir avoir que des effets moraux. Cette explication est trop abrégée pour que nous nous étendions davantage à cet égard; revenons sur des points physiqnes de Police, plus particuliérement liés avec notre objet actuel.

Il n'est aucune absurdité que ne puisse avancer l'esprit de recherche, toujours certainement enté sur l'ignorance des principes. Je ne jurerois pas qu'en bien cherchant, on ne trouvât quelque Nation Agricole, où des vues particulieres auroient fait croire pendant un temps qu'il falloit restraindre la Culture des vignes pour augmenter la Culture du bled, dans le temps même où le Commerce extérieur du bled étoit prohibé, où la communication même du Commerce des grains entre les Provinces du Royaume étoit empêchée, où la plus grande partie des terres étoit en friche, parce que la

Culture du bled y étoit limitée à la consommation de l'intérieur de chaque Province du Royaume, & où la dégradation des vignes & l'impôt sur les vins augmentoit de plus en plus les friches.

Il se pourroit qu'alors des Provinces éloignées de la Capital eussent été obligées de faire des représentations pour s'opposer à l'accroissement de la Culture des grains, qui, faute de débit, tomboient dans leur Pays en non-valeur; ce qui causoit la ruine des Propriétaires & des Fermiers, & anéantissoit l'impôt dont les terres étoient chargées. Tout conspiroit donc à la dégradation des deux principales Cultures du Royaume, & à faire tomber de plus en plus les biens fonds en non-valeur; une partie des Propriétaires des terres, au préjudice des autres, tendoit au privilege exclusif de la Culture; funestes effets des prohibitions & des empêchements du Commerce des productions des biens fonds, dans un Royaume où les Provinces se communiquent par les mers & les rivieres, où la Capitale & toutes les autres Villes peuvent être facilement approvisionnées des productions de toutes les parties du territoire, & où la facilité de l'exportation assure le débit du superflu.

La Culture des vignes est la plus riche Culture d'un Pays; car en général le produit net d'un arpent de vigne, évalué du fort au foible, est au moins le double de celui du meilleur arpent de terre cultivé en grains: mais on doit encore remarquer que les fraix compris dans le

produit total de l'une & l'autre Culture, ſont plus avantageux dans la Culture des vignes que dans la Culture des grains, parce que dans la Culture des vignes les fraix fourniſſent avec profit beaucoup plus de ſalaire pour les hommes, & parce que la dépenſe, pour les échalas & les tonneaux, eſt au profit du débit des bois, & que les hommes occupés à la Culture des vignes n'y ſont pas employés dans les temps de la moiſſon, & ſont alors d'une grande reſſource aux Laboureurs pour la récolte des grains.

D'ailleurs cette claſſe d'hommes payés de leurs travaux par la terre, en devenant fort nombreuſe, augmente le débit des bleds & des vins, & en ſoutient la valeur vénale à meſure que la Culture s'étend, & que l'accroiſſement de la Culture augmente les richeſſes; car l'augmentation des richeſſes augmente la population dans toutes les claſſes d'hommes d'une Nation, & cette augmentation de population ſoutient de toutes parts la valeur vénale des produits de la Culture, le revenu des Propriétaires, la dîme & l'impôt.

On doit faire attention que la facilité du Commerce extérieur des denrées du crû delivrées d'impoſitions diſpendieuſes, eſt un grand avantage pour une Nation qui a un grand territoire, où elle peut varier la Culture, pour en obtenir différentes productions de bonne valeur, ſur-tout celles qui ne peuvent pas naître chez les Nations voiſines.

La vente du vin & des eaux-de-vie à l'Etran-

ger étant pour nous un Commerce privilégié, que nous devons à notre territoire & à notre climat, il doit ſpécialement être protégé par le Gouvernement, bien loin d'être aſſujetti à des impoſitions multipliées en pure perte pour l'impôt même, & trop préjudiciables au débit des productions qui ſont l'objet d'un grand Commerce extérieur, capable de ſoutenir l'opulence du Royaume. L'impôt doit être pur & ſimple, aſſigné ſur le ſol qui produit ces richeſſes; & dans la compenſation de l'impoſition générale, on doit avoir égard à celles dont il faut aſſurer, par un prix favorable, le débit chez l'Etranger: car alors l'Etat eſt bien dédommagé de la modération de l'impôt, par l'influence avantageuſe de ce Commerce ſur toutes les autres ſources de richeſſes du Royaume. Mais n'anticipons pas ſur l'article des impôts.

Ce ſeroit manquer au devoir d'homme, ſi, parlant en général de la Police, j'oubliois de dire un mot encore de ce terrible fléau, l'un des trois dont Dieu donna le choix dans ſa colere à David pécheur, & auquel ce Roi préfera la peſte. Je veux parler de *la Police des grains*. Je ne vois ici qu'en Calculateur.

Si on arrête le Commerce extérieur des grains & des autres productions du crû, on borne l'Agriculture à l'état de la population, au lieu d'étendre la population par l'Agriculture.

La vente des productions du crû à l'Etranger augmente le revenu des biens fonds; cette augmentation de revenu augmente la dépenſe des

Propriétaires ; cette augmentation de dépense attire les hommes dans le Royaume ; cette augmentation de population augmente la consommation des productions du crû ; cette augmentation de consommation & la vente à l'Etranger accelerent de part & d'autre les progrès de l'Agriculture, de la population & des revenus.

Par la liberté & la facilité du Commerce extérieur d'exportation & d'importation, les grains ont constamment un prix égal ; car le prix le plus égal est celui qui a cours entre les Nations commerçantes. Ce Commerce applanit en tous temps l'inégalité casuelle des récoltes des Nations, en apportant tour à tour chez celles qui sont dans la pénurie, le superflu de celles qui sont dans l'abondance, & remet par-tout & toujours les productions & le prix à peu près au même niveau.

C'est pourquoi les Nations commerçantes qui n'ont pas de terres à ensemencer, ont leur pain aussi assuré que celles qui cultivent de grands territoires. La liberté du Commerce, le moindre avantage sur le prix dans un Pays y attire la marchandise, & l'égalité se rétablit continuellement.

Or, il est démontré qu'indépendamment du débit à l'Etranger, & de l'avantage résultant du plus haut prix des denrées, la seule égalité constante du prix augmente de plus d'un sixieme le revenu des terres ; qu'elle accroît & assure les avances de la Culture ; qu'elle évite les chertés excessives qui diminuent la population, &

qu'elle empêche les non-valeurs qui font languir l'Agriculture : au lieu que l'interdiction du Commerce extérieur est cause que l'on manque souvent du nécessaire ; que la Culture, qui est trop mesurée aux besoins de la Nation, fait varier le prix autant que les bonnes & les mauvaises années font varier les récoltes ; que cette Culture limitée laisse une grande partie des terres en non-valeur & sans revenu ; que l'incertitude du débit inquiete les Fermiers, arrête les dépenses de la Culture, fait baisser le prix du fermage ; que ce dépérissement enfin s'accroît de plus en plus, à mesure que la Nation souffre d'une précaution insidieuse qui finit par la ruiner entiérement.

Si, pour ne pas manquer de grains, on s'avisoit d'en défendre la vente à l'Etranger, & d'empêcher aussi les Commerçants de remplir des greniers dans les années abondantes, qui doivent suppléer aux mauvaises années ; d'empêcher de multiplier ces magasins libres, où la concurrence des Commerçants préserve du monopole, procure aux Laboureurs du débit dans l'abondance, & soutient l'abondance dans la stérilité : des principes d'une administration si craintive, & si étrangere à une Nation Agricole, qui ne peut s'enrichir que par le débit & le bon prix de ses productions, il faudroit conclure qu'on devroit aussi restreindre, autant qu'on le pourroit, la consommation du bled dans le Pays, en y réduisant la nourriture du menu Peuple aux pommes de terre, au bled noir, au gland, &c. & qu'il faudroit, par une prévoyance si aveugle & si ruineuse, empêcher

le transport des bleds des Provinces où il abonde, dans celles qui sont dans la disette, & dans celles qui sont dégarnies par des permissions particulieres ou furtives.

Quels abus, quels monopoles cette Police arbitraire & destructive n'occasionneroit-elle pas dans un Royaume! Que deviendroient la Culture des terres, les revenus, l'impôt, & le salaire des hommes, & les forces de la Nation?

Je ne répéterai point ici ce qui a été tant de fois dit en réponse aux préjugés inquiets sur les dangers du haut prix du bled par rapport au bas Peuple; & si les démonstrations sommaires qui résultent de l'explication du Tableau ne suffisent pas, on peut revoir ce que j'en ai dit avec plus d'étendue dans le discours présenté à la Société de Berne, & qui est ci-dessus.

Ceci rentre naturellement dans l'article du Commerce.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

*Considéré dans ses déprédations relativement au Commerce.**

LE Commerce en cela, semblable à la lumiere, ne crée rien, mais donne la vie à tout.

Il faut ici se rappeller ce que nous avons

* *Voyez le Tableau page* 130.

dit de la différence de *biens* à *richeſſes*. On doit diſtinguer dans un Etat les biens qui ont une valeur uſuelle & qui n'ont point de valeur vénale, d'avec les richeſſes qui ont une valeur uſuelle & une valeur vénale. Par exemple, les Sauvages de la Louiſiane jouiſſoient de beaucoup de biens; tels ſont l'eau, le bois, le gibier, les fruits de la terre, &c. qui n'étoient pas des richeſſes, parce qu'ils n'avoient pas de valeur vénale: mais depuis que quelques branches de Commerce ſe ſont établies entre eux & les François, les Anglois, les Eſpagnols, &c. une partie de ces biens a acquis une valeur vénale, eſt devenue richeſſe.

Ainſi *l'adminiſtration d'un Royaume doit tendre à procurer tout enſemble à la Nation, la plus grande abondance poſſible de productions, & la plus grande valeur vénale poſſible*; parce qu'avec de grandes richeſſes, elle ſe procure par le Commerce toute ſorte de biens uſuels, & de l'or & de l'argent dans la proportion convenable à l'état de ſes richeſſes.

On ne doit jamais regarder le Commerce comme un accroiſſement de fonds. Le Commerce réciproque avec l'Etranger rapporte des marchandiſes qui ſont payées par les revenus de la Nation en argent ou en échange; ainſi dans le détail des revenus d'un Royaume, il n'en faut pas faire un objet à part qui formeroit un double emploi. Il en eſt comme des loyers de maiſons & des rentes d'intérêt d'argent: ce ſont pour ceux qui les paient, des dépenſes qui ſe tirent d'une autre ſource, excepté les

rentes placées sur les terres, qui sont assignées sur un fonds productif; mais ces rentes sont compriſes dans le produit du revenu des terres. Ce sont toujours les terres & les avances des Fermiers pour la Culture, qui sont la seule source des revenus des Nations Agricoles; mais ces revenus n'auroient jamais lieu sans la valeur que le Commerce apporte aux produits, & bientôt les produits mêmes seroient bornés à l'étroite consommation du maître.

Le Commerce intérieur est proprement ce qu'on appelle circulation; & la circulation la plus avantageuse est celle qui se borne aux ventes & aux achats de la premiere main : car plus les ventes & les achats des mêmes choses se multiplient entre les Citoyens, plus le Commerce intérieur leur est onéreux. C'est sous ce point de vue qu'on doit considérer l'état de Marchand dans le Commerce intérieur d'une Nation.

Le Commerce extérieur ou d'exportation peut s'étendre, comme on l'a vu dans l'explication du Tableau, environ à un huitieme du produit total annuel des denrées du crû, soit que ce huitieme soit exporté en nature, ou qu'il soit consommé dans le Pays par des artisans qui vendent leurs ouvrages à l'Etranger. Voilà l'idée générale du Commerce d'une Nation Agricole, enviſagé dans son principe, dans son étendue, & dans son utilité.

Le Commerce donne donc la vie & la qualité de richesse aux productions, & par consé-

quent donne l'être aux revenus & à la puiſſance d'une Nation. Mais il ne faut pas confondre dans l'idée qu'on ſe forme de ce grand agent politique, tous ſes menus ſervants, le trafic, le cabotage, la main d'œuvre, la mercerie, &c. ou peu à peu on pouſſeroit l'idolâtrie juſqu'à déifier les inſectes qu'il fait éclorre dans les fanges du Nil, le crédit, la finance circulante, l'agio, &c.

Sans parler de ces derniers qui ne ſont que des évolutions de l'uſure, les autres qui ſont utiles aux Nations privées de territoire, & qui peuvent l'être, chez les Nations Agricoles, au ſurcroît d'une population nombreuſe & proſpere qui n'a que ſon induſtrie pour tout bien, ne méritent pas l'attention directe du Gouvernement. Le ſoin du Chef d'une grande Nation Agricole, qui employeroit ſa puiſſance à rendre ſa Nation excluſivement trafiquante, pourroit être aſſimulé à celui d'un maître qui voudroit mener ſon carroſſe & faire ſes ſouliers, pour épargner les gages d'un cocher & les fraix du cordonnier.

Combien auroit-on évité de guerres dans le ſiecle paſſé, & peut-être en éviteroit-on au futur, en regardant les petites Nations Commerçantes comme les agents du Commerce des grands Etats, & en concevant qu'il eſt plus avantageux à ceux-ci de commercer par l'entremiſe des autres, que de ſe charger eux-mêmes de différentes parties de Commerce, qu'ils exerceroient avec plus de dépenſe, & dont ils retireroient moins de profit, qu'en ſe procurant chez

chez eux une grande concurrence de Commerçants étrangers, & en évitant par-là le monopole des Commerçants du Pays.

Aduram, Contrôleur-général des finances du feu Roi Salomon, ébloui du Commerce des Tyriens, & de l'éclat des manufactures de luxe, jetta sa Patrie dans un tel délire, que l'on n'y parloit plus que Commerce & argent, sans penser au véritable Commerce du Pays.

Ce Ministre, estimable d'ailleurs par ses bonnes intentions, mais trop attaché à ses idées, voulut faire naître les richesses du travail des doigts, au préjudice de la source même des richesses, & dérangea toute la constitution économique d'une Nation Agricole. Le Commerce extérieur des grains fut arrêté, pour faire vivre le Fabricant à bas prix; le débit du bled dans l'intérieur de la Judée fut livré à une Police arbitraire qui interrompoit le Commerce entre les Provinces. Les protecteurs de l'industrie, les Magistrats des Villes, pour se procurer des bleds à bas prix, ruinoient par un mauvais calcul leurs Villes & leurs Provinces, en dégradant insensiblement la Culture de leurs terres. Tout tendoit à la destruction des revenus des biens fonds, des manufactures, du Commerce & de l'industrie, qui dans une Nation Agricole ne peuvent se soutenir que par les produits du sol; car ce sont ces produits qui fournissent

au Commerce l'exportation du ſuperflu, & qui paient les revenus aux Propriétaires, l'impôt au Souverain, la dîme au Clergé, & le ſalaire des hommes employés aux travaux lucratifs. Diverſes cauſes d'émigrations des hommes & des richeſſes hâterent les progrès de cette deſtruction. Les hommes & l'argent furent détournés de l'Agriculture, & employés aux manufactures de coton, de ſoie, de laines étrangeres, au préjudice des manufactures de laines du Pays, & de la multiplication des troupeaux. On provoqua le luxe de décoration qui fit des progrès très-rapides. L'adminiſtration des Provinces, preſſée par les beſoins de l'Etat, ne laiſſoit plus de ſûreté dans les campagnes pour l'emploi viſible des richeſſes néceſſaires à la reproduction annuelle des richeſſes; on laiſſa tomber une grande partie des terres en petite Culture, en friches & en non-valeur; les revenus des Propriétaires des biens fonds furent ſacrifiés en pure perte à un Commerce mercantile qui ne pouvoit contribuer à l'impôt. L'Agriculture dégradée & accablée n'y pouvoit plus ſubvenir; on l'étendit de plus en plus ſur les hommes, ſur les aliments, ſur le Commerce des denrées du crû : il ſe multiplia en dépenſes & en déprédations dans la perception; & il devint l'objet d'un ſyſtême de Finance, qui enrichit la Capitale des dépouilles des Provinces : le trafic de l'argent à intérêt forma un genre principal de

revenus, fondés en argent & tirés de l'argent; ce qui n'étoit, par rapport à la Nation, qu'un produit imaginaire, qui échappoit à l'impôt, & rongeoit l'Etat. Ces revenus établis sur l'argent, & l'aspect de l'opulence soutenu par la magnificence d'un luxe ruineux, en imposoient au vulgaire, & diminuoient de plus en plus la reproduction des richesses réelles & le pécule de la Nation.

On sait ce qui arriva après Salomon; & s'il eût vécu, il auroit infailliblement été obligé à faire banqueroute, & la Terre-Sainte jadis si fertile n'auroit produit que des ronces.

Les travaux des marchandises de main d'œuvre & d'industrie, pour l'usage de la Nation, ne sont qu'un objet dispendieux, & non une source de revenu. Ils ne peuvent procurer de profit net dans la vente à l'Etranger, qu'aux Nations chez lesquelles la main d'œuvre est à bon marché, par le bas prix des denrées qui servent à la subsistance des ouvriers; condition fort désavantageuse au produit des biens fonds: aussi ne doit-elle pas exister dans les Etats qui ont la liberté & la facilité d'un Commerce extérieur, qui soutient le débit & le prix des denrées du crû; ce qui heureusement détruit le petit produit net qu'on pourroit retirer d'un Commerce extérieur de marchandises de main d'œuvre, où le gain seroit établi sur la perte

qui réſulteroit du bas prix des productions des biens fonds.

On ne confond pas ici le produit net ou le revenu pour la Nation, avec les gains des Commerçants & Entrepreneurs de manufactures ; ce gain doit être mis au rang des fraix par rapport à la Nation : il ne ſuffiroit pas, par exemple, d'avoir de riches Laboureurs, ſi le territoire qu'ils cultiveroient ne produiſoit que pour eux.

Il y a des Royaumes pauvres, où la plupart des manufactures de luxe trop multipliées ſont ſoutenues par des privileges excluſifs, en mettant la Nation à contribution par des prohibitions qui lui interdiſent l'uſage d'autres marchandiſes de main d'œuvre. Il n'en eſt pas de même de l'Agriculture & du Commerce des biens fonds, où la concurrence la plus active multiplie les richeſſes des Nations qui poſſedent de grands territoires.

On ne doit s'attacher qu'aux manufactures des marchandiſes de main d'œuvre, dont on a les matieres premieres, & qu'on peut fabriquer avec moins de dépenſes que dans les autres pays ; & il faut acheter de l'Etranger les marchandiſes de main d'œuvre qu'il peut vendre à meilleur marché qu'elles ne coûteroient à la Nation, ſi elle les faiſoit fabriquer chez elle. Par ces achats on provoque le Commerce réciproque ; car ſi on vouloit ne rien ache-

ter & vendre de tout, on éteindroit le Commerce extérieur, & les avantages de l'exportation des denrées du crû, qui eſt infiniment plus profitable que celle des marchandiſes de main d'œuvre.

Une Nation Agricole doit favoriſer le Commerce extérieur actif des denrées du crû, par le Commerce extérieur paſſif des marchandiſes de main d'œuvre qu'elle peut acheter à profit de l'Etranger. Voilà tout le myſtere du Commerce. A ce prix ne craignons pas d'être *tributaires des autres Nations.*

C'en eſt aſſez ſur le Commerce. On voit par le faux ſuccès de la conduite d'Aduram, comment avec de grandes lumieres, une haute intégrité & un labeur aſſidu, on peut, en manquant les vrais principes, payer cher un éclat éphémere, une jouiſſance d'un moment, & ſapper les fondements d'un grand Etat. Azmoth au contraire, Miniſtre du belliqueux David, qui avoit conquis ſon Royaume piece à piece, en s'appliquant à ranimer l'Agriculture, en vivant bien avec les Tyriens, mais n'ayant ni flotte à Aſion Gaber, ni manufactures à Jéricho; Azmoth parvint en peu d'années à rendre les Peuples heureux, & laiſſa un grand tréſor pour bâtir le Temple.

Mais puiſque nous en ſommes au Roi

David, touchons maintenant la grande corde de la harpe économique.

TABLEAU ÉCONOMIQUE

Considéré dans ses déprédations relativement à l'Impôt.

L'Impôt est une portion de notre propriété, de tout temps & à jamais attribuée & engagée à la sûreté du reste.

Un Peuple peut ne point payer de tribut à son Gouvernement, mais alors il le paie à ses voisins en dépendance politique.

Les terres nobles & anciennement saliques parmi nous, se vantent d'avoir toujours été franches. En effet le service de guerre auquel elles obligeoient, loin d'être un assujettissement, étoit un honneur; mais enfin c'étoit une subvention: & ceux qui les possèdent, dont on devra toujours en saine politique respecter la prétendue immunité, sont par naissance ce qu'on désigne gauchement ailleurs par le collier rouge; je veux dire, dévoués au service du Public.

En un mot, l'Impôt est de droit naturel, c'est-à-dire, de droit divin & humain, bien entendu qu'on attache à ce

TAQUE.

OBJETS à de l'Impôt surchargé & est formé sur le pied de quil; & de deux cents milli de perception: ce qui repui sont la moitié du rev l'autre moitié du revenu positions, à la classe des a

DÉPENSES PRODUITES	
- 3- 5 r	0- 7-10
- 3-11 r	0-11- 8
- 5-10 r	0- 2- 0
- 1- 0 r	0- 2-11

&c.

---

a réprodulieu de 800 *liv.* si extincti Mais cette extion doit sortés à la classe ile, ne reie dans les cof- des Finae la taille arbire spoliatiprogrès destruc- de ces im

TABLEAU ÉCONOMIQUE.

OBJETS à considérer. Le Tableau démontre les effets destructifs de l'Impôt surchargé & absorbé par des fraix de régie & de perception. Il est formé sur le pied de quatre cents millions de produit net, ou de revenu total; & de deux cents millions d'Impôt surchargé de deux cents millions de fraix de perception: ce qui représente au total huit cents millions, dont deux cents, qui sont la moitié du revenu réel, passent à la classe des dépenses productives; l'autre moitié du revenu passé, avec les quatre cents millions de fausses impositions, à la classe des dépenses stériles.

DÉPENSES PRODUCTIVES relatives à l'Agriculture, &c.	DÉPENSES DU REVENU, de l'Impôt & des fraix levés pour la perception, se partagent aux dépenses productives & aux dépenses stériles.	DÉPENSES STÉRILES relatives à l'Industrie, &c.
AVANCES ANNUELLES pour produire un revenu de 800 *liv.* sont, dans le cas d'impôt destructif, 1200 *l.*	Revenu de 400 *l.* chargé de 400 *l.* d'imposition représente	AVANCES ANNUELLES pour les Ouvrages des dépenses stériles, sont,
1200 *l.* 0- 0 produisent en revenu, impôts & fraix de perception,	800 *l.* 0- 0	500 *l.* 0- 0
PRODUCTIONS.	il en passe ici.	OUVRAGES, &c.
200 *l.* 0- 0 reproduisent	200 *l.* 0- 0	600 *l.* 0- 0
300 *l.* 0- 0 reproduisent	300 *l.* 0- 0	100 *l.* 0- 0
50- 0- 0 reproduisent	50- 0- 0	150- 0- 0
75- 0- 0 reproduisent	75- 0- 0	25- 0- 0
12-10 *s.* 0 reproduisent	12-10 *s.* 0	37-10 *s.* 0
18-15- 0 reproduisent	18-15- 0	6- 5- 0
3- 2- 6 *d.* reproduisent	3- 2- 6 *d.*	9- 7- 6 *d.*
4-13- 9 reproduisent	4-13- 9	1-11- 3
0-15- 7 reproduisent	0-15- 7	2- 6-10
1- 3- 5 reproduisent	1- 3- 5	0- 7-10
0- 3-11 reproduisent	0- 3-11	0-11- 8
0- 5-10 reproduisent	0- 5-10	0- 2- 0
0- 1- 0 reproduisent	0- 1- 0	0- 2-11
&c.		

La réproduction au-delà des dépenses de la Culture, est de 666 *liv.* au lieu de 800 *liv.* Ainsi extinction de produit annuel, 134 *liv.* c'est-à-dire, 134 millions. Mais cette extinction doit s'étendre beaucoup plus loin, si la totalité des 600 millions portés à la classe stérile, ne rentre pas dans la circulation & qu'il en reste une grande partie dans les coffres des Financiers. Qu'on ajoute à cette destruction celle qui résulte de la taille arbitraire spoliative imposée sur les Laboureurs, on appercevra combien les progrès destructifs de ces impositions déréglées sont rapides.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:3-28802/fragment/page=0144

mot *Impôt* son vrai sens, qui signifie la sûreté & le soulagement, & non l'oppression de tous.

Vainement diroit-on que ce n'est rien fixer, que de marquer le point à une discordance de mots, puisque toutes les disputes ici-bas ne viennent que des sens contraires attachés aux mêmes expressions. Il seroit aisé & vrai de répondre, que l'histoire entiere montreroit peu ou point d'exemples de tribut qui ait causé aucun murmure considérable lorsque les Peuples en ont fait eux-mêmes la levée, & porté directement le produit au Souverain; mais nous avons ici une lumiere plus sûre que ne le seroit l'étude des faits, & le Tableau nous servira de boussole sur cet article, mieux encore que sur tous les autres. Parlons d'abord de la levée de l'Impôt, nous parlerons ensuite de sa distribution.

L'Impôt bien ordonné, c'est-à-dire l'Impôt qui ne dégénere pas en *spoliation* par une mauvaise forme d'imposition, doit être regardé comme une partie du revenu détachée du produit net des biens fonds d'une Nation Agricole; car autrement il n'auroit aucune regle proportionnelle avec lui-même, ni avec le revenu du Royaume, ni avec l'état des sujet contribuables; il pourroit insensiblement tout ruiner, avant que le Gouvernement s'en apperçût.

L'impoſition du tribut ne doit donc porter que ſur le revenu, c'eſt-à-dire ſur le produit net annuel & connu des biens fonds, & non ſur les avances des Laboureurs, ni ſur les hommes de travail, ni ſur la vente des marchandiſes; car, dans ces derniers cas, il eſt deſtructif.

Si c'eſt ſur les avances des Laboureurs, il a déja été démontré par les dérangements du Tableau de la ſeconde & troiſieme Section de la ſeconde Partie, que ce ne ſeroit pas un Impôt, mais une ſpoliation qui éteindroit la réproduction, détérioreroit les terres, ruineroit les Fermiers, les Propriétaires & l'Etat.

Sur le ſalaire des hommes de travail & ſur la vente des marchandiſes, il eſt arbitraire; les fraix de perception ſurpaſſeroient l'Impôt, & retomberoient ſans regle ſur les revenus de la Nation & ſur les revenus de l'Etat. Il faut diſtinguer ici l'impoſition d'avec l'Impôt. L'impoſition ſeroit le triple de l'Impôt, & s'étendroit ſur l'Impôt même; car dans toutes les dépenſes de l'Etat, les taxes impoſées ſur les marchandiſes ſeroient payées par l'Impôt. Ainſi cet Impôt ſeroit trompeur & ruineux.

L'impoſition ſur les hommes de travail qui vivent de leur ſalaire n'eſt, rigoureuſement parlant, qu'une impoſition

ſur le travail, payée par ceux qui emploient les ouvriers; de même qu'une impoſition ſur les chevaux qui labourent la terre, ne ſeroit réellement qu'une impoſition ſur les dépenſes mêmes de la Culture.

Ainſi l'impoſition ſur les hommes & non ſur le revenu, porteroit ſur les fraix mêmes de l'induſtrie & de l'Agriculture, retomberoit doublement en perte ſur le revenu des biens fonds, & conduiroit rapidement à la deſtruction de l'Impôt. On doit penſer de cet Impôt comme des taxes ſur les marchandiſes qui tomberoient auſſi en pure perte ſur le revenu, ſur l'Impôt & ſur les dépenſes de la Culture, & exigeroient des fraix immenſes de perception qu'il ſeroit impoſſible d'éviter dans un grand Etat.

Cependant ce genre d'impoſition eſt forcément, mais dans une forme moins onéreuſe, la reſſource des petits Etats maritimes, qui ſubſiſtent par un Commerce de trafic néceſſairement aſſujetti à l'Impôt; ou des grands Etats, lorſque l'Agriculture eſt tombée dans un tel dépériſſement, que le revenu du territoire ne peut plus ſubvenir au payement de l'Impôt.

Mais dans le dernier cas cette reſſource eſt une ſurcharge, qui réduit le Peuple

à une épargne forcée sur la consommation, qui arrête le travail, qui éteint la reproduction, & qui acheve de ruiner les Sujets & les Souverains.

On a souvent parlé de l'établissement de l'Impôt payé en nature par la récolte en forme de dîme: ce genre d'imposition seroit à la vérité proportionné au produit total de la récolte, les fraix compris, mais il n'auroit aucun rapport avec le produit net; plus la terre est médiocre, & plus la récolte est foible, plus il est onéreux & injuste.

Venons maintenant à ce qui concerne la distribution de l'impôt, & l'estimation fictive de sa quotité. J'ai formé sur ce point de vue le Tableau qui est à la tête de ce Chapitre; je l'établis sur une hypothese fictive, mais dont il est toujours temps de craindre & d'éviter la réalité.

Je suppose un Royaume où l'Impôt seroit presque tout établi arbitrairement sur les Fermiers, sur les ouvriers, sur les denrées & sur les marchandises: c'est-à-dire, qu'il porteroit directement & indirectement sur les avances des dépenses de la Culture. La quotité que je prends pour base, seroit, par exemple, de deux cents millions d'Impôt ordinaire, dont moitié seroit établie immédiatement sur les biens fonds, & l'autre moitié sur les denrées. Je suppose d'autre part que les

profits de la ferme, de la régie, & de la perception en un mot, se monteroient à autant.

Cependant les produits du sol de cette Nation ne rendroient plus dans les derniers temps, à en juger par le dépouillement de la taxe d'un dixieme sur les fonds productifs, & par l'examen du produit des terres, qu'environ quatre cents millions de revenu, y compris la dîme, les autres revenus Ecclésiastiques, & l'Impôt même Payé par ces revenus; triste produit d'un grand & excellent Royaume & d'une grande & laborieuse Population.

Comme d'ordinaire un grand mal résulte d'erreurs capitales dans l'administration des finances, il faut supposer encore qu'en cette région la Taille seroit imposée arbitrairement sur les Cultivateurs; que l'exportation des grains seroit défendue; que la production seroit bornée à la consommation de la Nation; que la moitié des terres resteroit en friches; qu'on défendroit de planter des vignes dans les terres propres à cette Culture; que les vins seroient surchargés d'impositions ruineuses; que le Commerce intérieur des grains seroit livré à une police arbitraire; que le débit seroit continuellement interrompu entre les Provinces, & que la valeur vénale des denrées seroit toujours dérangée & incertaine.

En conſéquence de cette ſuite de procédés deſtructifs, l'Impôt mal ordonné retomberoit ſur les avances des dépenſes productives, au préjudice de la reproduction, qui diminueroit d'année en année; les enfants des Laboureurs abandonneroient les campagnes; le ſurfraix de l'Impôt ſur le prix naturel des denrées, & du ſalaire des ouvriers, ajouteroit un tiers en ſus au prix des marchandiſes & des fraix de ſalaire, dans la dépenſe du revenu des ſujets de quatre cents millions; ce qui le reduiroit en valeur réelle à deux cents ſoixante-ſix millions, & porteroit le même préjudice au Commerce extérieur & à l'emploi de l'Impôt qui reſte dans la circulation.

L'Impôt, levé ſur les denrées & ſur les ſalaires, eſt néceſſairement ſurchargé de fraix de régie & de perception : outre qu'il arrête la célerité de la circulation, & reſtreint le Commerce, il hauſſe encore le prix des denrées & des ſalaires, de tout le produit de l'Impôt; c'eſt-à-dire que ſi un Impôt ſur les conſommations rapporte vingt-cinq millions net, & en coûte autant en fraix de perceptions ou profits de Receveurs, il faut que la totalité des denrées coûte cinquante millions de plus à ceux qui les conſomment. Or, comme il faut que la maſſe générale de l'Impôt ſe dépenſe, voilà l'Impôt lui-même diminué auſſi tout-à-coup d'un tiers, puiſqu'il paie tout d'un tiers plus cher,

qu'il ne payeroit, sans l'imposition qu'il paie lui-même aux Traitants; ce qui de deux cents millions le réduit à cent quarante-quatre.

Supposons maintenant qu'il y ait dans l'Etat des Fermes générales, dont le bail soit, par exemple, à cent millions, & dont la régie coûte en sus deux cents millions aux Sujets, en fraix de perception ou profits des Fermiers, & rapportons toute la réduction ci-dessus à ce bail redoutable & tenu pour un objet si important. On appercevra que cet Impôt de cent millions diminue tout-à-coup le revenu du Fisc de soixante-six millions. Pourquoi cela? C'est que ce bail traîne à sa suite les deux cents millions de fraix de perception, répandus en faux prix sur la valeur vénale des denrées. Or, comme le Fisc est le grand dépensier de l'Etat, il paie pour sa part de ces deux cents millions les soixante-six millions ci-dessus. Delà s'ensuit que ceci est retirer d'une main, pour donner de l'autre; que ce bail chéri de cent millions se réduit en valeur réelle à trente-trois millions, & coûte néanmoins aux contribuables deux cents millions en sus, absorbés en fraix de régie & de perception, & en profit pour *les Employés contre les affaires du Roi.*

Mais un pire effet encore de cette funeste méthode, seroit, comme il est dé-

montré par le Tableau, la destruction de plus de cent trente-quatre millions de reproduction tous les ans, pour un Impôt qui se réduiroit à trente-trois millions, qu'il seroit facile d'imposer régulièrement, montât-il même aux cents millions que les Fermes paroîtroient produire, par une forme qui épargneroit à la Nation plus de deux cents millions de frais de perception, & cent trente-quatre millions de destruction annuelle.

Tel est le déforde inévitable des impositions sur les marchandises, sans parler du préjudice énorme qu'il cause au Commerce. Ainsi ce genre d'Impôt n'est point un Impôt; c'est une pure dépréda-tion qu'on doit éviter, ou qui aboliroit l'Etat sans rien rapporter à l'Etat.

Cet Impôt illusoire & destructif donneroit une fausse idée des revenus & des richesses du Royaume. On compteroit d'une part quatre cents millions de revenu pour les Propriétaires, sans s'appercevoir que ce revenu & tout l'Impôt réduits à leur valeur réelle, ne formeroient ensemble qu'environ quatre cents millions; & on compteroit d'un autre côté quatre cents millions d'imposition; ce qui sembleroit former un revenu total de huit cents millions : mais à travers cette confusion on démêle clairement que le revenu de quatre cents millions, & l'imposition totale de quatre cents mil-

lions, qui en apparence formeroient un produit réel de huit cents millions, se réduisoient à environ quatre cents millions de produit net, ou de revenu total réel; & que le surplus, qui étoit quatre cents millions, ne consistant qu'en faux Impôts & en faux fraix, n'étoit qu'un surcroît de dépenses stériles & onéreuses. En joignant à cet aspect le dessèchement provenant de la détention de l'argent dans les coffres & dans le trafic d'argent des Financiers, on verra que le tout ensemble détruit radicalement chaque année environ cent cinquante millions de produit réel, qui tombent en déchet sur les avances des Fermiers, sur le produit net des biens fonds, sur la valeur fonciere des terres, sur les ouvrages de main d'œuvre & sur l'Impôt: sans y comprendre le dépérissement progressif qu'entraîne la spoliation, causée par la partie de l'Impôt arbitraire établie sur les Fermiers; ce qui joint au défaut de débit, fait tomber les terres en petite Culture & en friches.

C'étoit alors que les dépenses de la Culture ne produisoient plus, l'Impôt compris, que vingt ou vingt-cinq pour cent; encore étoit-ce par le bénéfice de la grande Culture qui existoit encore pour un quart dans le Royaume. Nous ne calculons pas par année en combien de temps on arrive à cet état de dégradation, parce que les différentes causes destructives dont nous avons parlé, peuvent y contribuer

plus ou moins, conjointement ou séparément. Nous partons d'un point de dégradation qui nous est connu. Voyez dans l'*Encyclopédie* article GRAINS, où l'on voit comment une Nation perd annuellement les quatre cinquiemes du produit net de sa Culture. La masse générale des richesses, qui, dans la plénitude de la Culture de cette Nation, pourrroit monter à quatre-vingt, ou quatre-vingt-dix milliards, doit se trouver réduite à dix huit ou vingt milliards.

On fixe le commencement de cette dégradation environ à l'an 1660. Il seroit facile, en suivant le même ordre de dépérissement, de calculer le temps qu'elle peut encore durer; mais les vérités arithmétiques en ce genre sont trop décisives & trop dures, pour étendre jusques-là nos recherches. Ainsi on ne suivra pas ici la marche rapide des progrès de cette décadence; elle est facile à entrevoir par son exposition dans le Tableau, & aussi facile à arrêter, ou à prévoir dans ses funestes effets, avant qu'ils anéantissent un Etat.

Il est dur de descendre ainsi des idées de l'infini, & de décheoir des flatteuses suppositions de ressources inépuisables d'un grand Royaume, alors sur-tout qu'un cœur avide ou ambitieux aideroit à cet égard aux illusions de l'esprit; mais il est bien plus dur encore d'être détrompé par

le

le fait, & de se voir au bout d'un long régime de fausse économie & d'occultes déprédations, après un demi-siecle de gauches épargnes, temps où l'on a reproché aux plus puissants des dépenses que les médiocres se seroient permises autrefois, temps où l'on a grapillé de toutes parts, précisément parce qu'on lésinoit sur tout; il est bien plus dur, dis-je, de se voir tout-à-coup dans un épuisement absolu, comme si la terre & les cieux étoient devenus d'airain, & tout cela par un seul mécompte, mais un mécompte absolu d'où dérivent tous les autres. Un grand Royaume, semblable à l'Antée de la Fable, est bientôt étouffé sitôt qu'il ne touche plus à la terre : c'est delà seulement qu'il tire ses forces; & ce n'est que sur la terre qu'il peut les recouvrer.

L'Auteur du Détail de la France sous Louis XIV. imprimé en 1699. rapporte, comme nous l'avons dit, les commencements de la décadence du Royaume à l'an 1660; il en examine les progrès jusqu'au temps où il a publié son Livre, & il démontre que les revenus des biens fonds, qui étoient de sept cents millions (1400 millions de notre monnoie d'aujourd'hui) avoient diminué de moitié depuis 1660 jusqu'à 1699. Il observe que ce n'est pas à la quantité d'Impôts, mais à la mauvaise forme d'imposition & à ses désordres, qu'il faut imputer cette énorme dégradation. On doit juger des pro-

grès de cette diminution, par la continuation du même genre d'administration. L'imposition devint si désordonnée, qu'elle monta sous Louis XIV. à plus de sept cents cinquante millions (*a*) qui ne rendoient au trésor royal que deux cents cinquante millions; ce qui enlevoit annuellement & abusivement aux contribuables la jouissance de cinq cents millions, dont la réproduction de plus de deux cents millions étoit anéantie sans retour chaque année: ce désordre diminuoit d'autant tous les ans, la masse des richesses du Royaume, & en y comprenant la destruction annuelle que causoit la taille arbitraire établie sur les Fermiers, le tout montoit ensemble annuellement à plus de trois cents millions de déprédations. Ainsi, tous les trois ans, la dégradation étoit alors d'environ un milliard (à peu près deux milliards, monnoie d'aujourd'hui.) Cette imposition ruineuse, qui s'étendoit sur la dépense de l'Impôt même, le réduisoit en valeur réelle environ à cent soixante-dix millions; encore entend-on ici ce qu'on appelle en finance *Impôt brut*, qui n'a pas encore subi le déchet qui lui arrive en passant par les mains des *parties prenantes*, c'est-à-dire, des Receveurs & des Trésoriers; autant d'auberges multipliées inutilement, où il paie chérement son gîte. Aussi remarque-t-on que, par

(*a*) Mémoire pour servir à l'Histoire générale des Finances, par Mr. Deon de Beaumont.

une meilleure administration, on auroit pu en un mois augmenter beaucoup les revenus du Souverain & enrichir les Sujets, en abolissant une imposition si destructive, & en ranimant le Commerce extérieur des grains, des vins, des laines, des toiles, &c. Mais qui auroit osé entreprendre une telle réforme dans des temps où l'on n'avoit plus d'idée du Gouvernement économique d'une Nation Agricole, auroit été censé vouloir renverser les colonnes de l'édifice.

Après avoir désigné la source du mal, en avoir calculé les progrès, & demontré le Tableau, il seroit temps peut-être d'en indiquer les remedes.

On voit en général que l'Impôt doit être pris immédiatement sur le produit net des biens fonds, puisque de quelque maniere qu'il soit imposé dans un Royaume qui tire ses richesses de son territoire, il est toujours payé par les biens fonds; ainsi la forme d'imposition la plus simple, la plus réglée, la plus profitable, à l'Etat, la moins onéreuse aux contribuables, est celle qui est établie proportionellement & immédiatement à la source des richesses continuellement renaissantes.

On prétend qu'une Nation florissante, cependant chargée de subsides établis sur divers objets, & bornée à un territoire

qui n'eſt pas fort étendu, a ſu affermir ſa puiſſance & aſſurer ſa proſpérité, en exemptant la charrue de toute impoſition. Les Propriétaires, chargés eux-mêmes de l'Impôt, ſouffrent dans les temps de guerre des ſubventions paſſageres, qui, pendant ces temps orageux, peuvent reſtreindre leurs dépenſes; mais les travaux de la Culture des terres n'en ſont point rallentis, & le débit & la valeur vénale des productions des biens fonds ſont toujours aſſurés par la liberté du Commerce extérieur. L'Agriculture & la multiplication des beſtiaux ne ſouffrent aucune dégradation pendant les guerres les plus longues & les plus diſpendieuſes; les Propriétaires retrouvent à la paix leurs terres bien cultivées & bien entretenues, & leurs grands revenus bien maintenus & bien aſſurés.

Il eſt aiſé par là d'appercevoir la différence qu'il y a entre un Impôt exorbitant & un Impôt ſpoliatif; car par la forme de l'impoſition, un Impôt peut être ſpoliatif ſans être exorbitant, ou peut être exorbitant ſans être ſpoliatif. Cette Nation inépuiſable par ſes richeſſes toujours renaiſſantes, ſoutient ſur terre & ſur mer des guerres opiniâtres, par des revenus aſſurés qui ſe renouvellent annuellement ſans dépériſſement, & qui réparent ſes forces.

On voit cependant par ce que nous

pouvons connoître de la nature des revenus publics de cette Nation, qu'il s'en faut bien que ce Peuple réfléchiſſant & patriotique ne ſe conduiſe en ce genre par les ſimples & véritables principes; auſſi la Nation eſt-elle obérée à un point exceſſif : mais ſon attention à éviter les taxes ſpoliatives, & à ne jamais admettre ni fermes, ni traitants (*a*) la garantit de la ruine fonciere, malgré le plus grand abus de ſes forces, & la mal-façon indiſpenſablement réſultante des deſſeins exorbitants & des entrepriſes trop éloignées.

Ailleurs, après avoir dit ce qu'il faut éviter, s'il étoit permis de dire ce qu'il faudroit faire, ce ſeroit la matiere d'un ouvrage entier combiné avec juſteſſe, & contenant le réſultat d'une infinité de recherches & de rapports divers.

L'impoſition ſur les biens fonds eſt très-difficile à régler, puiſque non-ſeulement ils doivent être appréciés par leur valeur fonciere, mais par leur valeur relative. Une terre de médiocre qualité vaudra ſouvent mieux qu'une autre de la premiere qualité, mais plus éloignée des débouchés, puiſque tout ſe rapporte à la valeur vénale. Or, de débouchés en débouchés, on arrive aux débouchés extérieurs, au Commerce maritime, à la

(*a*) Par une ancienne Loi, la ſimple propoſition d'une Ferme ou monopole eſt *Félonie* en Angleterre, & la peine de mort y eſt attachée.

liberté de la mer, &c. C'eſt ainſi que toutes les branches de l'harmonie s'entre-correſpondent & dépendent les unes des autres.

On a vu aſſez, par tout ce qui précede, quelle différence la Culture met entre les produits; qu'il eſt telle Culture le plus en uſage chez les Nations épuiſées, qui ne donne preſque aucun produit net. On voit encore qu'il ne ſuffit pas d'enſeigner une meilleure Culture & de la recommander, puiſqu'on ne ſauroit l'établir qu'à grands fraix. Il s'agit donc de donner des forces au Cultivateur; ce ſont ces forces qui doivent donner des produits, & ces produits qui doivent être la baſe du Fiſc. Le Fiſc cependant, ſemblable aux poumons d'un Etat, ne doit pas ceſſer un inſtant de pomper la richeſſe, & de la repouſſer. Comment prélever cette richeſſe ſur des produits qui ne viennent point?

Il s'enſuit de tout ceci que les cadaſtres, préſentés ailleurs comme un point de régénération preſque indiſpenſable, eu égard à l'injuſtice & à l'abſurdité de la taille arbitraire, ne ſeroient néanmoins qu'une forme d'alivrement très-fautif, très-inégal, très-à charge, qui ne pare point aux malheurs des vimaires, ou cas fortuits deſtructeurs & abſolus. Il s'agit donc de donner un plan plus juſte, plus ſimple, plus paternel; de monter la machine de

manière qu'elle aille d'elle-même, sans fraix, ou peu s'en faut; de maniere que les revenus de l'Etat croissent en raison de ce que croîtront les revenus des Peuples, & décroissent en même proportion, pour lier & unir à jamais ce qui n'eût dû jamais être désuni, pour qu'on n'imagine plus que se ruiner & manger le fonds, c'est se soutenir, c'est vaincre. Il s'agit.... Mais il n'est pas temps encore. Un pas de plus, & l'on nous rangeroit volontiers dans la classe de ces ouvrages qu'on appelle *les rêves d'un bon Citoyen.* Il faut ménager les Nations assez légeres, pour donner une existence impérieuse à cet épouvantail, appellé *le ridicule.* Il fait des maux incroyables, attendu que *quand tout le monde a tort, tout le monde a raison.* Si je suis en ce moment arrêté par la crainte d'être accablé du *ridicule de la vertu*, ce n'est pas que je n'en aie bravé d'autres, mais c'est que celui-ci me rendroit désormais inutile à ma Patrie.

RESULTAT.

Si l'on se rappelle successivement toutes les vérités établies dans les différentes applications du Tableau, & qu'on les rapporte ici à l'article de l'Impôt, on concevra aisément:

1°. Que tout ce qui passe en fraix de levée, ou profits de ferme, &c. dans la perception des Impôts, est autant d'at-

tribué à la classe stérile; énorme dérangement du Tableau!

2°. Quelles sont les dépenses de l'Etat qui de leur nature sont ruineuses; quelles aussi ne sont qu'une accélération de circulation; & quelles enfin sont un avantage par leur versement presque entier sur la partie productive?

3°. Comment il se peut que les dépenses utiles deviennent ruineuses par le seul déplacement: comme par exemple, des troupes réglées nourries & entretenues du produit de l'Etat, tendent à la partie productive; envoyées chez l'Etranger, elles sont une ruine par la seule privation de leur consommation, quand même l'Etranger se chargeroit de leur entretien.

4°. Que ceux qui prêchent aux Souverains l'économie seche & stérile, n'ont point cavé les principes. Il faut que le Gouvernement d'une Nation Agricole consomme beaucoup, pour que le Pays produise beaucoup; mais il ne faut pas qu'on le vole, parce que le vol ne va point sans recéleur, & qu'il ne faut rien recéler dans un Etat florissant. Il faut, dis-je, que l'Etat consomme beaucoup; mais pour cela, il faut qu'il ait beaucoup. Pour avoir, il faut que les Sujets soient riches; il faut que le sol soit en pleine production; que les avances de l'Agricul-

ture & celles de l'industrie, que l'Agriculteur, que l'ouvrier, que la denrée, que les débouchés, &c. soient immunes; que tout l'Impôt se préleve sur le revenu, & passe directement & sans circuits de la bourse des Sujets dans les coffres du Souverain, quant à la levée; & des coffres du Souverain dans la bourse des Sujets, quant à la dépense. Mais c'est en cela même que la réforme trouve toujours des oppositions presque à l'épreuve du courage & de la vertu des Ministres.

Tel étoit cependant le projet de Sully, que Henri IV. las de voir *sa marmite renversée, & tous ses pourpoints percés au coude*, porta à son Conseil des Finances, pour en savoir son avis. On répondit unanimement, que c'étoit-là le projet d'un fol, qui imaginoit que les revenus d'un grand Etat se gouvernoient comme ceux d'une maison particuliere; à quoi ce Prince, aussi judicieux que franc & ouvert, repartit sur le champ, qu'*eux, qui étoient très-sages, l'ayant ruiné, il vouloit voir si les foux ne l'enrichiroient pas.*

RÉSUMÉ.

Il seroit comme impossible de résumer un Ouvrage, qui n'est lui-même qu'un résumé de démonstrations & de principes, dont l'extension nécessaire seroit la matiere de plusieurs Volumes. On ne peut donc faire ici qu'une sorte de précis,

propre à indiquer seulement l'objet principal de chaque Section de ce développement.

Avant de présenter le Tableau, l'Auteur en désigne l'objet, ose inviter les Savants à se livrer, par le devoir de Citoyens de leur classe, à l'étude de la Science Economique. Il prévient sur les difficultés de ses éléments, & donne une esquisse préparatoire de la maniere simple d'entrer dans cette carriere par la voie que présente le Tableau.

L'explication vient ensuite: elle est divisée en deux parties. La premiere, subdivisée en sept Sections, donne l'intelligence du Tableau. La seconde en présente, en autant de Sections, le développement & les conséquences.

PREMIERE PARTIE.

Premiere Section. *Tableau Economique considéré dans sa construction.* Ce Tableau n'est autre chose que la circulation figurée. On le présente ici seulement dans le revenu du Propriétaire, abstraction faite de la Dîme & de l'Impôt: ce revenu provenant d'une forte Culture, qui rend en produit net cent pour cent des avances de la Culture, & qui est réversé avec égalité, moitié sur la classe productive, moitié sur la classe d'industrie.

Cette Section donne les premieres explications de ce nouveau genre de Dialectique, & fixe le produit naturel & néceſſaire d'un arpent de terre labourable en bonne Culture, franche, libre, & priſée par un Commerce extérieur avantageux, qui aſſure la valeur vénale des denrées du crû.

Seconde Section.

Tableau Economique conſidéré dans ſa marche. Le Tableau, répété à chaque Section pour la commodité du Lecteur, eſt ici le même que dans la Section précédente.

On voit ici cheminer la circulation; on voit la diſtribution du pécule, richeſſe de convention, héliotrope indiſpenſable de la richeſſe réelle; on voit où chaque partie de richeſſe réelle doit aller, doit s'arrêter, doit être conſommée, doit être reproduite, & quel eſt l'effet avantageux du reflet mutuel des deux claſſes l'une ſur l'autre, qui double réellement la richeſſe, & triple ſon effet à la vue, par le moyen d'une circulation étendue, rapide & égale.

Troiſieme Section.

Tableau Economique conſidéré relativement à la Population. Nul changement encore dans le Tableau.

On établit, en ſimple langue de calcul, les vrais principes de la Population, aſſurée à l'Etat par les liens de la ſubſiſ-

tance. On y désigne à peu près quel est le nombre relatif d'adultes, quelle est la portion d'entre eux disponible & transportable aux divers emplois amovibles de la société ; quelle est aussi celle qui est liée aux divers atteliers de production & d'industrie. Delà dérive le grand & véritable principe de la Population ; à savoir, qu'un Etat qui veut accroître le nombre de ses Sujets, ne le peut qu'en proportion de ce qu'il accroîtra ses richesses. Cette démonstration liée au *Prospectus* seul du Tableau, qui prouve que les richesses ne viennent que de la production, ramene la Population à son principe radical, l'*Agriculture*.

Quatrieme Section.

Tableau Economique considéré rélativement à la quotité de l'Impôt & de la Dîme. Ici le Tableau reçoit son entier accroissement par l'adjonction d'une moitié en sus du revenu du Propriétaire destiné à l'Impôt, & d'un quart en sus représentant la Dîme proportionnelle. A cela près on suppose que la totalité de ces trois parties du revenu combinées, suit le même ordre de circulation que ci-devant.

Dans l'énonciation, on explique comment ces quotités, si profitables au Souverain & à l'Etat, ne sont point exorbitantes, & comment les Propriétaires & toutes les autres classes de Citoyens seroient très-heureux que les choses fussent établies sur ce pied-là.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:3-28802/fragment/page=0168

Cinquieme Section.

Tableau Economique considéré relativement au Pécule. On répéte ici le Tableau précédent. On y fixe les idées sur le pécule dans lequel les opinions vulgaires font consister toute la richesse des Etats, & l'on y démontre qu'autant il est impossible d'établir à cet égard aucune notion fixe, autant il est inutile de rechercher la quantité d'argent qu'il y a dans un Pays, puisqu'une Nation n'a jamais d'argent qu'à raison de ses revenus, & que tout autre pécule amoncelé par l'avarice ou la cupidité, n'est au service de l'Etat qu'à titre ruineux, & ne demeure dans la circulation qu'autant qu'il s'y trouve en proportion des autres richesses.

Sixieme Section.

Tableau Economique considéré dans l'évaluation du produit & du fonds des richesses de tout genre. Le Tableau est encore le même. L'évaluation que renferme cette Section, n'est rien moins qu'idéale, puisque, quant au principal, elle part des principes incontestables établis ci-devant, & que quant à l'accessoire, on ne porte point les richesses mobiliaires trop haut, en proportion des revenus, par comparaison du moins avec ce que nous voyons journellement en ce genre, outre qu'il est toujours utile de pouvoir connoître par estimation son état. Cette évaluation étoit d'ailleurs nécessaire pour mettre à sa place & à son taux le pécule, objet si gigantesquement apprécié dans presque toutes les têtes.

Septieme Section. *Tableau Economique considéré dans les conditions néceſſaires au libre jeu de la machine de proſpérité.* On répete encore ici le Tableau précédent.

C'eſt ici une ſorte de réſumé des conditions néceſſaires à la marche libre, pleine & entiere de la circulation provenante d'une forte & abondante production, & une note contre toutes les fauſſes meſures qui lui peuvent être contraires. On ne ſauroit trop recommander de lire avec ſoin cette eſpece de répertoire qui embraſſe bien des objets, & en néglige peu de ceux qui appartiennent à cette Science pratique ſi étendue.

SECONDE PARTIE.

Après avoir donné la premiere intelligence du Tableau dans la Partie précédente, on en préſente le développement dans la ſeconde Partie par l'expoſition des conſéquences de ſon dérangement.

Premiere Section. *Tableau Economique conſidéré dans ſes déprédations privées : Excès du Luxe &c.* Le Tableau eſt ici préſenté dans ſon premier dérangement, provenant du reverſement d'un ſixieme de revenu de plus ſur la claſſe ſtérile que ſur la claſſe productive. Le déchet, en ſuivant la regle donnée, ſe retrouve tout naturellement au bas du Tableau.

Dans cette Section, après avoir noté

en passant quelques-unes des causes principales qui peuvent faire pencher la balance du Tableau du côté de la classe stérile, on établit en quoi consiste la prospérité d'une Nation Agricole; on répond à quelques objections mal conçues en faveur de la petite Culture, & l'on revient à l'appui des démonstrations concluantes pour la nécessité des grandes avances dans tout genre de profit rural.

Seconde Section.

Tableau Economique considéré relativement à la spoliation. Le Tableau dans l'état de diminution de cinquante livres du fonds des avances de la classe productive.

On a commencé le détail des déprédations par les premiers objets qui se présentent, & dont l'effet n'est pas absolument sommaire & capital. On a montré comment les mœurs & usages influoient sur le physique d'une Nation. En avançant maintenant on traite des dévastations qui coupent dans le vif, & qui dessechent en peu d'années toute la richesse d'un Etat. Telle est ce que nous appellons la *spoliation*, c'est-à-dire la destruction des avances de la Culture. On suppose ici que la spoliation prenne cinquante livres par an sur les avances des Fermiers; on montre le déchet dans la premiere année, la rapidité de ses progrès, & la proximité de leur terme, c'est-à-dire la pleine & entiere dévastation,

qui en est la suite indispensable. Cette spéculatiou nous conduit à savoir comment on en vient au point où l'Agriculture ne rend plus que le vingt pour cent des avances de la Culture, en produit net, au lieu de cent pour cent qu'elle nous rendoit d'abord, & dans son état naturel de prospérité.

Troisieme Section.

Tableau Economique considéré dans le dépérissement de la Culture, & dans ses effets relativement à la Population. On présente ici le Tableau dans l'état de produit net dont nous venons de parler ci-dessus, c'est-à-dire, ne donnant plus que le vingt pour cent des avances.

On démontre dans l'explication les conséquences de ce dépérissement, & l'on ramene l'état de la Population à ses vrais principes, à savoir, à la proportion avec les gains, les profits & les salaires qui existent dans l'Etat. On y touche pareillement en passant, en quoi consiste une forte & nombreuse défense, les armées n'étant qu'une portion de Population disponible, dont la force & l'entretien sont assujettis aux mêmes regles que les autres portions. On y indique aussi l'emploi utile des hommes disponibles pour les travaux publics dont les dépenses sont avantageuses à la Nation, pour son Commerce, ses commodités, &c. qui doivent entrer dans l'ordre d'une contribution proportionnelle, & d'une

direc-

direction, exercées par les Provinces contribuables & intéreſſées aux dépenſes réglées, conformément aux vues générales & aux déciſions du Gouvernement.

Tableau Economique conſidéré dans ſes dérangements relativement au pécule. L'on répete ici le Tableau précédent. Quatrieme Section.

On y retrace que l'argent n'eſt qu'un gage intermédiaire entre les ventes & les achats; que la maſſe du pécule d'une Nation Agricole n'eſt qu'à peu près égale au revenu annuel des biens; qu'on ne ſupplée point au renouvellement ſucceſſif des richeſſes par le pécule; que l'avidité de l'argent ne doit pas être la paſſion d'un Etat; que l'argent ne manque jamais dans un Royaume bien cultivé; que quand une Nation eſt ſans produit, il eſt impoſſible que l'argent y demeure.

Tableau Economique conſidéré dans ſes dérangements relativement à la police. Le Tableau répété comme ci-deſſus. Cinquieme Section.

On conſidere ici les cauſes morales du dépériſſement du Tableau; on appuie ſur-tout ſur le déſaſtre provenant des prohibitions prétextées de vues de police.

Tableau Economique conſidéré dans ſes déprédations relativement au Commerce. Le Tableau eſt encore ſur le pied de vingt pour cent des avances. Sixieme Section.

Définition du Commerce, ſes effets, ſes avantages, diſtraction faite de ſes erreurs. Précis des illuſions en ce genre d'un grand Prince & d'un grand Miniſtre. Les travaux des marchandiſes de main d'œuvre ne ſont point une ſource de revenu. Le gain des Commerçants & Entrepreneurs doit ſouvent être mis au rang des fraix par rapport à la Nation. Si le Commerce extérieur des marchandiſes de main d'œuvre favoriſe le Commerce actif des denrées, ce Commerce eſt très-avantageux pour une Nation Agricole.

Septieme Section. *Tableau Economique conſidéré dans ſes déprédations rélativement à l'Impôt.* Ici le Tableau change de face; il eſt formé ſur le pied de quatre cents livres de produit net, & quatre cents livres d'impoſitions onéreuſes qui ſe confondent avec le produit net, qui forment un total de huit cents livres, dont deux cents livres, qui ſont la moitié du produit net, paſſent à la claſſe productive, & ſix cents livres, dont deux cents livres ſont l'autre moitié du produit, qui, avec le reſte, c'eſt-à-dire quatre cents livres conſiſtant en faux Impôts & impoſitions onéreuſes, paſſent à la claſſe des dépenſes ſtériles.

Ce dérangement provient de la qualité & de l'eſpece des impoſitions. C'eſt ce qu'on déſigne dans la derniere Section. L'Impôt bien ordonné doit être regardé comme une portion du revenu détachée

du produit net ſans fraix & ſans déprédations. Le tribut ne peut porter que ſur le revenu. Dévaſtation d'un Etat où l'Impôt ſeroit établi arbitrairement ſur les Fermiers, les ouvriers, les denrées & les marchandiſes. Comment l'Impôt ſe ronge lui-même, & perd en accroiſſement de dépenſes le double de ce qu'il gagne en accroiſſement de recette; comment les impoſitions, c'eſt-à-dire les fraix de levée de l'Impôt, doublent le déſavantage ci-deſſus de maniere qu'ils abſorbent tout; comment, par le moyen de ces deux erreurs, les revenus de l'Etat & ceux des Propriétaires n'ont plus qu'une quotité de réflet & une évaluation fictive, dont les deux parties rentrent dans le fait l'une dans l'autre, & ne ſont en réalité qu'un pauvre débris, en comparaiſon de ce que pourroit être un Etat vaſte & plantureux.

Ici finit la carriere de l'Ami des hommes : ici ſon licenciement du ſervice qu'il a voué à ſon Prince & à ſes contemporains. Ses cheveux griſonnent; il a dépaſſé le midi de l'âge, & ce n'eſt pas au Public à en ſupporter le déclin. Il a fait dans ſon premier Ouvrage un plan d'adminiſtration paſtorale; dans le ſecond, il a traité des principes de l'organiſation, & de la maniere d'en réaliſer les détails quant à la partie municipale. Dans le troiſieme enfin, il déſigne les qualités de la richeſſe, & les moyens de ſe la procurer; il débarraſſe les notions

premieres des preſtiges, réduits en principes, dont l'erreur & la cupidité les ont environnées & étouffées. Ce triple développement embraſſe en eſquiſſe toute l'économie politique. Tel fut, tel dut être l'uſage de ſa voix, relativement du moins à ſes intentions. Heureux, ſi quelqu'un de ſes ſemblables tire, au préſent ou au futur, quelque fruit de ſon travail! heureux même de l'avoir tenté dans cette vue; car notre amour propre eſt auſſi aiſé à ſatisfaire qu'à effaroucher, & notre conſcience n'eſt autre choſe que l'amour propre éclairé par la ſolitude de notre intérieur! En ſon chemin il a combattu deux Auteurs, mais non pas deux hommes, car il ne les connoît point; & s'il les connoiſſoit, ce ſeroit en frere de leur perſonne, quoiqu'ennemi de leurs principes. L'abordage ne ſauroit, s'ils ſe rencontroient, être auſſi chaud que le fut ſon premier dialogue avec celui qui l'aſſura qu'il avoit manqué tous les vrais principes de la Population. Il ſe retira comme on ſe retire d'ordinaire de toute diſpute, c'eſt-à-dire, en choyant ſon avis: il revint de lui-même, il écouta, il entendit, & bien lui en a valu depuis. Il a rendu hommage à la vérité, & la vérité lui a bien revalu ſon hommage. Mais s'il eût trouvé dans ſon contradicteur, un travailleur en Finance, un rédacteur d'ordonnances d'oppreſſions, il n'auroit quitté ſa place qu'après avoir foudroyé leur opinion. Il oſe dire qu'il l'a fait & qu'il le ſera tou-

jours, jeune ou vieux, & jusqu'à ce qu'on ait écrit sur sa tombe, *c'est dommage.*

A cela près, il a fourni sa carriere, & son temps est fait. Que celui qu'il a personnellement offensé se leve & l'accuse; & si cet homme ne se rencontre pas, que tous ensemble daignent recevoir son adieu comme ils ont accueilli son arrivée.

F I N.

TABLE DES MATIERES

Contenues en cette Partie.

Tableau Economique avec ses Explications, page 5.
Ce Tableau considéré dans sa construction, 18
- - - - *Dans sa marche*, 22
- - - - *Relativement à la Population*, 29
- - - - *Relativement à la quotité de l'Impôt & de la Dîme*, 35
- - - - *Relativement au Pécule*, 43
- - - - *Dans l'évaluation du produit & du fonds des richesses de tout genre*, 50
- - - - *Dans les conditions nécessaires au libre jeu de la machine de prospérité*, 57
- - - - *Dans ses déprédations privées:* Excès du Luxe, 66
- - - - *Relativement à la spoliation*, 77
- - - - *Dans le dépérissement de la Culture & dans ses effets relativement à la Population*, 84
- - - - *Dans ses dérangements relativement au Pécule*, 92
- - - - *Dans ses dérangements relativement à la Police*, 101
- - - - *Dans ses déprédations relativement au Commerce*, 109
- - - - *Dans ses déprédations relativement à l'Impôt*, 118

Fin de la Table.

AVIS AU RELIEUR

Pour placer le Tableau Economique suivant ses divers changements.

Tableau Economique considéré dans sa construction, pag. 18

Tableau Economique considéré relativement à la quotité de l'Impôt & à la Dîme, pag. 35

Tableau Economique considéré dans ses déprédations privées : Excès du Luxe pag. 66

Tableau Economique considéré relativement à la spoliation, pag. 77

Tableau Economique considéré dans le dépérissement de la Culture & dans ses effets, relativement à la Population, pag. 84

Tableau Economique considéré dans ses déprédations relativement à l'Impôt, pag. 118

8 L

S

AA: 109026

X255 M69

Lb 702d

K

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:3-28802/fragment/page=0183

Mirabeau, Victor Riqueti de:

TABLEAU ÉCONOMIQUE,

AVEC

SES EXPLICATIONS.

Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt
urn:nbn:de:gbv:3:3-28802/fragment/page=0185